ALLIANCES DEVELOPPEMENT IMMOBILIER

NOTICE D'INFORMATION

RELATIVE AU PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS EN VUE DE REGULARISER LE MARCHE

PROPOSE PAR L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE PREVUE LE 1ER NOVEMBRE 2010

Organisme Conseil

ATTIJARI FINANCES CORP.

Attijariwafa bank
CORPORATE FINANCE

VISA DU CONSEIL DEONTOLOGIQUE DES VALEURS MOBILIERES

Conformément aux dispositions de la circulaire du CDVM n°02/03 du 23/05/03, prise en application du décret n° 2-02-556 du 22 hija 1423 –24 février 2003- l'original de la présente notice d'information a été visé par le CDVM le 13 octobre 2010, sous la référence n° VI/EM/041/2010.

Ce document a été établi par Alliances Développement Immobilier et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa n'implique ni approbation du programme de rachat d'actions ni authentification des informations présentées. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective du programme de rachat envisagé.

ABREVIATIONS

ADI	Alliances Développement Immobilier
AGO	Assemblée Générale Ordinaire
CA	Chiffre d'affaires
CDVM	Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières
Dh/Dhs	Dirhams
EBE	Excédent brut d'exploitation
ETIC	Etat des informations complémentaires
HT	Hors Taxes
IG	Intégration globale
IS	Impôts sur les sociétés
IPO	Initial Public Offering
Kdh	Milliers de Dhs
Mdh	Millions de dirhams
MEE	Mise en équivalence
MLT	Moyen et long terme
MO	Maîtrise d'ouvrage
MOD	Maîtrise d'ouvrage déléguée
Nd	Non disponible
Ns	Non significatif
Tcam	Taux de croissance annuel moyen
%	Pourcentage

SOMMAIRE

ABREVIATIONS **2**
SOMMAIRE **3**

PARTIE I : Attestations et coordonnées **4**
I. Le président du Conseil d'Administration 5
II. Les commissaires aux comptes 6
III. L'organisme conseil 15
IV. Le responsable de la communication financière 15

PARTIE II : Programme de rachat **16**
I. Cadre juridique 17
II. Objectifs de l'opération 19
III. Caractéristiques du programme 19
IV. Duree et calendrier du programme 20
V. Financement du programme 20
VI. Modalités de réalisation du programme 20
VII. Incidence du programme sur la situation financière de ADI 28
VIII. Traitement comptable et fiscal 28

PARTIE III : Présentation de ADI **29**
I. Renseignements à caractère général 30
II. Activité et organisation 32
III. Répartition du capital 43
IV. Evénements récents et perspectives 44

PARTIE IV : Données comptables et financières **48**
I. Principes et méthodes comptables – comptes sociaux 49
II. Etats de synthèse des comptes sociaux de Alliances Développement Immobilier 55
III. Principes et méthodes comptables – Comptes consolidés 84
IV. Etat de synthèse des comptes consolidés de Alliances Développement Immobilier 87

PARTIE I : ATTESTATIONS ET COORDONNEES

I. LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Identité

Dénomination ou raison sociale	**Alliances Développement Immobilier**
Représentant légal	M. Mohamed Alami NAFAKH LAZRAQ
Fonction	Président du Conseil d'Administration
Adresse	16, rue Ali Abderrazak - Casablanca
Numéro de téléphone	05.22.99.34.63
Numéro de fax	05.22.99.34.81
Adresse électronique	infos@alliances.co.ma

Attestation

Le Président du Conseil d'Administration atteste que, à sa connaissance, les données de la présente notice d'information dont il assume la responsabilité, sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le programme de rachat d'actions de la société en vue de régulariser le marché. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

M. Mohamed Alami NAFAKH LAZRAQ
Président du Conseil d'Administration

II. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Identité des commissaires aux comptes

Dénomination ou raison sociale **Prénoms et noms**	**Deloitte Audit** Ahmed BENABDELKHALEK	**A. Saaïdi & Associés** Nawfal AMAR
Fonction	Associé	Associé
Adresse	288, Bd Zerktouni, Casablanca	4, Place Maréchal Casablanca
Numéro de téléphone et fax	Tel : 05.22.22.40.81 Fax : 05.22.22.40.78	Tel : 05.22.27.99.16 Fax: 05.22.20.58.90
E-mail	abenabdelkhalek@deloitte.com	n.amar@saaidi-associes.ma
Date du 1er exercice **Date d'expiration du mandat actuel**	1999 AGO statuant sur l'exercice 2012	2008 AGO statuant sur l'exercice 2010

II.1.Attestation de concordance des commissaires aux comptes sur les informations comptables et financières relatives aux comptes sociaux des exercices 2008 et 2009 contenues dans la notice d'information relative au programme de rachat d'actions en vue de régulariser le marché

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente notice d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur au Maroc. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse, arrêtés aux 31 décembre 2008 et 2009, audités par nos soins.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente notice d'information, avec les états de synthèse sociaux tels qu'audités par nos soins au titre des exercices 2008 et 2009.

Ahmed BENABDELKHALEK
Deloitte Audit

Nawfal AMAR
A. Saaïdi & Associés

II.2.Attestation de concordance des commissaires aux comptes sur les informations comptables et financières consolidées relatives aux exercices 2008 et 2009 contenues dans la notice d'information relative au programme de rachat d'actions en vue de régulariser le marché

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières consolidées contenues dans la présente notice d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur au Maroc. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse consolidés, arrêtés aux 31 décembre 2008 et 2009, audités par nos soins.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières consolidées, données dans la présente notice d'information, avec les états de synthèse relatifs aux comptes consolidés tels qu'audités par nos soins au titre des exercices 2008 et 2009.

Ahmed BENABDELKHALEK
Deloitte Audit

Nawfal AMAR
A. Saaïdi & Associés

II.3.Attestation de concordance des commissaires aux comptes sur les informations comptables et financières relatives aux comptes sociaux arrêtés au 30 juin 2010 contenues dans la notice d'information relative au programme de rachat d'actions en vue de régulariser le marché

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente notice d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur au Maroc. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec le bilan et le compte de produits et charges sociaux semestriels ayant fait l'objet d'un examen limité par nos soins, d'Alliances Développement Immobilier S.A (Groupe Alliances).

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente notice d'information, avec les états de synthèse relatifs aux comptes sociaux arrêtés au 30 juin 2010 d'Alliances Développement Immobilier S.A (Groupe Alliances) ayant fait l'objet d'un examen limité par nos soins.

Ahmed BENABDELKHALEK
Deloitte Audit

A. Saaïdi & Associés
Nawfal AMAR

II.4.Attestation de concordance des commissaires aux comptes sur les informations comptables et financières relatives aux comptes consolidés arrêtés au 30 juin 2009 et au 30 juin 2010 contenues dans la notice d'information relative au programme de rachat d'actions en vue de régulariser le marché

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières consolidées contenues dans la présente notice d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur au Maroc. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec le bilan et le compte de produits et charges consolidés semestriels d'Alliances Développement Immobilier S.A (Groupe Alliances), ayant fait l'objet d'un examen limité par nos soins.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente notice d'information, avec les états de synthèse relatifs aux comptes consolidés arrêtés au 30 juin 2009 et au 30 juin 2010 d'Alliances Développement Immobilier S.A (Groupe Alliances) ayant fait l'objet d'un examen limité par nos soins.

Ahmed BENABDELKHALEK
Deloitte Audit

Nawfal AMAR
A. Saaïdi & Associés

II.5.Attestation d'examen limité du Bilan et du Compte de produits et Charges sociaux relatifs à la situation intermédiaire au 30 juin 2010

PERIODE DU 1er JANVIER 2010 AU 30 JUIN 2010

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la société Alliances Développement Immobilier (ADI) S.A., comprenant le bilan et le compte de produits et charges relatifs à la période du 1er janvier 2010 au 30 juin 2010. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 2 026 033 137,90 MAD, dont un bénéfice net de 95 479 623,81 MAD, relève de la responsabilité des organes de gestion de la société.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société arrêtés au 30 juin 2010, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 23 septembre 2010

Deloitte Audit
Ahmed BENABDELKHALEK

A.Saaïdi & Associés
Nawfal AMAR

II.6.Attestations d'examen limité du Bilan et du Compte de produits et Charges consolidés relatifs à la situation intermédiaire au 30 juin 2009 au 30 juin 2010

PERIODE DU 1er JANVIER 2010 AU 30 JUIN 2010

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire consolidée de la société Alliances Développement Immobilier S.A. et de ses filiales (Groupe Alliances Développement Immobilier), comprenant le bilan consolidé et le compte de produits et charges consolidé relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 20. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 2 644 597 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 225 277.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire du bilan consolidé et du compte de produits et charges consolidé ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit, et en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine au 30 juin 2010, conformément aux normes nationales en vigueur.

Casablanca le 23 septembre 2010.

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit	A.Saaïdi & Associés
Ahmed BENABDELKHALEK	**Nawfal AMAR**

PERIODE DU 1er JANVIER 2009 AU 30 JUIN 2009

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire consolidée de la société Alliances Développement Immobilier S.A. et de ses filiales (Groupe Alliances Développement Immobilier), comprenant le bilan consolidé et le compte de produits et charges consolidés relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2009. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés du Groupe totalisant 2 337 956 KMAD dont un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 210 782 KMAD.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire du bilan consolidé et du compte de produits et charges consolidé ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit, et en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine au 30 juin 2009, conformément aux normes nationales en vigueur.

Deloitte Audit n'a pas audité les états de synthèse de SALIXUS S.A. au 31 décembre 2008, cette date précédant sa nomination en tant que commissaire aux comptes de cette filiale.
Casablanca le 29 septembre 2009.

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit
Ahmed BENABDELKHALEK

A.Saaïdi & Associés
Nawfal AMAR

II.7.Rapport général du Commissaire aux Comptes relatif aux comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2008

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joint, de la société Alliances Développement Immobilier S.A et de ses filiales (Groupe Alliances Développement Immobilier) comprenant le bilan au 31 décembre 2008, le compte de résultat, l'état de variation des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux normes nationales de consolidation. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalie significative que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs financières, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Groupe Alliances Développement Immobilier au 31 décembre 2008, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes nationales telles que prescrites par la méthodologie adoptée par le CNC du 15 juillet 1999.

Sans remettre en cause l'opinion ci-dessus, nous attirons votre attention que le cabinet A. Saïdi & Associés n'a pas audité les comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2007 ; cette date précédant sa nomination en tant que deuxième commissaire aux comptes de la société.

Casablanca, le 6 avril 2009

Deloitte Audit	A.Saaïdi & Associés
Ahmed BENABDELKHALEK	**Nawfal AMAR**

II.8.Rapport général du Commissaire aux Comptes relatif aux comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2009

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joint, de la société Alliances Développement Immobilier S.A et de ses filiales (Groupe Alliances Développement Immobilier) comprenant le bilan, ainsi que le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux normes nationales de consolidation. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalie significative que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Groupe Alliances Développement Immobilier au 31 décembre 2009, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes nationales telles que prescrites par la méthodologie adoptée par le CNC du 15 juillet 1999.

Deloitte Audit n'a pas audité les états de synthèse de SALIXUS S.A au 31 décembre 2008, cette date précédent sa nomination en tant que commissaires aux comptes de cette filiale.

Casablanca, le 5 avril 2010

Deloitte Audit	A.Saaïdi & Associés
Ahmed BENABDELKHALEK	**Nawfal AMAR**

III. L'ORGANISME CONSEIL

Identité

Dénomination ou raison sociale	**Attijari Finances Corp.**
Représentants légaux	M. Majid BENMLIH
Fonction	Directeur Général
Adresse	163, avenue Hassan II -Casablanca
Numéro de téléphone	(212) 05.22.47.64.35/36
Numéro de fax	(212) 05.22.47.64.32
Adresse électronique	m.benmlih@attijari.ma

Attestation

La présente notice d'information a été préparée par nos soins et sous notre responsabilité. Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'elle contient.

La préparation de cette notice d'information a été effectuée conformément aux règles et usages internes en vigueur au sein de la société.

M. Majid BENMLIH
Administrateur Directeur Général

IV. LE RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION FINANCIERE

Identité

Pour toute information et communication financière, prière de contacter la personne ci-après :

Responsable	M.Younès SEBTI
Fonction	Directeur Financier
Adresse	16, rue Ali Abderrazak - Casablanca
Numéro de téléphone	(212) 05.22.99.34.63
Numéro de fax	(212) 05.22.99.34.81
Adresse électronique	ysebti@alliances.co.ma

PARTIE II : PROGRAMME DE RACHAT

I. CADRE JURIDIQUE

La mise en œuvre d'un programme de rachat s'inscrit dans le cadre législatif créé par la Loi n°17-95 du 31 août 1996 relative aux sociétés anonymes telle que complétée et modifiée par le Dahir n°1-08-18 du 17 Joumada I 1429 portant promulgation de la Loi 20-05 ainsi que par le décret n° 2-02-556 du 24 février 2003 2003 tel que modifié et complété par le décret n° 2-10-44 du 30 juin 2010 et la circulaire du CDVM n°02/03.

Le programme de rachat du Groupe Alliances Développement Immobilier (ADI), régi par le cadre législatif cité ci-dessus sera soumis, sur proposition du Conseil d'Administration tenu le 20 septembre 2010, à l'autorisation de l'Assemblée Générale Ordinaire convoquée le 1er novembre 2010 statuant aux conditions de quorum et de majorité requise.

Elle fera l'objet notamment de la résolution suivante :

Première résolution :

« L'Assemblée Générale, agissant aux termes de l'article 281 de la loi n°17-95 du 30 août 1996 relative aux sociétés anonymes telle que complétée et amendée par le Dahir n°1-08-18 du 17 Joumada I 1429 (23 mai 2008) portant promulgation de la Loi 20-05, du décret n° 2-02-556 du 24 février 2003 tel que modifié et complété par le décret n°2-10-44 du 30 juin 2010, fixant les normes et conditions dans lesquelles peuvent s'effectuer les rachats en bourse par les sociétés anonymes de leurs propres actions en vue de régulariser le marché, et de la circulaire du CDVM n° 02/03 relative à l'information exigée des sociétés cotées à l'occasion du rachat en bourse de leurs propres actions en vue de régulariser le marché, et après avoir (i) entendu lecture du rapport du Conseil d'administration de la Société et (ii) examiné l'ensemble des éléments contenus dans la notice d'information visée par le CDVM et relative au programme de rachat par ALLIANCES DEVELOPPEMENT IMMOBILIER de ses propres actions en Bourse en vue de régulariser le marché, autorise expressément ledit programme de rachat tel qu'arrêté par le Conseil d'administration lors de sa séance du 20 septembre 2010.

Les caractéristiques du programme de rachat sont fixées comme suit, à savoir :

- **Nombre maximum d'actions à acquérir :** 605 000 actions, soit 5% du capital **;**
- **Somme maximale à engager par la société :** 605 millions de dirhams **;**
- **Délai de l'autorisation :** 18 mois **;**
- **Durée du programme :** du 9 novembre 2010 au 8 mai 2012 ;
- **Fourchette d'intervention (Prix hors frais d'achat et de vente) :**
  - ✓**Prix minimum de vente** : 650 Dhs par action ;
  - ✓**Prix maximum d'achat** : 1 000 Dhs par action ;
- **Mode de financement du programme** : par trésorerie disponible et concours bancaires.

Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée Générale donne tous pouvoirs, sans exception ni réserve, au Président Directeur Général ou à toute personne qu'il désignera, à l'effet de procéder, dans le cadre des limites fixées ci-dessus, à l'exécution de ce programme de rachat des actions aux dates et conditions qu'il jugera opportunes.»

Le cadre légal régissant cette opération se réfère à :

- L'article 279 de la loi 17-95 sur la Société Anonyme, telle que modifiée et complétée par le Dahir n°1-08-18 du 17 Joumada I 1429 (23 mai 2008) portant promulgation de la Loi 20-05 :

  Il stipule que : « La société ne peut posséder, directement ou par l'intermédiaire d'une personne agissant en son propre nom, mais pour le compte de la société, plus de 10% du

total de ses propres actions, ni plus de 10% d'une catégorie déterminée. Ces actions doivent être mises sous la forme nominative et entièrement libérées lors de l'acquisition ; à défaut, les membres du conseil d'administration ou du directoire sont tenus, dans les conditions prévues à l'article 352, de libérer les actions.

L'acquisition d'actions de la société ne peut avoir pour effet d'abaisser la situation nette à un montant inférieur à celui du capital augmenté des réserves non distribuables.

La société doit disposer de réserves, autres que la réserve légale, d'un montant au moins égal à la valeur de l'ensemble des actions qu'elle possède.

Les actions possédées par la société ne donnent pas droit aux dividendes.

En cas d'augmentation de capital par souscription d'actions en numéraire, la société ne peut exercer par elle-même le droit préférentiel de souscription. L'assemblée générale peut décider de ne pas tenir compte de ces actions pour la détermination des droits préférentiels de souscription attachés aux autres actions; à défaut, les droits attachés aux actions possédées par la société doivent être, avant la clôture du délai de souscription, soit vendus en bourse, soit répartis entre les actionnaires au prorata des droits de chacun. »

- L'article 281 de la loi n°17-95 telle que modifiée et complétée par la loi n°20-05 dispose que :

  « Par dérogation aux dispositions du paragraphe 1) de l'article 280, les sociétés dont les titres sont inscrits à la cote de la bourse des valeurs peuvent acheter en bourse leurs propres actions, en vue de régulariser le marché.

  A cette fin, l'assemblée générale ordinaire doit avoir expressément autorisé la société à opérer en bourse sur ses propres actions. Elle fixe les modalités de l'opération et notamment les prix maximum d'achat et minimum de vente, le nombre maximum d'actions à acquérir et le délai dans lequel l'acquisition doit être effectuée. Cette autorisation ne peut être donnée pour une durée supérieure à dix-huit mois. Les formes et conditions dans lesquelles peuvent s'effectuer ces rachats sont fixées par l'administration après avis du conseil déontologique des valeurs mobilières. »
- L'article 8.7 de la circulaire du CDVM n°02/03 stipule que :

  « Il est recommandé aux sociétés de prévoir dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration ou du directoire soumis à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes annuels, un paragraphe consacré au programme de rachats d'actions décrivant notamment le nombre d'actions achetées et des actions éventuellement cédées ainsi que le cours moyen pondéré d'acquisition ou de cession. Il est recommandé également que cette information soit incluse dans le rapport annuel. »
- Le décret n° 2-02-556 du 24 février 2003 tel que modifié et complété par le décret n° 2-10-44 du 30 juin 2010.

II. OBJECTIFS DE L'OPERATION

Le Conseil d'Administration du Groupe Alliances Développement Immobilier, tenu le 20 septembre 2010, souhaite mettre en oeuvre un programme de rachat des actions ADI, afin de régulariser le cours de ces dernières sur le marché boursier.

Cet objectif sera réalisé sans pour autant fausser le bon fonctionnement du marché.

Les interventions, au titre de ce programme de rachat d'actions, se feront à contre tendance en cas de variation excessive du cours sur le marché que ce soit à la hausse comme à la baisse.

III. CARACTERISTIQUES DU PROGRAMME

- **Titres concernés :** Actions ADI ;
- **Nombre maximum d'actions à détenir :** 605 000 actions ;
- **Part maximale du capital à détenir :** sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire du 1er novembre 2010 du programme de rachat de ses propres actions en vue de régulariser son marché, la société pourrait détenir un maximum 5,0% du capital ;
- **Montant maximal à engager par la société :** 605 millions de dirhams ;
- **Durée du programme :** 18 mois ;
- **Calendrier :** du 9 novembre 2010 au 8 mai 2012 ;
- **Fourchette d'achat et de vente (Prix hors frais d'achat et de vente) :**
  - ✓ Prix maximum d'achat : 1 000 Dhs ;
  - ✓ Prix minimum de vente : 650 Dhs.
  - ✓ **Mode de financement :** par trésorerie disponible et concours bancaires.

Conformément aux dispositions de l'article 279 de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée par le Dahir n°1-08-18 du 17 Joumada I 1429 (23 mai 2008) portant promulgation de la Loi 20-05, la valeur de l'ensemble des actions ADI détenues par la société, ne pourrait être supérieure au montant des réserves de la société, autres que la réserve légale. Au 30 juin 2010, le montant de ces réserves s'élève à 643,5 Mdh[2]. La valeur globale de l'ensemble des actions propres que la société peut détenir ne peut donc être supérieure à ce montant.

Dans tous les cas, la valeur des actions propres détenues par la société ne peut, à aucun moment, être supérieure ni au montant des réserves facultatives ni au maximum autorisé par l'assemblée générale pour le programme de rachat, objet de la présente notice d'information.

Dans le cas où ADI procèderait, pendant la durée du présent programme de rachat, à la mise en distribution, voire la réduction de ses réserves autres que légales à un montant inférieur au montant autorisé par l'assemblée générale ordinanire du 1er novembre 2010, elle ne pourrait acquérir ses propres actions pour un montant dépassant ses propres réserves.

Par ailleurs, conformément à l'article 333 de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée par la loi 20-05, les réserves correspondant à la détention d'actions propres ne seront pas disponibles pour une éventuelle mise en distribution.

[2] Réserves composées des primes d'émission

IV. DUREE ET CALENDRIER DU PROGRAMME

Conformément à l'article 281 de la loi 17-95 telle que modifié et complétée par la loi 20-05 relative aux sociétés anonymes et au projet de résolutions soumis au vote de l'assemblée générale, le programme de rachat, objet de la présent notice d'information s'étalera sur une période de 18 mois, du 9 novembre 2010 au 8 mai 2012, soit la durée maximale autorisée par la loi.

Par ailleurs, conformément à l'article 3.12.1 du règlement général de la Bourse des valeurs, qui stipule que l'émetteur désirant mettre en œuvre un programme de rachat doit informer la société géstionnaire des modalités dudit programme au moins 5 jours de bourse avant son démarrage, ADI devra informer la bourse des valeurs des modalités du programme le 2 novembre 2010, avant midi, au plus tard.

V. FINANCEMENT DU PROGRAMME

Alliances Développement Immobilier prévoit d'assurer le financement du présent programme de rachat d'actions (à un montant maximum de 605 Mdh) par la mobilisation de sa trésorerie disponible[3] qui s'établit à 57,2 millions de dirhams, au 30 juin 2010, ainsi que par le recours aux concours bancaires aux conditions prévalant sur le marché.

VI. MODALITES DE REALISATION DU PROGRAMME

Les achats et les cessions des actions Alliances Développement Immobilier seront effectués à tout moment sur le Marché Central de la Bourse de Casablanca à des prix d'achat et de vente fixés sous réserve des ajustements liés aux éventuelles opérations sur le capital de la société, dans les limites de la fourchette autorisée par l'AGO du 1er novembre 2010. Ces ajustements seront approuvés dans le cadre des autorisations par les organes sociaux desdites opérations sur capital.

Dans le cadre de la réalisation du programme de rachat, Alliances Développement Immobilier envisage d'intervenir en contre tendance des variations excessives du cours du marché à la hausse ou à la baisse. Les opérations d'achat et de vente se feront en fonction des situations du marché par l'intermédiaire de ART Bourse, selon le mandat de gestion confié par Alliances Développement Immobilier représentée par M. Mohamed Alami NAFAKH LAZRAQ, et signé le 8 octobre 2010 pour une durée de 18 mois à partir de la date de début dudit programme.

L'intermédiaire agira en pleine indépendance, Alliances Développement Immobilier s'engage à ne transmettre aucune instruction ou information destinée à orienter les interventions du mandataire.

Dans le cadre du programme de rachat, ART Bourse est libre de prendre l'initiative de réaliser des transactions à l'achat ou à la vente des actions ADI, sous réserve :

- du respect des fourchettes légales et réglementaires, le cas échéant ;
- du respect des conditions fixées par l'Assemblée Générale Ordinaire qui se réunira le 1er novembre 2010 ;
- du respect du montant des réserves facultatives d'Alliances Développement Immobilier si ces dernières deviennent inférieures au montant maximal à engager par la société ;
- du respect de l'article 279 de la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée par la loi 20-05.

Toutefois, Alliances Développement Immobilier peut limiter l'étendue des pouvoirs délégués à ART Bourse, sans qu'il soit nécessaire de demander une acceptation de cette dernière, à charge pour Alliances Développement Immobilier de l'informer un jour ouvré franc avant la date de prise d'effet de la limitation.

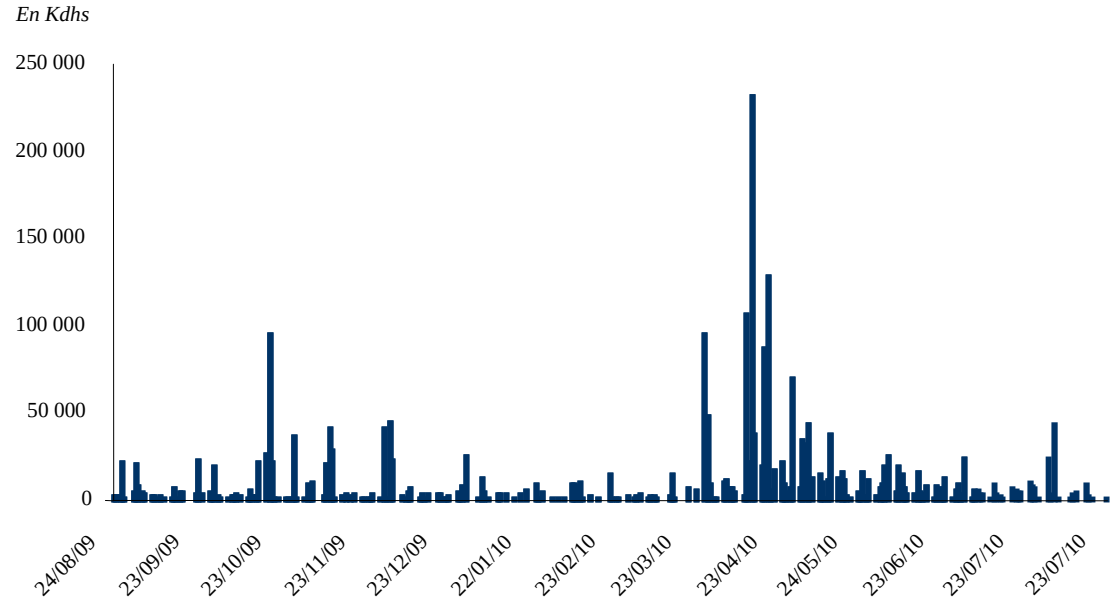
[3] Trésorerie Actif + Titres et valeurs de placement

ART Bourse s'engage à réaliser le programme de rachat avec toute la diligence nécessaire. Ainsi, il est tenu, notamment :

- de respecter scrupuleusement les dispositions légales et réglementaires applicables en la matière ;
- d'informer le Mandant de tous les amendements, modifications ou compléments apportés aux dispositions légales et réglementaires applicables en la matière ;
- d'établir et de transmettre au Mandant un état quotidien des transactions réalisées dans le cadre du programme de rachat ;
- et, d'établir et de transmettre au Mandant, mensuellement, une analyse du marché des actions ADI, de manière à permettre au mandant d'apprécier la régularisation dudit marché ;
- de tenir sous sa responsabilité le registre des transactions, permettant de suivre l'exécution de l'opération, aux conditions et formes requises par l'article 9 de la circulaire 02/03 du 23 mai 2003 relative à l'information exigée des société cotées à l'occasion du rachat en Bourse de leurs propres actions, en vue de régulariser le marché. Il doit à tout moment et à la demande du Mandant lui adresser une copie dudit registre
- de transmettre au Mandant, au CDVM et à la Bourse des Valeurs, en temps utile, tout document relatif au déroulement et à la réalisation de l'Opération.

VI.1.Evolution de la liquidité du titre ADI

Évolution de la liquidité du titre ADI du 23.08.09 au 23.08.10



Source : Bourse de Casablanca

Sur la période allant du 24 août 2009 au 23 août 2010, les échanges portant sur le titre ADI ont atteint 1 748 282 actions, pour un volume global de 2,54 milliards de dirhams au cours moyen pondéré de 726,6 Dh. La moyenne quotidienne des volumes traités s'établit à près de 10,1 Mdh correspondant à 6 938 titres négociés en moyenne par séance.

Au cours de cette période, le volume maximum par séance a été de près de 232,2 millions de dirhams enregistré le 15 avril 2010, soit 160 416 titres ADI échangés à un cours moyen de 724 Dhs. Le pic constaté en avril 2010 s'explique par la sortie d'un des actionnaires (Al Qudrah) du capital d'ADI ;

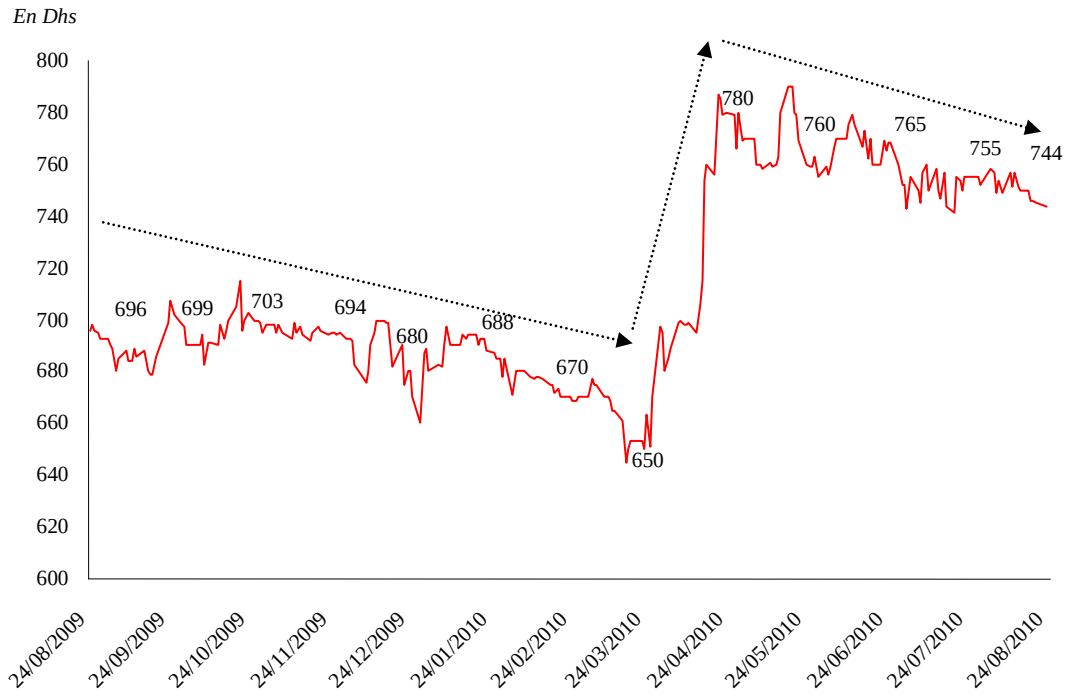
A l'opposé, au cours de cette même période, le volume minimum par séance s'est établi à près de 198,6 Kdhs, enregistré le 15 mars 2010, soit 150 titres ADI échangés à un cours moyen de 662 Dhs.

Pour sa part, le taux de cotation[4] sur la période d'observation de l'action ADI se fixe à 100%. En effet, le nombre de jours de cotation du titre ADI s'élève à 252 jours contre 252 jours de bourse.

VI.2.Evolution du cours et de la volatilité du titre ADI

VI.2.1. Evolution du cours

Évolution du cours de bourse du titre ADI du 24.08.09 au 23.08.10



Source : Bourse de Casablanca

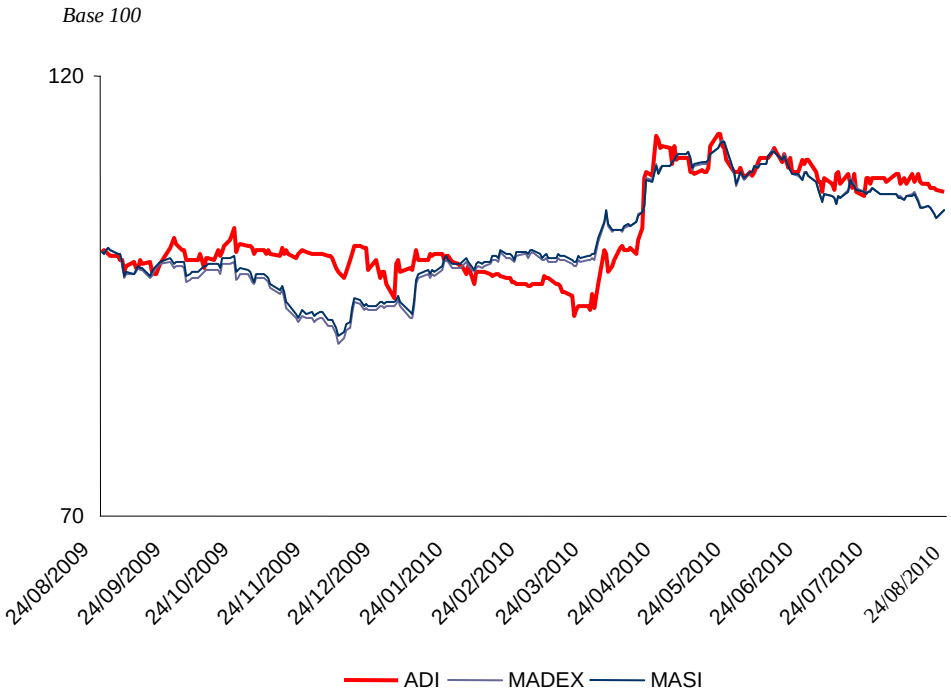
Entre le 24 août 2009 et le 23 août 2010, le titre ADI a connu différentes tendances qui peuvent être synthétisées comme suit :

- du 24 août 2009 au 16 mars 2010, le titre ADI a évolué selon une tendance baissière (accompagnée de rebonds haussiers) atteignant un minimum de 645 Dhs, soit un recul de 7,3% sur la période ;
- du 17 mars 2010 au 18 mai 2010, le titre ADI a enregistré une progression avec un maximum de 790 Dhs. La croissance du titre sur la période s'est établie à 21,5%. Le pic enregistré en avril 2010 s'explique par la sortie d'un des actionnaires (Al Qudrah) du capital d'ADI ;
- du 19 mai 2010 au 23 août 2010, le titre ADI a évolué suivant une tendance baissière, avec quelques rebonds haussiers. Le titre atteint un minimum de 741 Dhs. Sur la période considérée, le titre a enregistré une baisse de 4,6%.

Au cours de cette période, le cours moyen pondéré de la valeur ADI ressort à 726,6 Dhs avec des extremums de clôture de 790 Dhs et de 645 Dhs. Le titre ADI a connu une croissance de 6,9% contre des progressions de 4,8% pour le MASI et de 4,9% pour le MADEX.

[4] Le taux de cotation correspond au nombre de jours où le titre a coté comparativement au nombre de jours de Bourse.

Évolution comparée du cours de bourse du titre ADI, du MASI et du MADEX du 24.08.09 au 23.08.10



Source : Bourse de Casablanca

Le tableau ci-dessous résume l'évolution du cours du titre ADI sur différentes périodes, 1 mois, 3 mois, 6 mois, 9 mois, 12 mois et depuis l'introdution en Bourse (le 21 juillet 2008) de la société :

Période	Cours Moyen Pondéré	Minimum de clôture	Maximum de clôture
1 mois	755,8	744	758
3 mois	758,1	741	779
6 mois	744,7	645	790
9 mois	734,4	645	790
12 mois	726,6	645	790
Depuis le 21/07/2008	871,8	510	1 248

Source : Bourse de Casablanca

Partant de la volonté de pouvoir agir sur le cours afin de limiter l'amplitude de la baisse du cours du titre ADI en cas de retournement de marché, la limite inférieure a été fixée à 650 Dhs, seuil qui semble constituer un support pour le cours du titre sur la période d'étude.

VI.2.2. Evolution de la volatilité du titre ADI

Les volatilités comparées du titre ADI et du MASI et MADEX sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Sociétés	1 mois	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois	Depuis IPO (21.07.2008)
ADI	8,9%	12,9%	17,7%	16,8%	15,7%	33,0%
MASI	6,3%	9,3%.	10,1%	10,2%	10,0%	15,4%
Volatilité relative[5]	**0,62x**	**0,41x**	**0,80x**	**0,64x**	**0,62x**	**1,10x**
MADEX	6,6%	9,8%	10,6%	10,8%	10,5%	16,0%
Volatilité relative	**0,59x**	**0,40x**	**0,76x**	**0,61x**	**0,59x**	**1,05x**

Source : Attijari Finances Corp

La volatilité historique du titre ADI, illustrée dans le tableau ci-dessus, traduit des fluctuations plus importantes que celles du MADEX, indice regroupant les valeurs les plus actives du marché boursier marocain, et celles du MASI.

En effet, entre le 24 août 2009 et le 23 août 2010, la volatilité historique se situe à 15,7% pour ADI contre 10,5% pour le MADEX. Les volatilités historiques sur 1 mois et 3 mois ressortent, pour leur part, respectivement à 8,9% et 12,9% pour ADI comparativement à 6,6% et 9,8% pour le MADEX.

L'analyse de la volatilité relative indique que le titre ADI est corrélé positivement au marché (au MADEX et au MASI). Sur 3 mois, la corrélation est faible (0,41x et 0,40x, relativement au MASI et au MADEX). Sur les autres périodes considérées, la corrélation est supérieure ou égale à 0,59x.

Notons que la volatilité est obtenue par l'écart type des variations quotidiennes du cours de l'action (exprimées en base logarithmique), multiplié par la racine carrée du nombre de jours considérés.

De manière générale, la formule est la suivante :

$$VH = \sqrt{250} * \sqrt{\frac{1}{N-1}\sum_{1}^{'} \left(Rt - \overline{R}\right)^2}$$

Où :	VH	volatilité historique annualisée, sur une base d'un an, soit 250 séances boursières.
	N	Nombre de performances calculées pendant la période.
	R	Moyenne des rendements
	R_t	Ecart relatif du cours du titre à la date t et à la date t-1

VI.3.Interprétation de la fourchette

VI.3.1. Méthode de l'intervalle de confiance

Partant de la volonté de Alliances Développement Immobilier de limiter l'amplitude des variations excessives du cours des titres ADI, les limites de la fourchette de prix ont été fixées à 650 Dhs et 1 000 Dhs, niveau qui, par ailleurs, s'inscrit dans l'intervalle de confiance à 100% des cours de clôture de ADI observés au cours des 12 derniers mois (du 24.08.2009 au 23.08.2010). Cela signifie que 100% des cours historiques observés sur la période étudiée s'inscrivent dans la fourchette de prix considérée.

[5] La volatilité relative correspond au rapport entre la covariance du rendement du titre avec le rendement du marché et la variance du rendement du marché.

VI.3.2. Méthode des écarts relatifs

Valeurs	Haut de fourchette (En Dhs)	Bas de fourchette (En Dhs)	Ecart relatif
ADI	**1 000**	**650**	**53,8%**
ADDOHA	200	130	53,8%
ATLANTA	130	84	54,8%
AUTO HALL	130	80	62,5%
BCP	320	200	60,0%
BMCI	1 125	825	36,4%
CARTIER SAADA	30	17	76,5%
MAROC TELECOM	210	130	61,5%
SALAFIN	850	550	54,5%
SNEP	600	380	57,9%
SAMIR	880	550	60,0%
STOKVIS	100	70	42,9%
TIMAR	380	250	52,0%

Source : Notes d'information relatives aux programmes de rachat

L'intervalle des prix en se référant à un échantillon représentatif des programmes de rachats en cours permet de justifier la fourchette proposée pour le présent programme.

En définissant le haut de la fourchette à 1 000 Dhs, l'écart relatif pour Alliances Développement Immobilier ressort à 53,8%. Cet écart est compris dans l'intervalle des écarts observés pour les programmes de rachat considérés, c'est-à-dire entre 36,4% et 76,5%.

VI.4.Programme de rachats précédents

Le précédent programme de rachat lancé par Alliances Développement Immobilier présentait les caractéristiques suivantes :

- **Titres concernés :** Actions ADI ;
- **Nombre maximum d'actions à détenir :** 605 000 actions ;
- **Part maximale du capital à détenir :** la société pourrait détenir un maximum 5,0% du capital ;
- **Montant maximal à engager par la société :** 605 millions de dirhams ;
- **Durée du programme :** 18 mois ;
- **Calendrier :** du 17 février 2009 au 17 août 2010 ;
- **Fourchette d'achat et de vente :**
  - ✓ 1ère période : du 17 février 2009 au 31 mars 2009 ;
    Prix maximum d'achat et de vente : 1 000 Dhs ;
    Prix minimum de vente : 600 Dhs.
  - ✓ 2ème période : du 01 avril 2009 au 17 août 2010 ;
    Prix maximum d'achat et de vente : 1 000 Dhs ;
    Prix minimum d'achat et de vente : 600 Dhs.
- **Mode de financement du programme** : par trésorerie disponible et concours bancaires.

Le tableau suivant résume les principales informations relatives au programme de rachat mis en place par ADI depuis le 17 février 2009 au 17 août 2010 et géré par Attijari Intermédiation en qualité de mandataire :

Mois	Stock initial	Nb actions achetées	CMP achat	Nb actions vendues	CMP vente	Stock final
			2009			
Février	0	2 500	662	-	-	2 500
Mars	2 500	5 821	590	-	-	8 321
Avril	8 321	8 657	557	-	-	16 978
Mai	16 978	3 900	554	-	-	20 878
Juin	20 878	12 621	703	27 499	712	6 000
Juillet	6 000	4 500	691	-	-	10 500
Août	10 500	-	-	-	-	10 500
Septembre	10 500	-	-	-	-	10 500
Octobre	10 500	-	-	10 500	715	-
Novembre	-	-	-	-	-	-
Décembre	-	5 000	680	-	-	5 000
			2010			
Janvier	5 000	2 000	697	-	-	7 000
Février	7 000	-	-	-	-	7 000
Mars	7 000	5 000	677	11 000	690	1 000
Avril	1 000	-	-	1 000	713	-
Mai	-	-	-	-	-	-
Juin	-	-	-	-	-	-
Juillet	-	-	-	-	-	-
Août	-	-	-	-	-	-

Source : Attijari Intermédiation

VI.5.Tracking du cours du titre ADI au cours des 12 derniers mois

Séance	CMP (en Dhs)	Plus bas	Plus Haut	Quantité moyenne
		2009		
Septembre	692	679	707	4 365
Octobre	704	683	715	7 559
Novembre	693	692	699	5 299
Décembre	686	660	700	6 162
		2010		
Janvier	684	678	697	2 210
Février	673	669	680	2 456
Mars	685	645	697	6 377
Avril	747	685	787	24 629
Mai	767	755	790	8 927
Juin	765	752	779	5 785
Juillet	750	741	760	3 632
Août	752	736	758	3 695

Source : Bourse de Casablanca

De septembre 2009 à août 2010, les quantités moyennes/jour transigées sur le titre ADI ont oscillé entre un minimum de 2 210 titres au cours du mois de janvier 2010 à un CMP mensuel de 684 Dhs, et un maximum de 24 629 titres échangés durant le mois d'avril 2010 à un CMP mensuel de 747 Dhs.

En conclusion, la fourchette proposée pour le programme de rachat de l'action ADI est de [650 Dhs ; 1 000 Dhs]. Cette fourchette a été fixée afin de réguler le cours du titre sur le marché.

VII. INCIDENCE DU PROGRAMME SUR LA SITUATION FINANCIERE DE ADI

L'intention de Alliances Développement Immobilier n'étant pas d'annuler les titres rachetés, le programme n'aura pas d'incidence sur les comptes de la société autre que l'enregistrement des plus ou moins values éventuelles constatées au compte de résultat en fonction des cours de l'action au moment de l'exécution des ordres d'achat ou de vente des titres.

En faisant l'hypothèse que Alliances Développement Immobilier acquière tous les titres visés par le programme au prix maximum de 1 000 Dhs et les revende tous au prix minimum de 650 Dhs, la moins-value maximale, à chaque achat et revente du nombre total des titres dans les conditions citées, serait de 211,75 Mdh.

VIII. TRAITEMENT COMPTABLE ET FISCAL

VIII.1.Traitement comptable

Les titres acquis par la société dans le cadre du programme de rachat seront considérés comme des Titres et Valeurs de placement.

A l'acquisition, ces titres seront comptabilisés à leur prix d'achat au débit du compte concerné. A la suite d'une cession de ces titres ou d'une partie de ces titres, le compte concerné sera crédité du montant initial de l'achat des titres vendus et la plus ou moins value sera constatée dans les comptes du résultat financier. A la fin de chaque exercice la valeur des titres en portefeuille sera comparée au cours boursier du 31 décembre ; les moins values latentes conduiront à la constatation de provisions financières.

VIII.2.Régime fiscal

VIII.2.1.Régime fiscal applicable aux profits de cession

Le rachat par Alliances Développement Immobilier de ses propres titres aurait une incidence sur son résultat imposable dans la mesure où ces titres seraient cédés ultérieurement à un prix différent du prix de rachat. Cette différence de prix donnera lieu à des gains ou pertes soumis au régime des plus ou moins values.

Imposition des profits de cession

Les profits nets résultant de la cession, en cours ou en fin d'exploitation, d'actions cotées à la Bourse des Valeurs de Casablanca sont imposables en totalité.

VIII.2.2.Régime fiscal applicable aux dividendes

Les actions possédées par la société ne donnent pas droit aux dividendes.

PARTIE III :PRESENTATION DE ADI

I. RENSEIGNEMENTS A CARACTERE GENERAL

Dénomination sociale	Alliances Développement Immobilier
Siège social	16, rue Ali Abderrazak, Casablanca
Téléphone	05 22.99.34.84/63
Fax	05 22.99.34.81
Site Internet	www.alliances.co.ma
Adresse électronique	infos@alliances.co.ma
Forme juridique	Société anonyme régie par les dispositions de la loi n°17-95 promulguée par le Dahir n°1-96-124 du 30 août 1996 relative aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée par la loi 20-05
Date de constitution	13 juin 1994
Durée de vie	La durée de la société est fixée à 99 ans, sauf dissolution anticipée ou prorogation prévue par les statuts ou par la loi
Registre de commerce	74703, Casablanca
Exercice social	Du 1er janvier au 31 décembre
Capital social (30.06.2010)	1 210 000 000 Dh divisé en 12 100 000 actions de 100 Dh chacune, toutes de même catégorie et entièrement libérées
Consultation des documents juridiques	Les statuts, procès-verbaux des Assemblées Générales, les rapports des commissaires aux comptes peuvent être consultés au siège de Alliances Développement Immobilier : 16, Rue Ali Abderrazak – Casablanca.
Objet social	Selon l'article 4 des statuts, la société a pour objet : ▪ la participation directe ou indirecte à toutes opérations ou entreprises par voie de création de sociétés, de participation à leur constitution, ou à l'augmentation de capital de sociétés existantes, d'achat de titres ou droits sociaux ou autrement, ▪ la promotion des secteurs du tourisme et de l'immobilier par l'étude, la conception, la réalisation, la construction, la gestion de toute affaire ou société et la commercialisation directe ou indirecte de tout produit lié aux activités des secteurs susmentionnés, ▪ l'achat, la vente et l'échange des valeurs mobilières, de toutes parts d'intérêts, ▪ l'acquisition, la vente et l'échange de tous immeubles et ensembles immobiliers, bâtis ou non, l'édification de toutes constructions, ▪ toutes opérations relatives à l'exécution de travaux publics et privés et particulièrement ceux faisant appel aux techniques les plus avancées tant sur le plan de la conception que sur celui de l'exécution, ▪ l'achat, la construction et la commercialisation de tout immeuble en vue de l'industrie touristique en général et notamment la création de tous projets touristiques, immobiliers, financiers et commerciaux, ▪ la maîtrise d'ouvrage déléguée, ▪ et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, mobilières et immobilières, financières se rattachant directement ou indirectement aux objets ci-dessus spécifiés ou pouvant favoriser le développement de la société
Textes législatifs	De par sa forme juridique, la société est régie par le droit marocain, et par la loi n°17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée par la loi 20-05 ainsi que par ses statuts. De par son activité, la société Alliances Développement Immobilier est soumise aux dispositions légales et réglementaires suivantes :

	▪ loi n°25-90 promulguée par le Dahir n°1-92-7 du 17 juin 1992 relative aux lotissements, groupes d'habitation et morcellements ; ▪ dahir du 12 août 1913 formant code des obligations et contrats, complété par la loi n°44-00 du 3 octobre 2002 relative à la vente en état futur d'achèvement ; ▪ loi n°18-00 du 3 octobre 2002 relative au statut de la copropriété des immeubles bâtis ; ▪ article 19 de la loi de Finances 2010 instituant des exonérations fiscales au profit des promoteurs immobiliers. De par sa cotation à la Bourse de Casablanca, elle est soumise aux dispositions légales et réglementaires relatives au marché financier suivantes : ▪ le règlement général du CDVM approuvé par l'arrêté du Ministre de l'économie et des finances n°822-08 du 14 avril 2008 ; ▪ dahir portant loi n°1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse de Casablanca modifié et complété par les lois 34-96, 29-00, 52-01 et 45-06 ; ▪ règlement Général de la Bourse de Casablanca approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°499-98 du 27 juillet 1998 et amendé par l'Arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1960-01 du 30 octobre 2001. Celui-ci a été modifié par l'amendement de juin 2004 entré en vigueur en novembre 2004 et par l'arrêté n° 1268-08 du 07 juillet 2008 ; ▪ dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété par la loi n°23-01, 36-05, et 44-06 ; ▪ dahir n°1-96-246 du 9 janvier 1997 portant promulgation de la loi n°35-96 relative à la création d'un dépositaire central et à l'institution d'un régime général de l'inscription en compte de certaines valeurs (modifié et complété par la loi n°43-02) ; ▪ règlement général du dépositaire central approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1961-01 du 30 octobre 2001 ; ▪ dahir n°1-04-21 du 21 avril 2004 portant promulgation de la loi n°26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier Marocain telle que modifiée et complétée par la loi 46-06.
Tribunal compétent en cas de litiges	Tribunal de commerce de Casablanca
Régime fiscal applicable	Alliances Développement Immobilier est soumise à l'impôt sur les sociétés de 30% et à une TVA au taux de 20%.

II. ACTIVITE ET ORGANISATION

II.1.Historique

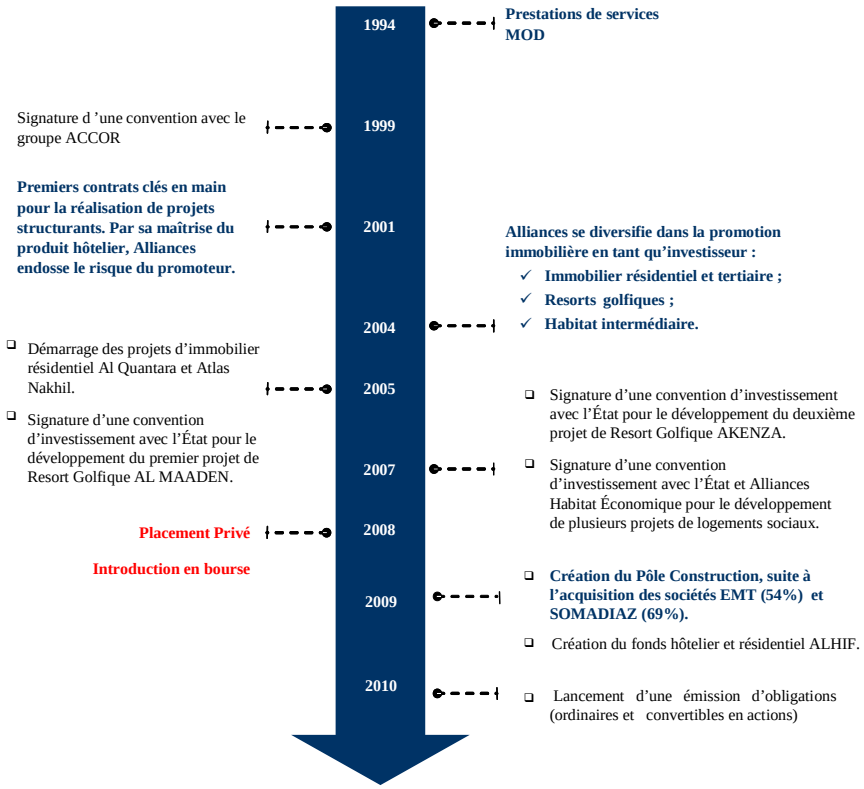
La société Alliances Développement Immobilier a été fondée en 1994 à l'initiative de M. Mohamed Alami NAFAKH LAZRAQ. Depuis sa création, la société s'est spécialisée dans l'étude, le montage et la conduite de réalisations immobilières et touristiques pour le compte d'investisseurs internationaux et d'institutionnels marocains. Ainsi, le groupe Alliances a su mener tous les projets d'aménagement confiés par les institutionnels de la place et par les chaînes internationales dont il a été le partenaire privilégié (groupe Accor, Four Seasons Hotels and Resorts, Club Med, Tui, Lucien Barrière…).

Le groupe Alliances a diversifié ses activités au fil des années, en intervenant sur l'ensemble de la chaîne de création de valeur : le développement, la promotion, la commercialisation et la gestion.

Les créations des différentes filiales de services et de projets se sont inscrites dans le cadre de la stratégie globale d'intégration du groupe. Ainsi, au fur et à mesure, le positionnement de Alliances Développement Immobilier a évolué d'un prestataire de services dans la réalisation à un promoteur immobilier sur quatre segments complémentaires et qui fournit également une palette complète de services immobiliers (développement, réalisation, commercialisation et gestion d'actifs).

Les différentes sociétés de projets ont été créées en fonction du segment de marché sur lequel chacune opère, et en fonction du modèle de partenariat conclu. Les filiales de services ont été créées pour répondre à une attente du marché (exemple Algest), et pour fournir des prestations aux filiales projets (exemple ALVI).

Grandes phases de l'évolution de Alliances Développement Immobilier



Source : Alliances

Dates clés de l'histoire de Alliances Développement Immobilier

13 juin 1994	Création de la société Alliances Développement Immobilier
1996	Signature d'une convention de MOD pour la réalisation de l'ensemble Bouznika Bay.
1997	Signature d'une convention de MOD pour la réalisation de Tanger Free Zone et le parc industriel SAPINO Construction du nouveau siège situé à Casablanca, 16 rue Ali Abderrazak
1998	Signature d'une convention MOD avec le groupe ACCOR
1999	Signature d'un contrat d'exclusivité pour la MOD avec le groupe ACCOR La création d'ALVI, en partenariat avec Vivendi, avait pour objet initial d'assurer l'étape de développement (sélection du foncier, conseil,...) avant de s'orienter vers la commercialisation après le désengagement de Vivendi. ALVI est actuellement la filiale dédiée à la commercialisation des projets immobiliers pour le compte du groupe
2000	Création d'ALTAG, première filiale projet de promotion immobilière avec un tour de table d'institutionnels (RISMA, CFG, MAMDA-MCMA) dédiée au développement d'un projet à Taghazout.
2001	Signature d'un contrat MOD avec Club Med pour la réalisation du village Palmeraie Marrakech. Réorientation de l'activité MOD vers des projets structurants clés en main
2003	Décision stratégique de diversification de l'activité vers la promotion immobilière. Création par ADI de ALGEST, filiale spécialisée dans la gestion locative et para hôtelière
2005	Démarrage de projets d'immobilier résidentiel Al Qantara porté par la société ALTAG, et Atlas Nakhil porté par la société Atlas Nakhil. Signature d'une convention d'investissement avec l'Etat et EHC Maroc pour le développement d'un projet d'hôtel Palace Four Seasons à Marrakech. Cette filiale était détenue à cette date à 50% par le groupe Alliances et 50% par EHC (European Hotel Corporation), groupe anglais d'investissement hôtelier Acquisition de l'hôtel Mercure à Ouarzazate. Signature d'une convention d'investissement avec l'Etat pour le développement du premier projet de Resorts Golfiques AL MAADEN.
2006	Création par ADI de la filiale dédiée à l'Habitat Intermédiaire, Alliances Habitat Economique. Cette filiale a changé de dénomination sociale : ALDARNA. Ouverture du capital à hauteur de 78% de EHC Maroc à Kingdom Hotels Investments, détenue majoritairement par le prince Waleed Bin Talal. Alliances Développement Immobilier a détenu jusqu'en 2009, 11% du capital de EHC Maroc.
2007	Signature d'une convention d'investissement avec l'Etat pour le développement du deuxième projet de Resorts Golfiques AKENZA. Signature d'une convention d'investissement avec l'Etat et Alliances Darna pour le développement de plusieurs projets de logements sociaux. Développement d'un projet touristique d'un village de vacances TUI de 3 000 lits à Marrakech.
2008	Placement privé : ouverture du capital de Alliances Développement Immobilier à des institutionnels nationaux et internationaux Introduction en bourse par cession de 16,5% et augmentation de 10% du capital. Acquisition de 50% de Al Maaden et de 50% de Akenza portant à 100% la participation d'Alliances dans ces deux projets à Marrakech. Prise de participation à hauteur de 50% dans Salixus (Larache) Accord de partenariat pour le développement du projet « les Arènes » avec le

	Crédit du Maroc (Casablanca). Réalisation de Lucien Barrière (Marrakech), Ibis Essaouira et Suitehotel Marrakech. Signature de contrats avec Somed pour la réalisation d'unités hôtelières (Barcelo à Fès, et Raffles à Marrakech)
2009	Création du fonds hôtelier et résidentiel ALHIF [6] (Alliances Hospitality Investment Fund), pour investir dans des projets mixtes, comprenant des composantes résidentielles bénéficiant de l'expertise d'un promoteur immobilier et des composantes hôtelières adossées à des opérateurs de renommée internationale Le groupe Alliances a été retenu pour la réalisation du programme d'aménagement intégré de la zone Sindibad de Casablanca sur une période de six années et pour l'exploitation de son parc d'attraction pour une période de 20 ans. Le groupe Alliances retenu en tant qu'investisseur pour l'aménagement et le développement de la Nouvelle Zone Touristique Intégrée de Tifnit à travers la société Tifalint. Augmentation de la participation de ADI dans la société Salixus à 72,1%, à travers le rachat de Piron Maroc Holding, détenant 67% de HEM, qui elle-même détient 33% de SALIXUS. Programmes de rachat d'actions ADI du 17 février 2009 au 17 août 2010. Accord de partenariat avec Benchmark International : création de la société Benchmark Alliances pour le développement de résidences très haut standing à Casablanca. Acquisition de 54% de EMT et 69% de Somadiaz. Lancement des projets M'deq, F'nideq, Mehdia, Khmis Sahel dans l'habitat intermédiaire. Ouverture de la première tranche du Resort Golfique Al Maaden. Création de la Fondation Alliances pour le développement durable.
2010	Emission d'un emprunt obligataire d'un montant de 1 milliard de dirhams, lancé le 26 février 2010, pour le financement de nouveaux projets de développement. Lancement d'un concours international d'architecture pour la création d'un centre d'enseignement et de formation aux métiers du développement durable.

Source : Alliances

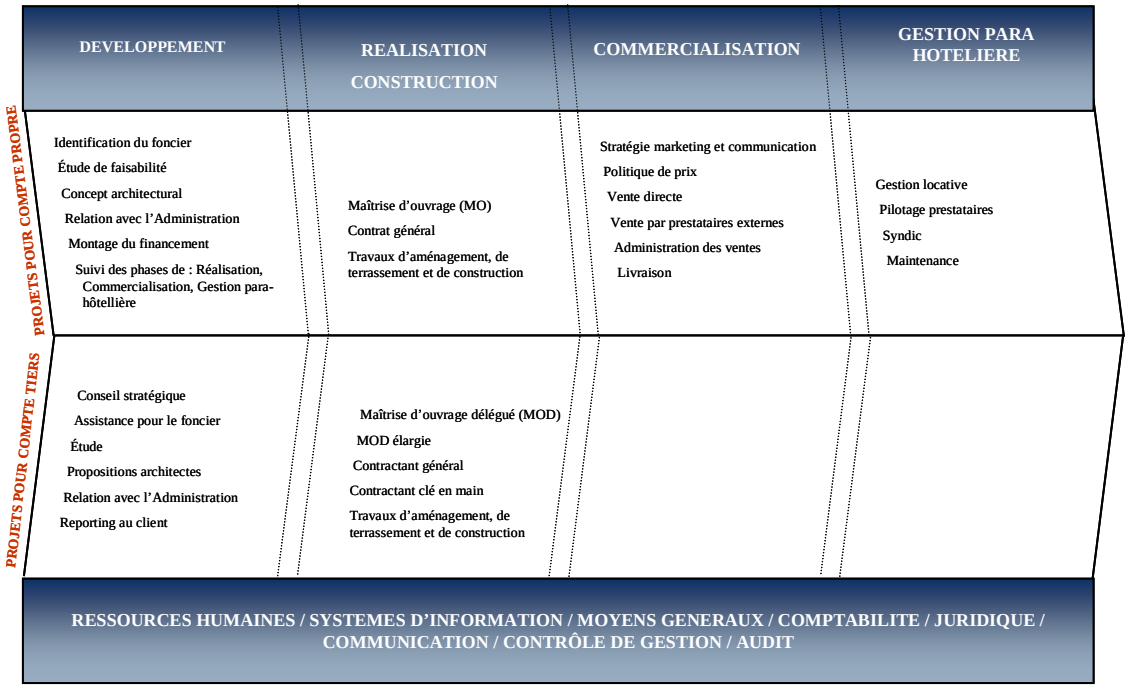
[6] *Alliances a participé à la création du fonds d'investissement ALHIF avec d'autres investisseurs institutionnels marocains.*

II.2.Activité

Depuis sa création en 1994, la société Alliances Développement Immobilier s'est spécialisée dans la maîtrise d'ouvrage déléguée (étude, montage et conduite) de réalisations immobilières et touristiques de grande envergure pour le compte d'investisseurs internationaux et d'institutionnels Marocains. Ainsi, le groupe Alliances s'est distingué comme un acteur majeur dans la construction d'unités hôtelières au Maroc en étant le partenaire de référence d'institutionnels et des chaînes internationales (groupe Accor, Four Seasons Hotels and Resorts, Club Med, Tui, Lucien Barrière…).
Aujourd'hui, le groupe Alliances exerce les quatre métiers qui composent la chaîne de création de valeur de l'immobilier et du tourisme :

- développement ;
- réalisation et construction ;
- commercialisation ;
- gestion d'actifs immobiliers et para hôteliers.

Chaîne de valeur du groupe Alliances



Source : Alliances

Les activités du groupe sont réparties comme suit :

- la promotion des resorts golfiques, de l'immobilier résidentiel et tertiaire et de l'habitat intermédiaire couvrant ainsi l'ensemble des niveaux de gamme de l'immobilier touristique et résidentiel ;
- la prestation de services en gestion de projets (MOD, MOD élargie, contractant général, contractant clé en main) pour le développement et la réalisation pour le compte de tiers, notamment dans l'hôtellerie et les aménagements touristiques ;
- le terrassement, l'aménagement et la construction pour le compte des sociétés du groupe et des tiers ;
- la gestion para-hôtelière.

II.2.1. Présentation des métiers de Alliances Développement Immobilier

Activité de promotion

Les activités de promotion correspondent à des opérations réalisées par le groupe Alliances en MO pour son compte propre. Alliances Développement Immobilier (maître d'ouvrage) prend l'initiative des réalisations immobilières et assume la responsabilité du financement et de la coordination des opérations. En effet, la société a la responsabilité du suivi des opérations de conception et de réalisation de programmes immobiliers (choix des terrains, définition et étude des programmes, passation de marchés des travaux, suivi des constructions, vente de produits finis et service après-vente).

Resorts golfiques

Le groupe Alliances développe un concept de resorts golfiques, dont l'objectif est de développer des complexes autour d'un golf paysagé, avec un environnement et un service de qualité.
Ces resorts golfiques sont développés sur les destinations les plus prisées du territoire marocain (Marrakech, Tanger…). Imaginés par des architectes et des designers de renommée internationale, ces complexes très hauts de gamme comprennent autour d'un golf, des riads et des villas de luxe, ainsi que des hôtels.
La mise en place d'une offre de gestion du golf, des unités hôtelières et résidentielles (déléguée à des enseignes hôtelières et para hôtelières spécialisées) permet à Alliances Développement Immobilier de conserver la maîtrise de ses projets sur le long terme, et de pérenniser ainsi ses revenus.

Immobilier résidentiel et tertiaire

Le groupe Alliances anticipe les opportunités de développement et les besoins de la clientèle locale et étrangère sur le segment de l'immobilier résidentiel et touristique.
Ainsi, Alliances Développement Immobilier développe une offre de résidences touristiques de qualité (appartements, riads, villas) répondant aux exigences de plus en plus élevées de sa clientèle composée de locaux, d'étrangers, et de ressortissants Marocains résidant à l'étranger.
En outre, à travers sa filiale ALGEST, le groupe Alliances propose aujourd'hui une offre de gestion para hôtelière qui répond à la demande croissante de la clientèle. La loi sur les résidences immobilières de promotion touristique (RIPT), votée en avril 2008 devrait favoriser le développement de cette activité.

Habitat intermédiaire

Les réalisations du groupe dans le segment économique s'inscrit dans le cadre de la diversification de l'offre produit. En effet, le groupe Alliances tient aujourd'hui à afficher clairement sa diversification en opérant activement à travers le secteur de l'habitat intermédiaire à travers sa filiale Alliances Darna, Riad Soltan et Oued Negrico.
Alliances Développement Immobilier s'implique ainsi dans la politique nationale de résorption du déficit en logement social, et vise à saisir les opportunités de ce segment de marché créées par une demande très forte et un environnement fiscal favorable aux promoteurs.
La volonté du groupe est également d'offrir à travers un panel d'habitat intermédiaire conceptualisé par des compétences nationales et internationales, un urbanisme et une architecture de qualité soucieux de l'environnement. Ce souci environnemental se traduit par des projets paysagés offrant des espaces verts abondants, mais aussi par l'intégration dans la conception des projets, du potentiel des énergies renouvelables et de la valorisation de certaines notions écologiques appropriées (village d'artisans, écoles de formation…).

Prestations de services

Gestion de projets

Les activités de prestations de services correspondent à des opérations réalisées en MOD pour le compte de clients institutionnels marocains et internationaux qui recourent au savoir-faire du groupe Alliances pour mener à bien leurs projets immobiliers.
Il est à noter que les filiales du groupe Alliances spécialisées dans les activités de promotion recourent également à Alliances Développement Immobilier pour la réalisation de leurs projets à travers un contrat de prestation de services.
Alliances Développement Immobilier (mandataire ou maître d'ouvrage délégué) reçoit du maître d'ouvrage l'autorisation de gérer un certain nombre de projets en son nom, à travers une convention de mandat. Cette convention fixe les missions à la charge de Alliances Développement Immobilier notamment la sélection des entrepreneurs et fournisseurs, la gestion des marchés des travaux…
Les modalités d'intervention de Alliances Développement Immobilier varient en fonction des spécificités de chaque programme immobilier et touristique :

- **Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD)** : suivi des réalisations hors BET (bureaux d'études) et architectes :
  - ✓ assistance du maître d'ouvrage par la mise en place d'une équipe chargée d'assurer la maîtrise du projet sur le plan technique, financier et juridique ;
  - ✓ assurer l'interface entre l'investisseur et l'ensemble des intervenants dans le projet ;
  - ✓ veiller au respect du budget et des délais de réalisation du projet ;
  - ✓ optimiser le coût de réalisation dans le respect des standards de qualité et délais.

Dans ce type de contrats, la rémunération de Alliances Développement Immobilier est basée sur un pourcentage du montant d'investissement du projet (en général entre 4% et 5%) comptabilisé en chiffre d'affaires sans aucune charge en contrepartie. Les factures des sous-traitants sont établies au nom du maître d'ouvrage et Alliances Développement Immobilier ne comptabilise pas les projets en stocks.

- **Maîtrise d'Ouvrage Déléguée élargie (MOD élargie)** : idem que la MOD avec en plus la prise en charge de la mission de maîtrise d'œuvre (architectes, BET, etc.).

Dans ce type de contrats, la rémunération de Alliances Développement Immobilier est basée sur un pourcentage du montant d'investissement du projet (en général entre 9% et 10%) comptabilisé en chiffre d'affaires avec les seules charges liées au BET et architectes en contrepartie. Les factures des sous-traitants sont établies au nom du maître d'ouvrage et Alliances Développement Immobilier ne comptabilise pas les projets en stocks.

- **Contractant Général** : prise en charge totale de l'opération avec une transparence budgétaire vis-à-vis du maître d'ouvrage :
  - ✓ réalisation du projet par le contractant général à un prix forfaitaire dans les délais convenus sans les risques de dépassement de budget ;
  - ✓ maîtrise des délais de réalisations.

Dans ce type de contrats, le chiffre d'affaires de Alliances Développement Immobilier est le coût du projet majoré d'une rémunération basée sur un pourcentage du coût du projet (en général entre 8% et 11%) avec l'intégralité des charges liées au projet en contrepartie. Les factures des sous-traitants sont établies au nom de Alliances Développement Immobilier et les projets sont comptabilisés en stocks au niveau de Alliances Développement Immobilier.

- **Contractant Clé en Mains** : prise en charge totale du projet à un coût fixé avec le MO. Alliances Développement Immobilier agit en totale indépendance (perte ou gain à la charge de Alliances Développement Immobilier) :

- ✓réalisation du projet par le contractant clés en mains à un prix forfaitaire et ferme dans les délais convenus en assumant les risques financiers ;
- ✓maîtrise du budget et des délais de réalisation.

Dans ce type de contrats, le chiffre d'affaires de Alliances Développement Immobilier est un prix forfaitaire avec l'intégralité des charges liées au projet en contrepartie (perte ou gain à la charge de Alliances Développement Immobilier). Les factures des sous-traitants sont établies au nom de Alliances Développement Immobilier et les projets sont comptabilisés en stocks au niveau de Alliances Développement Immobilier. En cas de retard de livraison, Alliances Développement Immobilier doit verser des intérêts de retard à son client.

- **Maîtrise d'œuvre Technique** : Alliances Développement Immobilier gère toutes les spécificités techniques liées au projet. Le groupe propose ainsi de gérer l'ensemble des prestations et services techniques pour mettre en place une offre personnalisée et adaptée aux besoins de ses clients :
  - ✓mission globale technique qui intègre l'ensemble des intervenants (architectes, paysagistes, décorateurs, consultants techniques,…) ;
  - ✓le maître d'ouvrage (MO) aura un interlocuteur unique sur le plan de la maîtrise d'œuvre technique ;
  - ✓maîtrise du budget et des délais de réalisation.

S'agissant des domaines d'intervention de Alliances Développement Immobilier dans l'activité de prestations de services, ceux-ci se concentrent essentiellement sur le secteur de l'hôtellerie.

Ainsi, le groupe Alliances a noué des partenariats avec des opérateurs touristiques internationaux de référence. Il bénéficie à ce titre d'une expertise importante dans la réalisation d'unités touristiques très haut de gamme et demeure un acteur incontournable sur ce segment.

En effet, Alliances Développement Immobilier est l'opérateur qui a réalisé le plus grand nombre d'hôtels durant la dernière décennie. Il intervient en tant que :

- contractant clé en main ou maîtrise d'ouvrage déléguée d'acteurs de référence tels que le groupe Accor, TUI, Club Méditerranée, Lucien Barrière, Park Hyatt, Raffles ;
- investisseur dans la réalisation de résidences et d'hôtels de luxe. Le groupe Alliances a notamment pris en charge le montage financier pour la réalisation d'un ensemble résidentiel et hôtelier Four Seasons à Marrakech en investissant aux cotés de la société d'investissements hôteliers Kingdom Hotel Investments détenue majoritairement par le prince Waleed Ibn Talal. La société projet (EHC Maroc) a été cédée au fonds d'investissement ALHIF.

Activités de construction

A travers ses acquisitions de EMT (Entreprise Marocaine des Travaux) et de SOMADIAZ, Alliances Développement Immobilier a créé un pôle Construction, ce qui lui permet à la fois de compléter sa gamme de services intégrés, d'être présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur, de positionner ses prestations aux meilleurs standards internationaux et d'accompagner les grands chantiers d'infrastructures du Maroc.

Activités de gestion para hôtelière

L'activité de gestion para-hôtellière est réalisée par ALGEST qui a développé une expertise dans la gestion para hôtelière et intervient à ce titre dans la gestion et la commercialisation des appartements et des villas confiés en gestion locative et dans la mise en place de structures de commercialisation pour les unités en gestion locative.

II.3.Appartenance à un Groupe

Alliances Développement Immobilier n'appartient à aucun groupe d'entreprises.

II.4.Filiales

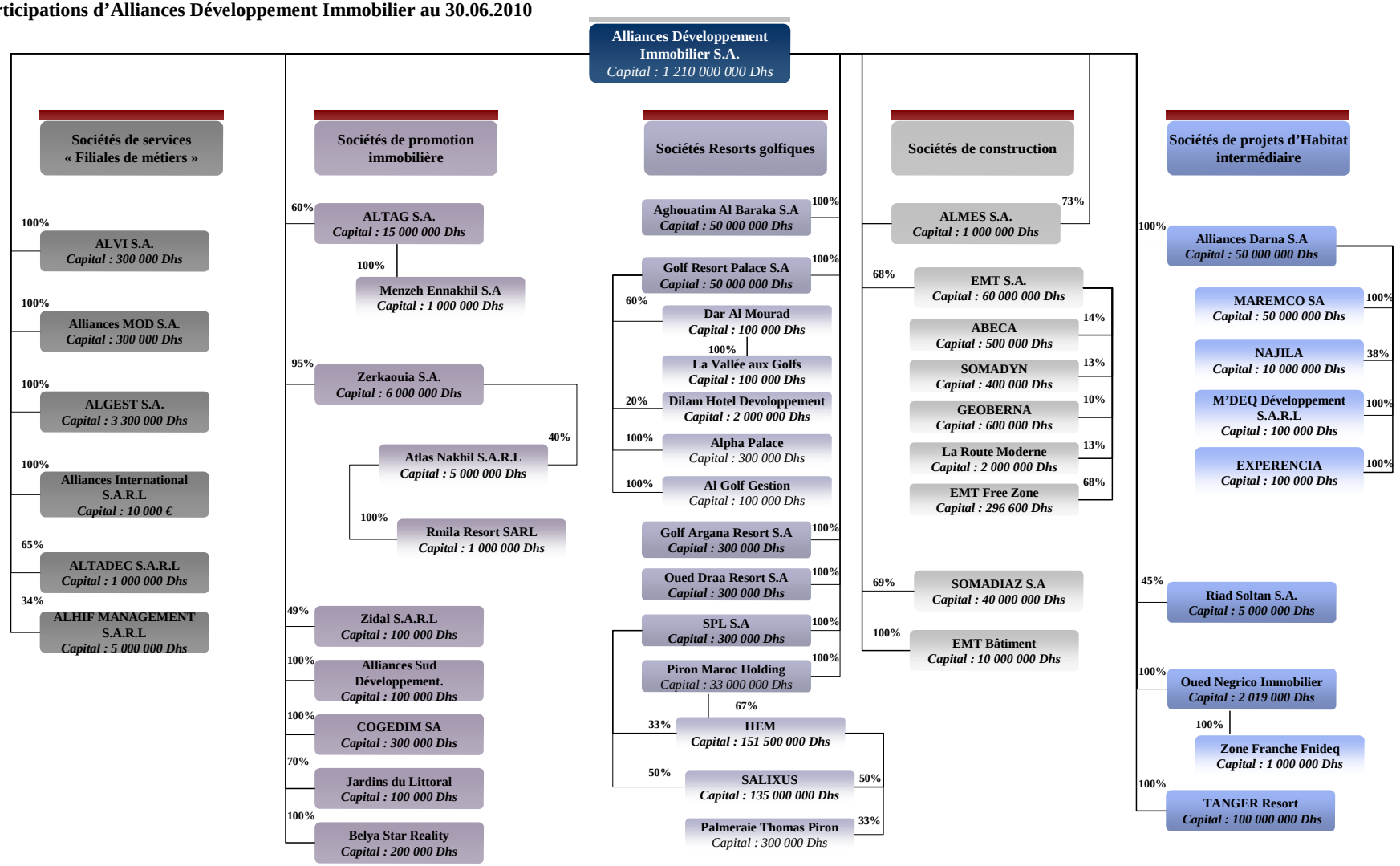
L'organigramme juridique d'Alliances Développement Immobilier présenté ci-après reprenant l'ensemble des filiales de la société est structuré selon cinq domaines d'activité :

- filiales de services, détentrices du savoir-faire en termes de développement, réalisation, commercialisation et gestion d'actifs ;
- filiales de projets de promotion immobilière sur les trois segments du secteur immobilier et touristique :
  - ✓ filiales de promotion de projets d'immobilier résidentiel ;
  - ✓ filiales de promotion de projets de resorts golfiques ;
  - ✓ filiales de promotion de projets d'habitat intermédiaire.
  - ✓filiales de construction (Somadiaz et EMT).

La société EHC Maroc, dédiée à la promotion hôtelière a été cédée en 2009 au fonds d'investissement hôtelier ALHIF.

L'organigramme juridique d'Alliances Développement Immobilier se présente comme suit :

Participations d'Alliances Développement Immobilier au 30.06.2010



Source : Alliances

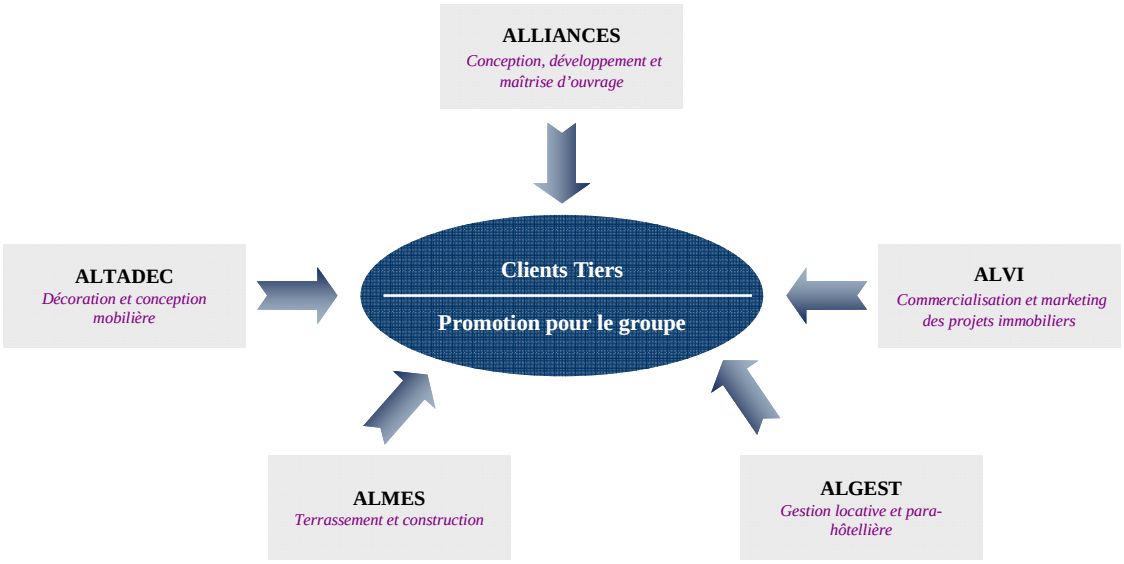
II.5.Synergies entre les filiales du groupe

L'organisation du groupe répond à un objectif de spécialiser des filiales en fonction de leur vocation :

- Alliances : holding de pilotage et contrôle du groupe et en charge de la réalisation de projets en MOD ;
- Filiales de promotion : développer les projets de promotion du groupe dans des sociétés ad hoc, qui détiennent les actifs fonciers destinés à être valorisés ;
- Filiales de services : concentrer le savoir faire des quatre métiers (réalisation/construction, commercialisation et gestion d'actifs) dans des filiales spécialisées. Ces sociétés vendent leurs services aux filiales de promotion du groupe et aux tiers aux conditions de marché.

Ces synergies permettent à Alliances Développement Immobilier de se positionner en tant qu'opérateur intégré verticalement puisque le groupe exerce l'ensemble des métiers de la chaîne de valeurs de l'immobilier.

Synergies du groupe Alliances



II.6.Organisation

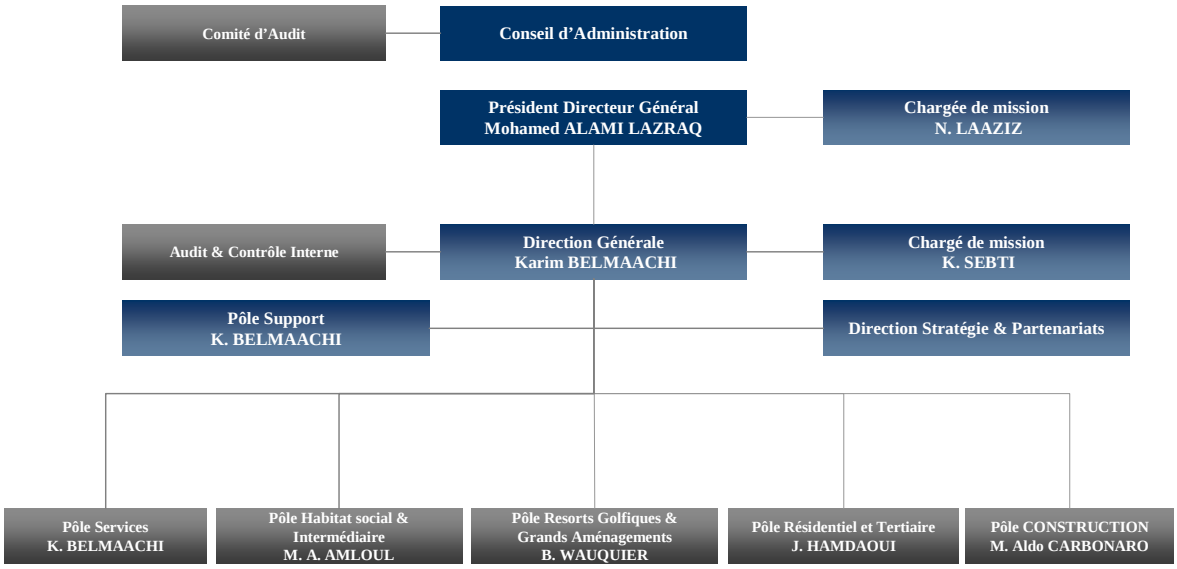
La liste des principaux dirigeants de Alliances Développement Immobilier au 30 juin 2010 se décline comme suit :

Prénom, Nom	Fonction	Date d'entrée au sein du groupe
M. Mohamed Alami NAFAKH LAZRAQ	Président Directeur Général	01/09/1994
M. Karim BELMAACHI	Directeur Général	01/11/2008
M. Youssef KABBAJ	Directeur ALMOD	01/05/2009
M. Aldo CARBONARO	Directeur Alliances Construction	01/07/2009
M. Jamal HAMDAOUI	Directeur du pôle Immobilier Résidentiel et Tertiaire	01/01/1998
M. Ahmed AMLOUL	Directeur du pôle Habitat Intermédiaire	01/06/2007
M. Bernard WAUQUIER	Directeur du pôle Resort Golfique	01/07/2007
M. Younes SEBTI	Directeur Financier	01/09/2009

Source : Alliances

L'organigramme fonctionnel du groupe Alliances se présente comme suit :

Organigramme fonctionnel au 30.06.2010



Source : Alliances

III. REPARTITION DU CAPITAL

III.1.Structure et répartition du capital au 30 juin 2010

Actionnaires	Nombre de titres	% du capital et des droits de vote
Famille LAZRAQ	**7 278 110**	**60,15%**
Mohamed Alami NAFAKH LAZRAQ	7 001 020	57,86%
Farida EL BELGHAMI	136 730	1,13%
Othman NAFAKH LAZRAQ	45 980	0,38%
Mouna NAFAKH LAZRAQ	45 980	0,38%
Omar NAFAKH LAZRAQ	45 980	0,38%
Mustafa NAFAKH LAZRAQ	2 420	0,02%
Dirigeants	**40**	**0,00%**
Ahmed AMLOUL	10	0,00%
Karim BELMAACHI	10	0,00%
Jamal HAMDAOUI	10	0,00%
Younès SEBTI	10	0,00%
Investisseurs	**1 542 750**	**12,75%**
MAMDA	272 250	2,25%
MCMA	272 250	2,25%
SOMED	181 500	1,50%
Wafa Assurance	181 500	1,50%
CIMR	181 500	1,50%
SCR	181 500	1,50%
SMCD	181 500	1,50%
Upline Investment Fonds	90 750	0,75%
Flottant	**3 279 100**	**27,10%**
Total	**12 100 000**	**100,00%**

Source : Alliances

M. Mohamed Alami NAFAKH LAZRAQ, fondateur et Président Directeur Général de Alliances Développement Immobilier, détient 57,9% du capital et des droits de vote de la société. La famille LAZRAQ détient 60,2% du capital et des droits de vote.

Les investisseurs institutionnels, quant à eux, possèdent 12,8% du capital et des droits de vote de la société.

Le flottant, enfin, regroupe 27,1% du capital et des droits de vote de Alliances Développement Immobilier.

En 2010, Al Qudrah a cédé ses titres Alliances sur le marché financier.

III.2.Pacte d'actionnaires

A ce jour, aucun pacte d'actionnaires n'existe entre les actionnaires de Alliances Développement Immobilier.

IV. EVENEMENTS RECENTS ET PERSPECTIVES

IV.1.Evénements récents

Dans le cadre de son activité, Alliances Développement Immobilier a mené les opérations suivantes :

- Contribution à la mise en place d'un fonds hôtelier et résidentiel « Alhif » labellisé 2010, d'un montant de 2,5 milliards de dirhams; avec un premier closing de 1,5 milliard de dirhams ;
- Renforcement de l'assiette foncière notamment sur les villes de Casablanca, Fès et Agadir. Pour le logement social l'assiette foncière totale s'établit à 1 400 ha au premier semestre 2010 ;
- Signature d'un accord de partenariat pour l'aménagement intégré de la zone Sindibad de Casablanca ainsi que l'exploitation de son parc d'attraction, dans le cadre d'un consortium (Somed, Palmeraie Développement, Actif Invest, La Compagnie des Alpes) ;
- Lancement d'un emprunt obligataire le 26 février 2010 d'un montant de 1 milliard de dirhams pour le financement de nouveaux projets de développement ;
- Lancement d'un programme de 80 000 logements dans le cadre de la nouvelle loi pour le logement social à 250 000 Dh HT.

AVERTISSEMENT

Suite aux changements importants dans le périmètre de consolidation en 2009, et afin d'assurer la comparabilité des comptes relatifs aux exercices 2008 et 2009, des comptes pro forma 2008 ont été établis sous la responsabilité de Alliances Développement Immobilier, l'objectif des comptes pro forma étant de présenter des comptes consolidés à périmètres constants.

Les comptes pro forma 2008 n'ont pas été audités par les commissaires aux comptes.

Principaux indicateurs financiers relatifs aux comptes consolidés aux 31 décembre 2008 et 2009, et aux 30 juin 2009 et 2010 :

Les principaux indicateurs financiers du groupe Alliances sur la période allant du 30 juin 2009 au 30 juin 2010 se présentent comme suit :

En millions de dirhams	30.06.09	30.06.10	Var. 10/09
Chiffre d'affaires	961	1 571	63,4%
Résultat d'exploitation	360	391	8,6%
Marge opérationnelle	37,5%	24,9%	-12,6 pt
Résultat financier	-30	-94	NA
Résultat net consolidé	243	225	-7,1%
Marge nette	25,2%	14,3%	-10,9 pts
Résultat net part groupe	211	223	6,0%

Source : Alliances

Les principaux indicateurs financiers du groupe Alliances sur la période 2008 pro-forma-2009 se présentent comme suit : (2008 avant pro)

En millions de dirhams	2008	2008 proforma	2009	Var. 09/08 proforma
Chiffre d'affaires	597	1 227	2 265	84,6%
Résultat d'exploitation	332	369	640	73,7%
Marge opérationnelle	55,6%	30,1%	28,3%	-1,8 pt
Résultat financier	-12	-27	-93	NA
Résultat net consolidé	266	336	400	19,1%
Marge nette	44,5%	27,4%	17,7%	-9,7 pts
Résultat net part groupe	250	310	364	17,4%

Source : Alliances

Revue analytique – Période du 30 juin 2009 au 30 juin 2010

Sur la période allant du 30 juin 2009 au 30 juin 2010, le chiffre d'affaires du Groupe a enregistré une progression de 63,4%, s'établissant à près de 1,6 Mrd Dh au 30.06.2010 contre près de 961,4 Mdh au 30.06.2009.

Son résultat net part du groupe s'établit à près de 223,4 Mdh au 30 juin 2010 contre près de 210,8 Mdh au 30.06.2009, soit une croissance de 6%. Cette hausse s'explique essentiellement par la hausse du résultat d'exploitation à près de 391,4 Mdh au 30.06.2010 contre 360,4 Mdh au 30.06.2009.

La marge opérationnelle a enregistré un recul de 12,6 points par rapport au premier semestre 2009.

La marge nette, correspondant au résultat net consolidé rapporté au chiffre d'affaires, est en recul de 10,9 points pour s'établir à 14,3% au 30.06.2010, contre 25,2% au 30.06.2009.

Cette diminution des marges s'explique principalement par des niveaux de marge plus réduits de la prestation de services liés à des chantiers à moins forte valeur ajoutée, d'une part, et au décalage des produits du pôle Construction, suite aux intempéries du premier trimestre 2010, d'autre part.

Revue analytique des exercices 2008 pro-forma et 2009

Au titre de l'exercice 2009, le chiffre d'affaires du Groupe a enregistré une croissance de 84,69%, s'établissant à près de 2,3 Mrds Dh en 2009 contre 1,2 Mrd Dh en 2008 (pro-forma).

Son résultat net part du groupe s'élève à près de 363,7 Mdh en 2009 contre près de 309,7 Mdh en 2008 (pro-forma). Cette hausse s'explique essentiellement par la progression du résultat d'exploitation à près de 640,3 Mdh en 2009 contre 368,6 Mdh en 2008 (pro-forma).

La marge opérationnelle a enregistré un recul de 1,8 point par rapport à 2008 pro-forma.

La marge nette, correspondant au résultat net consolidé rapporté au chiffre d'affaires, est en recul de 9,7 points pour s'établir à 17,7% en 2009, contre 27,4% pour l'exercice 2008 (pro-forma).

Ce recul du niveau des marges s'explique essentiellement par la progression des charges de personnel, suite aux recrutements opérés en 2009, et par l'entrée de EMT/Somadiaz dans le périmètre de consolidation (marges de la construction moins importantes que celles de la promotion immobilière).

IV.2.Perspectives

Le groupe Alliances jouit d'une situation unique sur le marché marocain. Il intervient en effet à la fois en tant que promoteur immobilier, et en tant que prestataire de services.

Pour l'exercice 2010, le chiffre d'affaires consolidé estimé[7] s'établit à 3,9 Mrds Dh. Son résultat net part du Groupe estimé s'élève à 520 Mdh.

La vision stratégique adoptée par la société Alliances Développement Immobilier s'articule autour de deux axes majeurs :

1-Intégration des métiers et des domaines d'activité

Alliances est un opérateur immobilier et touristique totalement intégré.

D'une part, le groupe se caractérise par une intégration horizontale puisqu'il exerce l'ensemble des métiers de la chaîne de valeur de l'immobilier et du tourisme : développement et aménagement, construction et réalisation, commercialisation et prestation de services.

D'autre part, Alliances se différencie par une intégration verticale puisque son portefeuille de produits couvre l'ensemble des gammes de l'immobilier et du tourisme : hôtellerie, resorts golfiques, immobilier résidentiel et tertiaire et habitat intermédiaire.

L'intégration verticale adoptée par Alliances lui permet de compléter sa gamme de services intégrés

Cette logique d'intégration a été renforcée en 2009 par l'acquisition du groupe EMT/Somadiaz, qui permet ainsi de constituer Alliances Construction, bras armé des grands travaux et de la construction du groupe. Alliances dispose ainsi d'une source de revenus supplémentaires, et d'un fournisseur opérant aux conditions de marché.

Le Groupe entend poursuivre sa logique d'intégration, à travers une politique de croissance externe qui permettrait la réalisation de nouvelles synergies au sein du Groupe.

2-Diversification des produits

Alliances poursuit sa stratégie de diversification.

D'une part, le groupe constitue un portefeuille équilibré de projets sur l'ensemble des segments de marché de la promotion immobilière. Alliances produit et distribue à l'intention de la clientèle locale et étrangère des produits immobiliers couvrant le luxe, le haut de gamme, le moyen standing, l'intermédiaire, et le logement économique. Il répond ainsi à l'ensemble des besoins de la clientèle et dispose d'un portefeuille diversifié de produits et clients.

D'autre part, le groupe Alliances étend ses prestations de promotion immobilière à l'ensemble du territoire marocain. Cette diversification géographique permet de disposer d'un panel de projets équilibré.

[7] Agrégation des Comptes de Produits et Charges de chaque filiale, en fonction de son pourcentage de détention.

PARTIE IV :DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES

I. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES – COMPTES SOCIAUX

I.1. Principales méthodes d'évaluation spécifiques à l'entreprises

I.1.1. Actif immobilisé

Evaluation à l'entrée

- Immobilisations en non-valeurs
- Immobilisations incorporelles
- Immobilisations corporelles
- Immobilisations financières

Lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les immobilisations sont enregistrées :

- à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) pour celles acquises à titre onéreux ;
- à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit ;
- à leur coût de production pour celles produites par l'entreprise.

NB : les titres de participation sont enregistrés seulement pour leur valeur libérée. La souscription des participations non libérées est mentionnée dans le tableau B9 : Engagements financiers donnés ou reçus hors opérations de crédit.

Corrections de valeur

- **Méthodes d'amortissements**

L'amortissement des immobilisations est effectué sur la durée normale d'utilisation du bien. Les taux sont fixés en conformité avec l'expérience et les usages du secteur d'activité.

- **Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation**

Une provision pour dépréciation est constatée dès qu'une moins-value est constatée ou est probable sur une immobilisation qui reste dans le patrimoine.

Le niveau de la provision est évalué avec une certaine précision. Il est déterminé par rapport à un référentiel qui est la valeur actuelle du bien concerné.

- **Méthodes de détermination des écarts de conversion-actif**

Ils sont déterminés par la différence entre la valeur historique de la monnaie étrangère et sa valeur actuelle en fin d'exercice.

I.1.2. Actif circulant

Evaluation à l'entrée

- **Stocks**

Le stock de matières premières est valorisé au coût d'achat et le stock de produits finis au coût de production.

- **Créances**

Les créances sont retenues en comptabilité pour leur valeur nominale et, par prudence, une provision pour dépréciation est constituée lorsqu'il apparaît une perte probable.

- **Titres et valeurs de placement**

Les titres et valeurs de placement sont tenus en comptabilité pour leur valeur d'achat.

Corrections de valeur

- **Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation**

Les créances certaines dans leur principe mais dont le recouvrement (en partie ou en totalité) apparaît incertain pour des raisons diverses, font l'objet d'une provision. La provision est constatée dès qu'apparaît une perte probable.

Le montant de cette provision est apprécié compte tenu des circonstances et du principe de prudence.

Il est déterminé hors TVA.

- **Méthodes de détermination des écarts de conversion – actif**

Ils sont déterminés par la différence entre la valeur historique de la monnaie étrangère et sa valeur actuelle en fin d'exercice.

I.1.3. Financement permanent

Dettes de financement

Les dettes de financement sont enregistrées pour leur valeur nominale de remboursement.

Une augmentation de valeur des dettes de financement jugée irréversible est un complément de dette comptabilisé comme tel. Lorsque l'augmentation n'est pas définitive, elle est constatée sous forme de provision.

La diminution de valeur, lorsqu'elle est jugée irréversible, est une réduction de dette comptabilisée comme telle. Lorsque la diminution n'est pas définitive, elle n'affecte pas l'évaluation dudit élément qui est maintenu en comptabilité pour sa valeur nominale.

I.1.4. Passif circulant (Hors trésorerie)

Dettes du passif circulant

Les dettes du passif circulant sont comptabilisées à leur valeur nominale de remboursement.

Les dettes libellées en monnaie étrangère sont converties et comptabilisées en dirhams sur la base du cours de change du jour de réalisation de l'opération.

Lorsque l'application du taux de conversion à la date de clôture des comptes à pour effet de modifier les montants en dirhams précédemment comptabilisées, les différences de conversion sont inscrites dans les comptes transitoires.

Les pertes latentes entraînent la constitution de provisions pour risques.

Les règlements relatifs à ces dettes sont comparés aux valeurs historiques originales et entraînent la constitution de pertes ou des gains de change.

Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges

Les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et que des événements survenus ou en cours rendent probables entraînent la constitution de provision pour risques et charges.

Pour la présentation du bilan, les provisions sont distinguées des charges à payer.

Les montants à provisionner sont à apprécier compte tenu des circonstances et du principe de prudence.

I.2. Rapports généraux du Commissaire aux Comptes relatifs aux comptes sociaux 2008 et 2009

I.2.1. Rapport général du Commissaire aux Comptes relatif aux comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2009

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Nous avons effectué l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la société Alliances Développement Immobilier S.A., comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement, et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2009. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 2 015 253 514,09 Dhs dont un bénéfice net de 91 838 370,79 Dhs.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc. et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société Alliances Développement Immobilier S.A au 31 décembre 2009, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.
Par ailleurs, suite aux autres vérifications prévues par la loi, nous portons à votre connaissance que certaines conventions réglementées, citées dans notre rapport spécial, n'ont pas été soumises à l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

Nous portons également à votre connaissance qu'au cours de cet exercice, Alliances Développement Immobilier S.A a pris des participations dans les sociétés suivantes :

- 72,6% du capital de la société ALMES S.A pour environ KMAD 726 ;
- 99,9% du capital de la société de Participation Lixus 5SPL) S.A pour environ KMAD 149 251 ;
- 99,9% du capital de la société Piron Maroc Holding (PMH) S.A pour KMAD 236 000.

Casablanca, le 5 avril 2010

Deloitte Audit
Ahmed BENABDELKHALEK

A.Saaïdi & Associés
Nawfal AMAR

I.2.2. Rapport général du Commissaire aux Comptes relatif aux comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2008

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la société Alliances Développement Immobilier S.A., comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement, et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2008. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 1 996 015 143,34 Dhs dont un bénéfice net de 105 513 188,74 Dhs.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations de risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société Alliances Développement Immobilier S.A au 31 décembre 2008, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Sans remettre en cause la conclusion décrite ci-dessus, nous attirons votre attention sur les mentions contenues dans les états A2 et A3 de l'ETIC ci-joints qui décrivent la méthode et le mode de comptabilisation des prestations réalisées par Alliances Développement Immobilier S.A.

A. Saaïdi & Associés n'a pas audité les comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2007 ; cette date précédant sa nomination en tant que deuxième commissaire aux comptes de la société.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.
Par ailleurs, nous portons à votre connaissance qu'au cours de cet exercice, Alliances Développement Immobilier S.A a pris des participations dans les sociétés suivantes :

- 50% du capital de Aghouatim El Baraka S.A pour environ 129 999 KMAD, ce qui porte sa participation de 50% à 99,9% ;
- 50% du capital de Golf Resort Palace S.A pour 214 018 KMAD, ce qui porte sa participation de 50% à 99,9% ;
- 99,9% du capital de Golf Oued Draa Resort S.A pour environ 300 KMAD ;
- 99,9% du capital de Golf Argana Resort S.A pour environ 300 KMAD ;
- 45% du capital de Belya Star Reality S.A.R.L pour 90 KMAD ;
- 99,9% du capital de Tanger Resort S.A pour environ 100 000 KMAD ;
- 99,9% du capital de Oued Negrico Immobilier S.A pour environ 124 662 KMAD ;
- 99,5% du capital Tifalint S.A.R.L pour environ 100 KMAD ;
- En ce qui concerne la société Riad Soltan S.A, Alliances Développement Immobilier S.A a souscrit à l'augmentation de son capital pour 2 115 KMAD.

Casablanca, le 6 avril 2009

Deloitte Audit
Ahmed BENABDELKHALEK

A.Saaïdi & Associés
Nawfal AMAR

II. ETATS DE SYNTHESE DES COMPTES SOCIAUX DE ALLIANCES DEVELOPPEMENT IMMOBILIER

II.1.Bilans sociaux des exercices, 2008, 2009 et du premier semestre 2010

Bilan au 30 juin 2010

	ACTIF	EXERCICE			
		Brut	Amortissement et provisions	Net	Exercice Prec.
ACIF IMMOBILISE	**IMMOBILISATION EN NON VALEURS (A)**	**60 251 605,23**	**26 850 102,63**	**33 401 502,60**	**33 478 578,27**
	* Frais préliminaires	37 820 176,98	18 936 186,98	18 883 990,00	22 660 788,00
	* Charges à répartir	22 431 428,25	7 913 915,65	14 517 512,	10 817 790,27
	* Primes de rembours.des obligations				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	**2 613 028,91**	**525 524,71**	**2 087 504,20**	**679 374,94**
	* Immo.en recherche et dévelop				0,00
	* Brevets, marques, droits et val.simil				
	* Fonds commercial				
	* Autres immobilis.incorporelles	2 613 028,91	525 524,71	2 087 504,20	679 374,94
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	**40 077 585,43**	**15 330 425,40**	**24 747 160,03**	**25 572 925,68**
	* Terrains	914 545,07		914 545,07	914 545,07
	* Constructions	6 303 030,64	1 103 030,36	5 200 000,28	5 357 576,05
	* Instal.tech., matériel et outillage				
	* Matériel de transport	202 434,11	171 664,86	30 769,25	29 106,58
	* Mobilier,mat.bureau et aménag	28 489 775,61	14 055 730,18	14 434 045,43	15 138 897,98
	* Autres immobilis.corporelles	4 167 800,00		4 167 800,00	4 132 800,00
	*Immo.corporelles en cours				0,00
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (D)	**1 351 282 601,15**	**5 952 498,00**	**1 345 330 103,15**	**1 084 296 083,90**
	* Prêts immobilisés	826 521,75		826 521,75	940 547,07
	* Autres créances financières	6 638 565,63		6 638 565,63	6 638 689,38
	* Titres de participation	1 343 617 513,77	5 952 498,00	1 337 665 015,77	1 076 516 847,45
	* Autres titres immobilisés				200 000,00
	ECARTS DE CONV.-ACTIF (E)				0,00
	* Diminution des créances immobilisées				0,00
	* Augmentation des dettes financières				
	TOTAL I (A+B+C+D+E)	**1 454 224 820,72**	**48 658 550,74**	**1 405 566 269,98**	**1 144 026 962,79**
	STOCKS (F)	**118 685 507,13**	**272 480,60**	**118 413 026,53**	**133 161 393,90**
A	* Marchandises	772 480,60	272 480,60	500 000,00	500 000,00
C	* Matières et fournit consommables	4 707 121,04		4 707 121,04	4 707 121,04
T	* Produits en cours	113 205 905,49		113 205 905,49	127 954 272,86
I	* Produits interméd.et prod.résiduels				
F	* Produits finis				
	CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	**3 534 578 957,28**	**3 199 244,86**	**3 531 379 712,42**	**2 354 549 841,56**
C	* Fournis.débit, avances et acomptes	179 554 971,30		179 554 971,30	93 526 163,41
I	* Clients et comptes rattachés	1 242 567 065,32	2 405 785,42	1 240 161 279,90	873 953 161,06
R	* Personnel	1 469 633,34		1 469 633,34	2 525 155,64
C	* Etat	216 818 739,82		216 818 739,82	173 628 633,08
U	* Comptes d'associés	954 575 164,43		954 575 164,43	713 193 199,43
L	* Autres Débiteurs	918 238 863,25	793 459,44	917 445 403,81	491 501 296,35
A	* Comptes de régularisation-Actif	21 354 519,82		21 354 519,82	6 222 232,59
N	**TITRES VALEURS DE PLACEMENT (H)**	**4 197 115,90**	**298 763,10**	**3 898 352,80**	1 654 719,52
T	**ECARTS DE CONV.-ACTIF (I)(éléments circulants)**	**54 150,25**		**54 150,25**	19 225,27
	TOTAL II (F+G+H+I)	**3 657 515 730,56**	**3 770 488,56**	**3 653 745 242,00**	**2 489 385 180,25**
T	**TRESORERIE-ACTIF**	**53 325 396,77**		**53 325 396,77**	**271 158,19**
R	* Chèques et valeurs à encaisser				
E	* Banques, TG et CCP	53 314 364,52		53 314 364,52	264 491,04
S	* Caisse, Régie d'avances et accréditifs	11 032,25		11 032,25	6 667,15
.	**TOTAL III**	**53 325 396,77**		**53 325 396,77**	**271 158,19**
	TOTAL GENERAL I+II+III	**5 165 065 948**	**5 2429 039**	**5 112 636 909**	**3 633 683 301,**

PASSIF	30-juin-10	31-déc-09
CAPITAUX PROPRES		
* Capital social ou personnel (1)	1 210 000 000	1 210 000 000
* Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé capital appelé		
Dont versé 1.210.000.000,00 capital souscrit non appelé dont versé	1 210 000 000	1 210 000 000
* Prime d'émission, de fusion, d'apport	643 500 000	643 500 000
* Ecarts de réévaluation		
* Réserve légales	14 181 553	9 589 634
* Réserves réglementées	5 891 146	5 891 146
* Report à nouveau (2)	56 980 815	54 434 363
* Résultat en instance d'affectation (2)		
* Résultat net de l'exercice (2)	95 479 624	91 838 371
Total des capitaux propres (A)	**2 026 033 138**	**2 015 253 514**
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)	**0**	**0**
* Subvention d'investissement		
* Provisions réglementées		
DETTES DE FINANCEMENTS (C)	**1 599 973 490**	**580 719 747**
* Emprunts obligataires	1 000 000 000	
* Autres dettes de financement	599 973 490	580 719 747
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)		
* Provisions pour risques		
* Provisions pour charges		
ECART DE CONVERSION PASSIF (E)		
* Augmentation de créances immobilisées		
* Diminution des dettes de financement		
Total I (A+B+C+D+E)	**3 626 006 628**	**2 595 973 261**
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)	**1 486 525 560**	**961 086 016**
* Fournisseurs et comptes rattachés	450 668 943	300 405 022
* Clients créditeurs,avances et acomptes	895 611 462	620 295 433
* Personnel	898 886	1 755 574
* Organisme sociaux	2 115 975	3 567 253
* Etat	23 251 942	26 385 743
* Comptes d'associés	84 826 080	115 226
* Autres créanciers	3 722 184	446 437
* Comptes de régularisation-passif	25 430 087	8 115 329
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)	**54 150**	**19 225**
ECARTS DE CONVERSION- PASSIF(Eléments circulants) (H)	**50 571**	**30 659**
Total II (F+G+H)	**1 486 630 281**	**961 135 901**
TRESORERIE-PASSIF	**0**	**76 574 140**
* Crédits d'escompte et de trésorerie		
* Crédit de trésorerie		
* Banques (soldes créditeurs)		76 574 140
Total III	**0**	**76 574 140**
TOTAL GENERAL I+II+III	**5 112 636 909**	**3 633 683 301**

Bilan de l'exercice 2009

	ACTIF	EXERCICE			
		Brut	Amortissement et provisions	Net	Exercice Prec.
ACIF IMMOBILISE	**IMMOBILISATION EN NON VALEURS (A)**	**54 346 396,83**	**20 867 818,56**	**33 478 578,27**	**37 887 685,21**
	* Frais préliminaires	37 820 176,98	15 159 388,98	22 660 788,00	30 174 384,00
	* Charges à répartir	16 526 219,85	5 708 429,58	10 817 790,27	7 713 301,21
	* Primes de rembours.des obligations				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	**1 081 482,91**	**402 107,97**	**679 374,94**	**372 366,74**
	* Immo.en recherche et dévelop			0,00	
	* Brevets, marques, droits et val.simil				
	* Fonds commercial				
	* Autres immobilis.incorporelles	1 081 482,91	402 107,97	679 374,94	372 366,74
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	**39 463 995,79**	**13 891 070,11**	**25 572 925,68**	**32 417 334,84**
	* Terrains	914 545,07		914 545,07	3 914 545,07
	* Constructions	6 303 030,64	945 454,59	5 357 576,05	12 838 774,98
	* Instal.tech., matériel et outillage				
	* Matériel de transport	195 887,05	166 780,47	29 106,58	42 852,72
	* Mobilier,mat.bureau et aménag	27 917 733,03	12 778 835,05	15 138 897,98	12 753 362,07
	* Autres immobilis.corporelles	4 132 800,00		4 132 800,00	2 867 800,00
	*Immo.corporelles en cours			0,00	
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (D)	**1 089 938 946,75**	**5 642 862,85**	**1 084 296 083,90**	**702 871 634,69**
	* Prêts immobilisés	940 547,07		940 547,07	819 457,35
	* Autres créances financières	6 638 689,38		6 638 689,38	38 689,38
	* Titres de participation	1 082 159 710,30	5 642 862,85	1 076 516 847,45	701 813 487,96
	* Autres titres immobilisés	200 000,00		200 000,00	200 000,00
	ECARTS DE CONV.-ACTIF (E)	-		0,00	
	* Diminution des créances immobilisées			0,00	
	* Augmentation des dettes financières				
	TOTAL I (A+B+C+D+E)	**1 184 830 822,28**	**40 803 859,49**	**1 144 026 962,79**	**773 549 021,48**
	STOCKS (F)	**133 433 874,50**	**272 480,60**	**133 161 393,90**	**187 390 193,65**
A	* Marchandises	772 480,60	272 480,60	500 000,00	500 000,00
C	* Matières et fournit consommables	4 707 121,04		4 707 121,04	4 707 121,04
T	* Produits en cours	127 954 272,86		127 954 272,86	182 183 072,61
I	* Produits interméd.et prod.résiduels				
F	* Produits finis				
	CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	**2 357 749 086,42**	**3 199 244,86**	**2 354 549 841,56**	**1 335 638 462,47**
C	* Fournis.débit, avances et acomptes	93 526 163,41		93 526 163,41	356 927 554,41
I	* Clients et comptes rattachés	876 358 946,48	2 405 785,42	873 953 161,06	496 726 352,20
R	* Personnel	2 525 155,64		2 525 155,64	2 148 723,47
C	* Etat	173 628 633,08		173 628 633,08	81 650 607,90
U	* Comptes d'associés	713 193 199,43		713 193 199,43	54 332 510,00
L	* Autres Débiteurs	492 294 755,79	793 459,44	491 501 296,35	334 054 628,55
A	* Comptes de régularisation-Actif	6 222 232,59		6 222 232,59	9 798 085,94
N	**TITRES VALEURS DE PLACEMENT (H)**	1 987 068,52	332 349,00	1 654 719,52	532 029 802,83
T	**ECARTS DE CONV.-ACTIF (I)(éléments circulants)**	19 225,27		19 225,27	60 337,76
	TOTAL II (F+G+H+I)	**2 493 189 254,71**	**3 804 074,46**	**2 489 385 180,25**	**2 055 118 796,71**
T	**TRESORERIE-ACTIF**	**271 158,19**		**271 158,19**	**4 404 934,07**
R	* Chèques et valeurs à encaisser				
E	* Banques, TG et CCP	264 491,04		264 491,04	4 403 731,92
S	* Caisse, Régie d'avances et accréditifs	6 667,15		6 667,15	1 202,15
.	**TOTAL III**	**271 158,19**		**271 158,19**	**4 404 934,07**
	TOTAL GENERAL I+II+III	**3 678 291 235,18**	**44 607 933,95**	**3 633 683 301,23**	**2 833 072 752,26**

	PASSIF	Exercice	Exercice prec.
	CAPITAUX PROPRES		
F	* Capital social ou personnel (1)	1 210 000 000,00	1 210 000 000,00
I	* Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé capital appelé		
N	Dont versé 1.210.000.000,00	1 210 000 000,00	1 210 000 000,00
A	capital souscrit non appelé dont versé		
N			
C	* Prime d'émission, de fusion, d'apport	643 500 000,00	643 500 000,00
E	* Ecarts de réévaluation		
M	* Réserve légales	9 589 634,41	4 313 974,98
	* Réserves réglementées	5 891 146,39	5 891 146,39
E	* Report à nouveau (2)	54 434 362,50	26 796 833,23
N	* Résultat en instance d'affectation (2)		
T	* Résultat net de l'exercice (2)	91 838 370,79	105 513 188,74
	Total des capitaux propres (A)	**2 015 253 514,09**	**1 996 015 143,34**
P	**CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)**	**0,00**	**0,00**
E	* Subvention d'investissement		
R	* Provisions réglementées		
M	**DETTES DE FINANCEMENTS (C)**	**580 719 746,72**	**156 200 721,86**
A	* Emprunts obligataires		
N	* Autres dettes de financement	580 719 746,72	156 200 721,86
E	**PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)**		
N	* Provisions pour risques		
T	* Provisions pour charges		
	ECART DE CONVERSION PASSIF (E)		
	* Augmentation de créances immobilisées		
	* Diminution des dettes de financement		
	Total I (A+B+C+D+E)	**2 595 973 260,81**	**2 152 215 865,20**
P	**DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)**	**961 086 016,45**	**677 651 611,31**
A			
SS	* Fournisseurs et comptes rattachés	300 405 022,07	242 260 304,83
IF	* Clients créditeurs,avances et acomptes	620 295 433,05	395 153 549,57
C	* Personnel	1 755 573,86	1 571 958,02
I	* Organisme sociaux	3 567 253,32	2 644 146,43
R	* Etat	26 385 742,56	24 504 734,63
C	* Comptes d'associés	115 226,21	645 478,30
U	* Autres créanciers	446 436,68	6 438 237,13
L	* Comptes de régularisation-passif	8 115 328,70	4 433 202,40
A	**AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)**	**19 225,27**	**60 337,77**
N	**ECARTS DE CONVERSION- PASSIF(Eléments circulants) (H)**	**30 658,83**	**33 762,97**
T	**Total II (F+G+H)**	**961 135 900,55**	**677 745 712,05**
T	**TRESORERIE-PASSIF**	**76 574 139,87**	**3 111 175,01**
R			
E	* Crédits d'escompte et de trésorerie		
S	* Crédit de trésorerie		
O	* Banques (soldes créditeurs)	76 574 139,87	3 111 175,01
R			
	Total III	**76 574 139,87**	**3 111 175,01**
	TOTAL GENERAL I+II+III	**3 633 683 301,23**	**2 833 072 752,26**

(1) si capital personnel débiteur (-) (2) bénéficiaire (+); déficitaire (-)

Bilan de l'exercice 2008

		Brut	Amortissement et provisions	Net	Exercice Prec.
ACIF IMMOBILISE	**IMMOBILISATION EN NON VALEURS (A)**	**48 011 977,31**	**10 124 292,10**	**37 887 685,21**	**599 236,81**
	* Frais préliminaires	37 820 176,98	7 645 792,98	30 174 384,00	133 333,33
	* Charges à répartir	10 191 800,33	2 478 499,12	7 713 301,21	465 903,48
	* Primes de rembours.des obligations				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	**656 692,06**	**284 325,32**	**372 366,74**	**224 418,19**
	* Immo.en recherche et dévelop				
	* Brevets, marques, droits et val.simil				
	* Fonds commercial				
	* Autres immobilis.incorporelles	656 692,06	284 325,32	372 366,74	224 418,19
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	**45 830 430,30**	**13 413 095,46**	**32 417 334,84**	**34 384 454,19**
	* Terrains	3 914 545,07		3 914 545,07	3 914 545,07
	* Constructions	15 701 125,64	2 862 350,66	12 838 774,98	13 938 982,80
	* Instal.tech., matériel et outillage				
	* Matériel de transport	204 846,20	161 993,48	42 852,72	34 637,49
	* Mobilier,mat.bureau et aménag	23 142 113,39	10 388 751,32	12 753 362,07	14 043 488,83
	* Autres immobilis.corporelles	2 867 800,00		2 867 800,00	2 452 800,00
	*Immo.corporelles en cours			0,00	
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (D)	**708 241 112,73**	**5 369 478,04**	**702 871 634,69**	**129 419 725,40**
	* Prêts immobilisés	819 457,35		819 457,35	737 857,95
	* Autres créances financières	38 689,38		38 689,38	38 689,38
	* Titres de participation	707 182 966,00	5 369 478,04	701 813 487,96	128 443 178,07
	* Autres titres immobilisés	200 000,00		200 000,00	200 000,00
	ECARTS DE CONV.-ACTIF (E)	**0,00**		0,00	
	* Diminution des créances immobilisées			0,00	
	* Augmentation des dettes financières				
	TOTAL I (A+B+C+D+E)	**802 740 212,40**	**29 191 190,92**	**773 549 021,48**	**164 627 834,59**
	STOCKS (F)	**187 662 674,25**	272 480,60	**187 390 193,65**	**159 628 898,69**
A	* Marchandises	772 480,60	272 480,60	500 000,00	500 000,00
C	* Matières et fournit consommables	4 707 121,04		4 707 121,04	
T	* Produits en cours	182 183 072,61		182 183 072,61	159 128 898,69
I	* Produits interméd.et prod.résiduels				
F	* Produits finis				
	CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	**1 338 884 809,96**	**3 246 347,49**	**1 335 638 462,47**	**349 660 864,27**
C	* Fournis.débit, avances et acomptes	356 927 554,41		356 927 554,41	82 268 869,90
I	* Clients et comptes rattachés	496 726 352,20		496 726 352,20	148 477 509,21
R	* Personnel	2 148 723,47		2 148 723,47	84 060,73
C	* Etat	84 160 393,32	2 509 785,42	81 650 607,90	52 901 449,56
U	* Comptes d'associés	54 332 510,00		54 332 510,00	15 899 000,00
L	* Autres Débiteurs	334 791 190,62	736 562,07	334 054 628,55	49 773 741,06
A	* Comptes de régularisation-Actif	9 798 085,94		9 798 085,94	256 233,81
N	**TITRES VALEURS DE PLACEMENT (H)**	532 029 802,83		532 029 802,83	1 866 757,62
T	**ECARTS DE CONV.-ACTIF (I)(éléments circulants)**	60 337,76		60 337,76	13 164,63
	TOTAL II (F+G+H+I)	**2 058 637 624,80**	**3 518 828,09**	**2 055 118 796,71**	**511 169 685,21**
T	**TRESORERIE-ACTIF**	**4 404 934,07**		**4 404 934,07**	**4 916 938,25**
R	* Chèques et valeurs à encaisser				
E	* Banques, TG et CCP	4 403 731,92		4 403 731,92	4 910 548,92
S	* Caisse, Régie d'avances et accréditifs	1 202,15		1 202,15	6 389,33
.	**TOTAL III**	**4 404 934,07**		**4 404 934,07**	**4 916 938,25**
	TOTAL GENERAL I+II+III	**2 865 782 771,27**	**32 710 019,01**	**2 833 072 752,26**	**680 714 458,05**

(2) bénéficiaire (+); déficitaire (-)

	PASSIF	Exercice		Exercice prec.
	CAPITAUX PROPRES			
F	* Capital social ou personnel (1)	1 210 000 000,00		50 000 000,00
I	* Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé capital appelé			
N	Dont versé 1.210.000.000,00	1 210 000 000,00		50 000 000,00
A	capital souscrit non appelé dont versé			
N				
C	* Prime d'émission, de fusion, d'apport	643 500 000,00		
E	* Ecarts de réévaluation			
M	* Réserve légales	4 313 974,98		1 000 000,00
E	* Réserves réglementées	5 891 146,39		5 891 146,39
N	* Report à nouveau (2)	26 796 833,23		13 831 308,56
T	* Résultat en instance d'affectation (2)			
	* Résultat net de l'exercice (2)	105 513 188,74		66 279 499,65
	Total des capitaux propres (A)	**1 996 015 143,34**		**137 001 954,60**
P	**CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)**	**0,00**		**1 520 942,24**
E	* Subvention d'investissement			
R	* Provisions réglementées			1 520 942,24
M	**DETTES DE FINANCEMENTS (C)**	**156 200 721,86**		**50 844 194,55**
A	* Emprunts obligataires			
N	* Autres dettes de financement	156 200 721,86		50 844 194,55
E	**PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)**			
N	* Provisions pour risques			
T	* Provisions pour charges			
	ECART DE CONVERSION PASSIF (E)			
	* Augmentation de créances immobilisées			
	* Diminution des dettes de financement			
	Total I (A+B+C+D+E)	**2 152 215 865,20**		**189 367 091,39**
P	**DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)**	**677 651 611,31**		**489 742 376,68**
A	-			
SS	* Fournisseurs et comptes rattachés	242 260 304,83		90 066 997,23
IF	* Clients créditeurs, avances et acomptes	395 153 549,57		274 113 687,52
C	* Personnel	1 571 958,02		849 138,57
I	* Organisme sociaux	2 644 146,43		1 377 318,60
R	* Etat	24 504 734,63		45 896 114,70
C	* Comptes d'associés	645 478,30		13 006 295,00
U	* Autres créanciers	6 438 237,13		63 238 625,34
L	* Comptes de régularisation-passif	4 433 202,40		1 194 199,72
A	**AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)**	**60 337,77**		**13 164,63**
N	**ECARTS DE CONVERSION- PASSIF(Eléments circulants) (H)**	**33 762,97**		**464,44**
T	**Total II (F+G+H)**	**677 745 712,05**		**489 756 005,75**
T	**TRESORERIE-PASSIF**	**3 111 175,01**		**1 591 360,91**
R	-			
E	* Crédits d'escompte et de trésorerie			
S	* Crédit de trésorerie			
O	* Banques (soldes créditeurs)	3 111 175,01		1 591 360,91
R				
	Total III	**3 111 175,01**		**1 591 360,91**
	TOTAL GENERAL I+II+III	**2 833 072 752,26**		**680 714 458,05**

(1) si capital personnel débiteur (-)

II.2.Comptes de produits et charges des exercices 2008, 2009 et du premier semestre 2010

Comptes de produits et charges au 30 juin 2010

			OPERATIONS			
			Propres à l'exercice	concernant les exercices précédents	1er janvier 2010 au 30 juin 2010	1er janvier 2009 au 30 juin 2009
	I	**PRODUITS D'EXPLOITATION**				
E		* Ventes de marchandises			0,00	
X		* Ventes de biens et services produits	386 774 708		386 774 708	103 292 561
P		chiffre d'affaires	386 774 708		386 774 708	103 292 561
L		* Variation de stocks de produits (1)	-14 748 367		-14 748 367	133 179 983
O		* Immobilisations produites par l'entre-			0	
I		prise pour elle-même			0	
T		* Subventions d'exploitation			0	
A		* Autres produits d'expl.			0	
T		* Repr. exp. : traf. charges			0	104 000
I		* Produits financiers			0	
O		**Total I**	**372 026 340**		**372 026 340**	**236 576 544**
N	II	**CHARGES D'EXPLOITATION**				
		* Achats revendus(2) de marchandises			0	
		* Achats consommés de matières	340 828 849	9 415 250	350 244 099	218 442 287
		et fournitures (2)			0	
		* Autres charges externes	18 091 168	303 014	18 394 182	20 030 010
		* Impôts et taxes	252 738		252 738	224 107
		* Charges de personnel	19 677 834	49 539	19 727 373	23 401 900
		* Autres charges d'exploitation	2 374 619		2 374 619	
		* Dotations d'exploitation	7 548 355		7 548 355	6 326 397
		Total II	**388 773 563**	**9 767 804**	**398 541 367**	**268 424 701**
	III	**RESULTAT D'EXPLOIT.(I-II)**			**-26 515 027**	**-31 848 157**
	IV	**PRODUITS FINANCIERS**				
F		* Prod.titres de part et titres immo	129 934 500		129 934 500	62 954 818
I		* Gains de change	498 402		498 402	85 935
N		* Intérêts et autres prod.financiers	30 944 081		30 944 081	13 070 823
A		* Reprise financ;transf.charges	5 994 437		5 994 437	5 429 816
N		**Total IV**	**167 371 420**		**167 371 420**	**81 541 392**
C	V	**CHARGES FINANCIERES**				
I		*Charges d'intérêts	36 300 911		36 300 911	1 043 212
E		* Pertes de change	182 977		182 977	82 386
R		* Autres charges financières			0	37 333
		* Dotations financières	6 305 411		6 305 411	6 733 944
		Total V	**42 789 300**	**0**	**42 789 300**	**7 896 875**
	VI	**RESULTAT FINANCIER.(IV-V)**			**124 582 120**	**73 644 516**
	VII	**RESULTAT COURANT (III+VI)**			**98 067 094**	**41 796 359**
	VIII	**PRODUITS NON COURANTS**				
		* Produits de cessions d'immo.	135 000		135 000	55 000 000
		* Subventions d'équilibre			0	
N		* Reprise sur subventions d'invest.			0	
O		* Autres produits non courants	94 321		94 321	406 615
N		* Reprise non cour.;transf.charges			0	
		Total VIII	**229 321**	**0**	**229 321**	**55 406 615**
C	IX	**CHARGES NON COURANTES**				
O		* Val.nettes d'amort.immo.cédées	22 476		22 476	11 000 000
U		* Subventions accordées			0	
R		* Autres charges non courantes	23 584		23 584	6 882
A		*Dot.non.courantes amort.et prov.			0	
N		**Total IX**	**46 060**	**0**	**46 060**	**11 006 882**
T	X	**RESULTAT NON COURANT.(VIII-IX)**			**183 261**	**44 399 733**
	XI	**RESULTAT AVANT IMPOTS (VII+-X)**			**98 250 355**	**86 196 092**
	XII	**IMPOTS SUR LES RESULTATS**			**2 770 731**	**7 065 944**
	XIII	**RESULTAT NET.(XI-XII)**			**95 479 624**	**79 130 148**
XIV		**TOTAL DES PRODUITS**			**539 627 082**	**373 524 551**
XV		**TOTAL DES CHARGES**			**444 147 458**	**294 394 403**
XVI		**RESULTAT NET**			**95 479 624**	**79 130 148**

Comptes de produits et charges de l'exercice 2009

	OPERATIONS		TOTAUX DE	
	Propres à l'exercice	concernant les exercices précédents	TOTAUX DE L'EXERCICE	L'EXERCICE PRECEDENT
PRODUITS D'EXPLOITATION				
* Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
* Ventes de biens et services produits	514 191 564,15		514 191 564,15	563 106 739,76
chiffre d'affaires	514 191 564,15	0,00	514 191 564,15	563 106 739,76
* Variation de stocks de produits (1)	-54 228 799,73		-54 228 799,73	23 054 173,92
* Immobilisations produites par l'entre-	0,00		0,00	0,00
prise pour elle-même	0,00	0,00	0,00	0,00
* Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00
* Autres produits d'expl.	0,00	0,00	0,00	0,00
* Repr. exp. : traf. charges	104 000,00		104 000,00	0,00
Total I	**460 066 764,42**	**0,00**	**460 066 764,42**	**586 160 913,68**
CHARGES D'EXPLOITATION				
* Achats revendus (2) de marchandises				
* Achats consommés de matières et fournitures (2)	411 519 957,32		411 519 957,32	491 600 020,11
* Autres charges externes	40 423 111,34		40 423 111,34	30 297 766,59
* Impôts et taxes	607 972,58		607 972,58	741 886,05
* Charges de personnel	49 063 571,59		49 063 571,59	35 663 795,28
* Autres charges d'exploitation	1 114 285,70		1 114 285,70	0,00
* Dotations d'exploitation	14 111 964,15		14 111 964,15	13 358 982,18
Total II	**516 840 862,68**	**0,00**	**516 840 862,68**	**571 662 450,21**
RESULTAT D'EXPLOIT.(I-II)	**-56 774 098,26**	**0,00**	**-56 774 098,26**	**14 498 463,47**
PRODUITS FINANCIERS				
* Prod.titres de part et titres immo	62 954 818,00	0,00	62 954 818,00	22 235 610,00
* Gains de change	246 321,05	0,00	246 321,05	227 746,03
* Intérêts et autres prod.financiers	31 211 431,88	0,00	31 211 431,88	29 725 601,67
* Reprise financ;transf.charges	12 163 760,24	0,00	12 163 760,24	10 731 590,79
Total IV	**106 576 331,17**	**0,00**	**106 576 331,17**	**62 920 548,49**
CHARGES FINANCIERES				
*Charges d'intérêts	18 718 848,17	0,00	18 718 848,17	4 223 565,87
* Pertes de change	217 903,05	0,00	217 903,05	564 620,64
* Autres charges financières	37 333,33	0,00	37 333,33	0,00
* Dotations financières	12 728 381,55	0,00	12 728 381,55	8 990 349,64
Total V	**31 702 466,10**	**0,00**	**31 702 466,10**	**13 778 536,15**
RESULTAT FINANCIER.(IV-V)	**74 873 865,07**	**0,00**	**74 873 865,07**	**49 142 012,34**
RESULTAT COURANT (III+VI)	18 099 766,81	0,00	18 099 766,81	63 640 475,81
PRODUITS NON COURANTS				
* Produits de cessions d'immo.	105 012 000,00	0,00	105 012 000,00	134 036,31
* Subventions d'équilibre		0,00	0,00	0,00
* Reprise sur subventions d'invest.		0,00	0,00	0,00
* Autres produits non courants	422 437,17	0,00	422 437,17	78 081 648,36
* Reprise non cour.; transf.charges		0,00	0,00	1 520 942,24
Total VIII	**105 434 437,17**	**0,00**	**105 434 437,17**	**79 736 626,91**
CHARGES NON COURANTES				
* Val.nettes d'amort.immo.cédées	20 696 142,65	0,00	20 696 142,65	123 450,69
* Subventions accordées		0,00	0,00	0,00
* Autres charges non courantes	57 443,54	0,00	57 443,54	492 430,29
* Dot.non.courantes amort.et prov.	0,00	0,00	0,00	0,00
Total IX	**20 753 586,19**	**0,00**	**20 753 586,19**	**615 880,98**
RESULTAT NON COURANT (VIII-IX)	**84 680 850,98**	**0,00**	**84 680 850,98**	**79 120 745,93**
RESULTAT AVANT IMPOTS (VII+-X)	**102 780 617,79**	**0,00**	**102 780 617,79**	**142 761 221,74**
IMPOTS SUR LES RESULTATS	10 942 247,00		10 942 247,00	37 248 033,00
RESULTAT NET (XI-XII)	**91 838 370,79**		**91 838 370,79**	**105 513 188,74**
TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VII)	672 077 532,76		672 077 532,76	728 818 089,08
TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)	580 239 161,97	0,00	580 239 161,97	623 304 900,34
RESULTAT NET	91 838 370,79		91 838 370,79	105 513 188,74
(Total des produits - Total des charges)				

Comptes de produits et charges de l'exercice 2008

	OPERATIONS		TOTAUX DE	
	Propres à l'exercice	concernant les exercices précédents	TOTAUX DE L'EXERCICE	L'EXERCICE PRECEDENT
PRODUITS D'EXPLOITATION				
* Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
* Ventes de biens et services produits	563 106 739,76		563 106 739,76	260 077 485,32
chiffre d'affaires	563 106 739,76	0,00	563 106 739,76	260 077 485,32
* Variation de stocks de produits (1)	23 054 173,92	0,00	23 054 173,92	99 335 023,77
* Immobilisations produites par l'entre-	0,00		0,00	0,00
prise pour elle-même	0,00	0,00	0,00	0,00
* Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00
* Autres produits d'expl.	0,00	0,00	0,00	0,00
* Repr. exp. : traf. charges	0,00	0,00	0,00	442 000,00
Total I	**586 160 913,68**	**0,00**	**586 160 913,68**	**359 854 509,09**
CHARGES D'EXPLOITATION				
* Achats revendus (2) de marchandises				
* Achats consommés de matières et fournitures (2)	491 301 405,55	298 614,56	491 600 020,11	206 288 385,50
* Autres charges externes	30 134 583,46	163 183,13	30 297 766,59	15 643 325,36
* Impôts et taxes	696 470,60	45 415,45	741 886,05	646 407,35
* Charges de personnel	35 658 795,28	5 000,00	35 663 795,28	25 322 875,14
* Autres charges d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00
* Dotations d'exploitation	13 071 338,58	287 643,60	13 358 982,18	5 057 767,48
Total II	**570 862 593,47**	**799 856,74**	**571 662 450,21**	**252 958 760,83**
RESULTAT D'EXPLOIT.(I-II)	**15 298 320,21**	**-799 856,74**	**14 498 463,47**	**106 895 748,26**
PRODUITS FINANCIERS				
* Prod.titres de part et titres immo	22 235 610,00	0,00	22 235 610,00	2 995 000,00
* Gains de change	227 746,03	0,00	227 746,03	6 843,03
* Intérêts et autres prod.financiers	29 725 601,67	0,00	29 725 601,67	1 653 198,71
* Reprise financ;transf.charges	10 731 590,79	0,00	10 731 590,79	2 197 531,42
Total IV	**62 920 548,49**	**0,00**	**62 920 548,49**	**6 852 573,16**
CHARGES FINANCIERES				
*Charges d'intérêts	4 223 565,87	0,00	4 223 565,87	4 615 544,19
* Pertes de change	564 620,64	0,00	564 620,64	177 425,62
* Autres charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
* Dotations financières	8 990 349,64	0,00	8 990 349,64	7 171 057,56
Total V	**13 778 536,15**	**0,00**	**13 778 536,15**	**11 964 027,37**
RESULTAT FINANCIER.(IV-V)	**49 142 012,34**	**0,00**	**49 142 012,34**	**-5 111 454,21**
RESULTAT COURANT (III+VI)	**64 440 332,55**	**-799 856,74**	**63 640 475,81**	**101 784 294,05**
PRODUITS NON COURANTS				
* Produits de cessions d'immo.	134 036,31	0,00	134 036,31	166 963,75
* Subventions d'équilibre	0,00	0,00	0,00	0,00
* Reprise sur subventions d'invest.	0,00	0,00	0,00	0,00
* Autres produits non courants	78 058 384,97	23 263,39	78 081 648,36	217 973,88
* Reprise non cour.; transf.charges	1 520 942,24	0,00	1 520 942,24	328 504,33
Total VIII	**79 713 363,52**	**23 263,39**	**79 736 626,91**	**713 441,96**
CHARGES NON COURANTES				
* Val.nettes d'amort.immo.cédées	123 450,69	0,00	123 450,69	135 436,63
* Subventions accordées	0,00	0,00	0,00	0,00
* Autres charges non courantes	167 181,65	325 248,64	492 430,29	371 312,73
* Dot.non.courantes amort.et prov.	0,00	0,00	0,00	0,00
Total IX	**290 632,34**	**325 248,64**	**615 880,98**	**506 749,36**
RESULTAT NON COURANT (VIII-IX)	**79 422 731,18**	**-301 985,25**	**79 120 745,93**	**206 692,60**
RESULTAT AVANT IMPOTS (VII+-X)	**143 863 063,73**	**-1 101 841,99**	**142 761 221,74**	**101 990 986,65**
IMPOTS SUR LES RESULTATS			**37 248 033,00**	**35 711 487,00**
RESULTAT NET (XI-XII)			**105 513 188,74**	**66 279 499,65**
TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)	**728 794 825,69**		**728 818 089,08**	**367 420 524,21**
TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)	**622 179 794,96**	**1 125 105,38**	**623 304 900,34**	**301 141 024,56**
RESULTAT NET (total produits - total charges)	**105 489 925,35**		**105 513 188,74**	**66 279 499,649**

II.3.Tableaux de financement des deux derniers exercices

Tableaux de financement de l'exercice 2009

MASSES	Exercice a	Exercice précédent b	Variation (a-b)	
			Emplois c	Ressources d
1 Financement permanent	2 595 973 260,81	2 152 215 865,20		443 757 395,61
2 **Moins** actif immobilisé	1 144 026 962,79	773 549 021,48	370 477 941,31	
3 = Fonds de Roulement (1-2) (A)	**1 451 946 298,02**	**1 378 666 843,72**		**73 279 454,30**
4 Actif circulant	2 489 385 180,25	2 055 118 796,71	434 266 383,54	
5 **Moins** passif circulant	961 135 900,55	677 745 712,05		283 390 188,50
6 = Besoin de Financement (4-5) (B)	**1 528 249 279,70**	**1 377 373 084,66**	**150 876 195,04**	
7 Trésorerie Nette (A-B)	**-76 302 981,68**	**1 293 759,06**		**77 596 740,74**

II. EMPLOIS ET RESSOURCES

	EXERCICE		EXERCICE PRECEDENT	
RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)	**EMPLOIS**	**RESSOURCES**	**EMPLOIS**	**RESSOURCES**
AUTOFINANCEMENT (A)	**0,00**	**-50 749 034,97**		**65 031 228,17**
* Capacité d'autofinancement		21 850 965,03		115 031 228,17
- Distribution de bénéfices		72 600 000,00		50 000 000,00
CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)		**105 362 082,98**		**593 964,59**
* Cession d'immobi. incorporelles		0,00		0,00
* Cession d'immobi. corporelles		50 012 000,00		134 036,31
* Cession d'immobi. financières		55 000 000,00		0,00
* Récupérations sur créances Immob.		350 082,98		459 928,28
AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES (C)		**0,00**		**1 803 500 000,00**
* Augmentations de capital, apports		0,00		1 803 500 000,00
* Subventions d'investissement		0,00		0,00
AUGMENTATIONS DES DETTES DE FINANCEMENT (D)		**565 000 000,00**		**211 095 807,00**
(nette de primes de remboursement)				
I. TOTAL DES RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		**619 613 048,01**		**2 080 220 999,76**
EMPLOIS STABLE DE L'EXERCICE (FLUX)				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)	**399 518 199,05**		**573 700 395,35**	
* Acqui. d'immob. incorporelles	424 790,85		221 800,00	
* Acqui. d'immob. corporelles	6 045 491,16		1 355 172,67	
* Acqui. d'immob. financières	385 976 744,30		571 581 895,00	
* Augment. des créances immobilisées	7 071 172,74		541 527,68	
REMBOURSEMENTS DES CAPITAUX PROPRES (F)			**0,00**	
REMBOURSEMENTS DES DETTES DE FINANCEMENT (G)	**140 480 975,14**		**105 739 279,69**	
EMPLOIS EN NON VALEURS (H)	**6 334 419,52**		**46 853 737,80**	
II. TOTAL - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	**546 333 593,71**		**726 293 412,84**	
III. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G)	**150 876 195,04**	**0,00**	**1 355 959 405,20**	
IV. VARIATION DE LA TRESORERIE	**0,00**	**77 596 740,74**	**0,00**	**2 031 818,28**
TOTAL GENERAL	**697 209 788,75**	**697 209 788,75**	**2 082 252 818,04**	**2 082 252 818,04**

Tableaux de financement de l'exercice 2008

MASSES	Exercice	Exercice précédent	Variation (a-b)	
	a	b		
			Emplois	Ressources
			c	d
1 Financement permanent	2 152 215 865,20	189 367 091,39		1 962 848 773,81
2 Moins actif immobilisé	773 549 021,48	164 627 834,59	608 921 186,89	
3 = Fonds de Roulement (1-2) (A)	**1 378 666 843,72**	**24 739 256,80**		**1 353 927 586,92**
4 Actif circulant	2 055 118 796,71	511 169 685,21	1 543 949 111,50	
5 Moins passif circulant	677 745 712,05	489 756 005,75		187 989 706,30
6 = Besoin de Financement (4-5) (B)	**1 377 373 084,66**	**21 413 679,46**	**1 355 959 405,20**	
7 Trésorerie Nette (A-B)	**1 293 759,06**	**3 325 577,34**		**2 031 818,28**

II. EMPLOIS ET RESSOURCES

	EXERCICE		EXERCICE PRECEDENT	
	EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
AUTOFINANCEMENT (A)		**65 031 228,17**		**73 835 814,40**
* Capacité d'autofinancement		115 031 228,17		73 835 814,40
- Distribution de bénéfices		50 000 000,00		
CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)		**593 964,59**		**481 745,71**
* Cession d'immobi. incorporelles		0,00		0,00
* Cession d'immobi. corporelles		134 036,31		166 963,75
* Cession d'immobi. financières		0,00		0,00
* Récupérations sur créances Immob.		459 928,28		314 781,96
AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES (C)		**1 803 500 000,00**		**0,00**
* Augmentations de capital, apports		1 803 500 000,00		0,00
* Subventions d'investissement		0,00		0,00
AUGMENTATIONS DES DETTES DE FINANCEMENT (D) (nette de primes de remboursement)		**211 095 807,00**		**89 885 625,00**
I. TOTAL DES RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		**2 080 220 999,76**		**164 203 185,11**
EMPLOIS STABLE DE L'EXERCICE (FLUX)				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)	**573 700 395,35**		**60 858 073,83**	
* Acqui. d'immob. incorporelles	221 800,00		37 351,00	
* Acqui. d'immob. corporelles	1 355 172,67		1 217 663,43	
* Acqui. d'immob. financières	571 581 895,00		59 135 625,00	
* Augment. des créances immobilisées	541 527,68		467 434,40	
REMBOURSEMENTS DES CAPITAUX PROPRES (F)			**0,00**	
REMBOURSEMENTS DES DETTES DE FINANCEMENT (G)	**105 739 279,69**		**53 666 430,45**	
EMPLOIS EN NON VALEURS (H)	**46 853 737,80**		**564 525,00**	
II. TOTAL - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	**726 293 412,84**		**115 089 029,28**	
III. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G)	**1 355 959 405,20**	**0,00**	**52 643 685,73**	
IV. VARIATION DE LA TRESORERIE	**0,00**	**2 031 818,28**	**0,00**	**3 529 529,90**
TOTAL GENERAL	**2 082 252 818,04**	**2 082 252 818,04**	**167 732 715,01**	**167 732 715,01**

II.4.Etats des soldes de gestion des deux derniers exercices

Etats des soldes de gestion de l'exercice 2009

TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS (T.F.R)		
RUBRIQUES	**exercice N**	**exercice N-1**
Ventes de marchandises (en l'état)	0,00	0,00
(-)Achats revendus de marchandises	0,00	0,00
MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT	**0,00**	**0,00**
(+)Ventes de biens et services produits	**459 962 764,42**	**586 160 913,68**
(+) Variation de stock de produits	514 191 564,15	563 106 739,76
(+) Immobilisations produites par l'entreprise elle même	-54 228 799,73	23 054 173,92
PRODUCTION DE L'EXERCICE II	0,00	0,00
(-) Achats consommés de matières et fournitures	411 519 957,32	491 600 020,11
(-) Autres charges externes	40 423 111,34	30 297 766,59
CONSOMMATION DE L'EXERCICE III	**451 943 068,66**	**521 897 786,70**
VALEUR AJOUTEE (I+II-III) IV	**8 019 695,76**	**64 263 126,98**
(+) Subvention d'exploitation	0,00	0,00
(-) Impôts et taxes	607 972,58	741 886,05
(-) Charges de personnel	49 063 571,59	35 663 795,28
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (E.B.E)	**0,00**	**27 857 445,65**
OU INSUFFISANCE BRUT D'EXPLOITATION (I.B.E.)	**-41 651 848,41**	**0,00**
(+) Autres produits d'exploitation	0,00	0,00
(-) Autres charges d'exploitation	1 114 285,70	0,00
(+) Reprise d'exploitation : Transferts de charges	104 000,00	0,00
(-) Dotation d'exploitation	14 111 964,15	13 358 982,18
(=)RESULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -) VI	**-56 774 098,26**	**14 498 463,47**
(+ ou -) RESULTAT FINANCIER VII	**74 873 865,07**	**49 142 012,34**
(=) RESULTAT COURANT (+ ou -) VIII	**18 099 766,81**	**63 640 475,81**
(+ ou -) RESULTAT NON COURANT IX	**84 680 850,98**	**79 120 745,93**
(-) Impôts sur les résultats	10 942 247,00	37 248 033,00
(=) RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -) X	**91 838 370,79**	**105 513 188,74**
Résultat net de l'exercice :	91 838 370,79	105 513 188,74
Bénéfice (+)	91 838 370,79	105 513 188,74
Pertes (-)	0,00	0,00
(+) Dotations d'exploitation	14 055 066,78	12 837 982,18
(+) Dotations financières	12 317 905,76	5 369 478,04
(+) Dotations non courantes		0,00
(-) Reprises d'exploitation		0,00
(-) Reprises financières	12 044 520,95	7 157 892,93
(-) Reprises non courantes		1 520 942,24
(-) Produits des cessions d'immobilisations	105 012 000,00	134 036,31
(+) Valeurs nettes d'amortissement des immobilisations cédées	20 696 142,65	123 450,69
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F)	**21 850 965,03**	**115 031 228,17**
(-)Distribution de bénéfices	72 600 000,00	50 000 000,00
AUTOFINANCEMENT	**-50 749 034,97**	**65 031 228,17**

(1) A l'exclusion des dotations relatives aux actifs et passifs circulant et à la trésorerie.
(2) A l'exclusion des reprises relatives aux actifs et passifs circulant et à la trésorerie.
(3) Y compris reprises sur subventions d'investissements.

Etats des soldes de gestion de l'exercice 2008

TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS (T.F.R) RUBRIQUES	exercice N	exercice N-1
Ventes de marchandises (en l'état)	0,00	0,00
(-)Achats revendus de marchandises	0,00	0,00
MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT	**0,00**	**0,00**
(+)Ventes de biens et services produits	**586 160 913,68**	**359 412 509,09**
(+) Variation de stock de produits	563 106 739,76	260 077 485,32
(+) Immobilisations produites par l'entreprise elle même	23 054 173,92	99 335 023,77
PRODUCTION DE L'EXERCICE II	0,00	0,00
(-) Achats consommés de matières et fournitures	**521 897 786,70**	**221 931 710,86**
(-) Autres charges externes	491 600 020,11	206 288 385,50
CONSOMMATION DE L'EXERCICE III	30 297 766,59	15 643 325,36
VALEUR AJOUTEE (I+II-III) IV	**64 263 126,98**	**137 480 798,23**
(+) Subvention d'exploitation	0,00	0,00
(-) Impôts et taxes	741 886,05	646 407,35
(-) Charges de personnel	35 663 795,28	25 322 875,14
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (E.B.E)	**27 857 445,65**	**111 511 515,74**
OU INSUFFISANCE BRUT D'EXPLOITATION (I.B.E.)	**0,00**	**0,00**
(+) Autres produits d'exploitation	0,00	0,00
(-) Autres charges d'exploitation	0,00	0,00
(+) Reprise d'exploitation : Transferts de charges	0,00	442 000,00
(-) Dotation d'exploitation	13 358 982,18	5 057 767,48
(=)RESULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -) VI	**14 498 463,47**	**106 895 748,26**
(+ ou -) RESULTAT FINANCIER VII	**49 142 012,34**	**-5 111 454,21**
(=) RESULTAT COURANT (+ ou -) VIII	**63 640 475,81**	**101 784 294,05**
(+ ou -) RESULTAT NON COURANT IX	**79 120 745,93**	**206 692,60**
(-) Impôts sur les résultats	37 248 033,00	35 711 487,00
(=) RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -) X	**105 513 188,74**	**66 279 499,65**
Résultat net de l'exercice :	105 513 188,74	66 279 499,65
Bénéfice (+)	105 513 188,74	66 279 499,65
Pertes (-)	0,00	0,00
(+) Dotations d'exploitation	12 837 982,18	2 907 160,17
(+) Dotations financières	5 369 478,04	7 157 892,93
(+) Dotations non courantes	0,00	0,00
(-) Reprises d'exploitation	0,00	0,00
(-) Reprises financières	7 157 892,93	2 148 706,90
(-) Reprises non courantes	1 520 942,24	328 504,33
(-) Produits des cessions d'immobilisations	134 036,31	166 963,75
(+) Valeurs nettes d'amortissement des immobilisations cédées	123 450,69	135 436,63
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F)	**115 031 228,17**	**73 835 814,40**
(-)Distribution de bénéfices	50 000 000,00	
AUTOFINANCEMENT	**65 031 228,17**	**73 835 814,40**

(1) A l'exclusion des dotations relatives aux actifs et passifs circulant et à la trésorerie.

(2) A l'exclusion des reprises relatives aux actifs et passifs circulant et à la trésorerie.

(3) Y compris reprises sur subventions d'investissements.

II.5.Etats des dérogations (A2) de l'exercice 2009

Indication des dérogations	Justification des dérogations	Influences des dérogations sur le patrimoine, La situation financière et les résultats
La société a appliqué la méthode à l'avancement, en comptabilisant aussi bien le chiffre d'affaires que les charges y afférentes et non uniquement le produit net partiel tel que préconisé par le CGNC.	La société estime que le fait de comptabiliser uniquement la marge à l'avancement, telle que préconisée par le CGNC ne permet pas dans le cadre de l'activité de la société d'atteindre l'objectif d'image fidèle recherché par la Norme Comptable. Le choix de la comptabilisation du chiffre d'affaires, relatif à des travaux reçus par le client, permet de refléter la réalité économique de l'activité de la société.	L'application de cette dérogation comptable n'a pas d'impact sur le résultat de la société et se présente comme suit : Augmentation du chiffre d'affaires : 428 750 Kdhs Charges de l'exercice liées aux contrats : 403 240 Kdhs Constatation variation de stock de produits : 112 570 Kdhs Diminution du stock à l'actif : 112 570 Kdhs Augmentation des créances clients: 428 750 Kdhs

II.6. Etats des changements de méthodes (A3) de l'exercice 2009

Nature des changements	Justification des changements	Influences sur le patrimoine, La situation financière et les résultats
	Néant	

II.7.Tableau des immobilisations (B2) de l'exercice 2009

Nature	Montant brut début d'exercice	AUGMENTATION			DIMINUTION			Montant brut fin de l'exercice
		Acquisition	Production par l'entre--prise pour elle même	Virement	Cession	Retrait	Virement	
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS	**48 011 977,31**	**6 334 419,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**54 346 396,83**
* Frais préliminaires	37 820 176,98		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 820 176,98
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	10 191 800,33	6 334 419,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 526 219,85
* Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**656 692,06**	**424 790,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 081 482,91**
* Immobilisations en recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Autres immobilisations incorporelles	656 692,06	424 790,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 081 482,91
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**45 830 430,3**	**6 045 491,16**	**0,00**	**0,00**	**12 411 925,67**	**0,00**	**0,00**	**39 463 995,79**
* Terrains	3 914 545,07	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00	0,00	0,00	914 545,07
* Constructions	15 701 125,64	0,00	0,00	0,00	9 398 095,00	0,00	0,00	6 303 030,64
* Installations techniques, matériel & outillage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
* Matériel de transport	204 846,20	4 871,52	0,00	0,00	13 830,67	0,00	0,00	195 887,05
* Matériel & mobilier de bureau, aménagements divers	23 142 113,39	4 775 619,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 917 733,03
* Autres immobilisations corporelles	2 867 800,00	1 265 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 132 800,00
* Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II.8.Tableau des amortissements (B2 bis) de l'exercice 2009

Nature	Cumul début d'exercice	Dotation de l'exercice	Amortissements sur immobilisations sorties	Cumul d'amortissement en fin d'exercice
	1	2	3	4 = 1 + 2 - 3
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS	**10 124 292,10**	**10 743 526,46**	**0,00**	**20 867 818,56**
* Frais préliminaires	7 645 792,98	7 513 596,00	0,00	15 159 388,98
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	2 478 499,12	3 229 930,46	0,00	5 708 429,58
* Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**284 325,32**	**117 782,65**	**0,00**	**402 107,97**
* Immobilisations en recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00
* Fonds commercuial	0,00	0,00	0,00	0,00
* Autres immobilisations incorporelles	284 325,32	117 782,65	0,00	402 107,97
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**13 413 095,46**	**3 193 757,67**	**2 715 783,02**	**13 891 070,11**
* Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
* Constructions	2 862 350,66	785 056,28	2 701 952,35	945 454,59
* Installations techniques, matériel & outillage	0,00	0,00	0,00	0,00
* Matériel , mobilier de bureau et aménagements	10 388 751,32	2 390 083,73	0,00	12 778 835,05
* Matériel de transport	161 993,48	18 617,66	13 830,67	166 780,47
* Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
* Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

II.9.

II.10.Tableau des plus ou moins values sur cessions ou retraits d'immobilisations (B3) de l'exercice 2009

Date de cession ou de retrait	compte principal	montant brut	Amortissements cumulés	Valeur nette d'amortissements	Produit de cession	Plus values	Moins values
30/06/2009	251700000	11 000 000,00		11 000 000,00	55 000 000,00	44 000 000,00	
31/12/2009	234000000	1 639,84	1 639,84		80 000,00	80 000,00	
31/12/2009	234000000	1 506,76	1 506,76		52 000,00	52 000,00	
31/12/2009	234000000	1 615,84	1 615,84		80 000,00	80 000,00	
31/12/2009	234000000	2 446,96	2 446,96		76 000,00	76 000,00	
31/12/2009	234000000	1 615,84	1 615,84		80 000,00	80 000,00	
31/12/2009	234000000	1 699,87	1 699,87		46 000,00	46 000,00	
31/12/2009	234000000	1 952,12	1 952,12		70 000,00	70 000,00	
31/12/2009	234000000	1 353,44	1 353,44		28 000,00	28 000,00	
31/12/2009	231300000/232180003	12 398 095,00	2 701 952,35	9 696 142,65	49 500 000,00	39 803 857,35	
TOTAL		**23 411 925,67**	**2 715 783,02**	**20 696 142,65**	**105 012 000,00**	**84 315 857,35**	**0,00**

II.11.Tableau des titres de participations (B4) des deux derniers exercices

Tableau des titres de participations de l'exercice 2009

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extraits des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.P.C de l'exercice
						date de clôture	situation nette	résultat net	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
ALVI	ETUDES ET DEVELOPPEMENT	300 000	99,83%	299 500	299 500	31/12/2009	5 652 800,02	5 652 800,02	2 995 000,00
Khemisset Nord Immobilier (société en dissolution)	PROMOTION IMMOBILIERE	500 000	95%	1 187 500	0	26/01/2007	20 862,79	- 1 271,30	
ALTAG	PROMOTION IMMOBILIERE ET TOURISTIQUE	15 000 000	59,33%	8 900 000	8 900 000	31/12/2009	40 311 642,07	- 673 691,67	
ALGEST	PROMOTION IMMOBILIERE ET TOURISTIQUE	3 300 000	99,99%	3 299 600	2 246 027	31/12/2009	2 246 299,55	- 123 383,30	
ALLIANCES MOD	MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE	300 000	99,87%	299 600	56 419	31/12/2009	56 493,99	- 29 822,89	
Alliances International	DEVELOPPEMENT ET MONTAGE DE PROJETS IMMOBILIERS	108 671	100%	108 671	108 671	31/12/2009	468 085,35	131 444,35	
GOLF RESORT PALACE	PROMOTION IMMOBILIERE ET TOURISTIQUE	50 000 000	100%	238 917 800	238 917 800	31/12/2009	299 635 759,57	135 112 315,24	59 879 520,00
AGHOUATIM EL BARAKA	PROMOTION IMMOBILIERE ET TOURISTIQUE	50 000 000	100%	154 973 960	154 973 960	31/12/2009	87 514 139,25	35 102,21	
RIAD SOLTAN	PROMOTION IMMOBILIERE	5 000 000	45%	2 249 900	2 160 650	31/12/2009	4 801 658,90	- 70 894,61	
ALLIANCES DARNA	PROMOTION IMMOBILIERE	50 000 000	100%	49 997 500	49 997 500	31/12/2009	50 685 308,41	- 733 665,25	
ZERKAOUIA	PROMOTION IMMOBILIERE	6 000 000	95%	7 200 000	7 200 000	31/12/2009	7 682 335,31	- 410 478,19	
ZIDAL	PROMOTION IMMOBILIERE	100 000	49,0000%	49 000	13 339	31/12/2009	27 221,78	- 9 515,87	
ALTADEC	AMENAGEMENT ET DISTRIBUTION	1 000 000	65,00%	3 250 000	216 302	31/12/2009	332 772,41	- 4 096 133,86	
OUED DRAA RESORT	PROMOTION IMMOBILIERE	300 000	99,87%	299 600	299 600	31/12/2009	280 366,00	- 6 454,37	
GOLF ARGANA RESORT	PROMOTION IMMOBILIERE	300 000	99,87%	299 600	299 600	31/12/2009	280 366,00	- 6 454,37	
BELLA STAR REALITY	PROMOTION IMMOBILIERE	200 000	45%	90 000	90 000	31/12/2009	- 871 448,96	3 733,39	
TANGER RESORT	PROMOTION IMMOBILIERE	100 000 000	100,00%	99 999 500	99 999 500	31/12/2009	96 610 254,82	- 591 169,47	
OUED NEGRICO IMMOBILIER	PROMOTION IMMOBILIERE	2 019 000	99,98%	124 661 735	124 661 735	31/12/2009	47 331 228,42	15 321 212,91	
TIFALINT	PROMOTION IMMOBILIERE	100 000	100%	99 500	99 500	31/12/2009			
ALMES	PROMOTION IMMOBILIERE	1 000 000	72,580%	725 800	725 800	31/12/2009	- 6 917 138,88	- 7 309 266,78	
SPL	PROMOTION IMMOBILIERE	300 000	100%	149 250 944	149 250 944	31/12/2009	- 2 354 975,95	531 584,70	
PMH	PROMOTION IMMOBILIERE	33 000 000	100%	236 000 000	236 000 000	31/12/2009	92 985 452,04	- 954 893,85	
TOTAL		**318 827 671**		**1 082 159 710,30**	**1 076 516 847,44**		**726 779 482,89**	**141 771 097,04**	**62 874 520,00**

Tableau des titres de participations de l'exercice 2008

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extraits des derniers états de synthèse de la société émettrice		Produits inscrits au C.P.C de l'exercice
					date de clôture	situation nette	résultat net	
1		2	3	4	5	6	7	8	9
ALVI	ETUDES ET DEVELOPPEMENT	300 000	99,83%	299 500	299 500	31/12/2008	9 637 231,23	5 012 455,44	
Khemisset Nord Immobilier (société en dissolution)	PROMOTION IMMOBILIERE	500 000	95%	1 187 500	0	26/01/2007	20 862,79	- 1 271,30	
ALTAG	PROMOTION IMMOBILIERE ET TOURISTIQUE	15 000 000	59,3333%	8 900 000	8 900 000	31/12/2008	40 985 336,74	1 324 944,99	
ALGEST	GESTION IMMOBILIERE ET TOURISTIQUE	3 300 000	99,99%	3 299 600	1 392 027	31/12/2008	1 392 196,20	-428 480,89	
ALLIANCES MOD	MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE	300 000	99,87%	299 600	86 202	31/12/2008	86 316,88	34 701,30	
Alliances International	DEVELOPPEMENT ET MONTAGE DE PROJETS IMMOBILIERS	108 671	100%	108 671	108 671	31/12/2008	334 550,36	114 147,40	
EHC MAROC	DEVELOPPEMENT ET MONTAGE DE PROJETS IMMOBILIERS	100 000 000	11%	11 000 000	11 000 000	31/12/2008	90 903 740,28	-1 938 967,10	
GOLF RESORT PALACE	PROMOTION IMMOBILIERE ET TOURISTIQUE	50 000 000	100,00%	238 917 800	238 917 800	31/12/2008	224 317 726,74	99 898 916,39	
AGHOUATIM AL BARAKA	PROMOTION IMMOBILIERE ET TOURISTIQUE	50 000 000	100,00%	154 973 960	154 973 960	31/12/2008	87 479 037,04	38 048 912,84	
RIAD SOLTAN	PROMOTION IMMOBILIERE	5 000 000	45,00%	2 249 900	2 187 244	31/12/2008	4 860 758,91	73 027,49	
ALLIANCES DARNA	PROMOTION IMMOBILIERE	50 000 000	99,995%	49 997 500	49 997 500	31/12/2008	56 026 820,86	6 451 392,23	
ZERKAOUIA	PROMOTION IMMOBILIERE	6 000 000	95%	7 200 000	7 200 000	31/12/2008	8 092 814,04	429 515,6	
ZIDAL	PROMOTION IMMOBILIERE	100 000	49%	49 000	18 001	31/12/2008	36 737,65	9 048,00	
ALTADEC	AMENAGEMENT ET DISTRIBUTION	1 000 000	65%	3 250 000	2 878 789	31/12/2008	4 428 906,27	-135 630,00	
OUED DRAA RESORT	PROMOTION IMMOBILIERE	300 000	99,87%	299 600	299 600	31/12/2008			
GOLF ARGANA RESORT	PROMOTION IMMOBILIERE	300 000	99,87%	299 600	299 600	31/12/2008			
BELLA STAR REALITY	PROMOTION IMMOBILIERE	200 000	45,00%	90 000	0	31/12/2008	301 228,43	21 303,85	
TANGER RESORT	PROMOTION IMMOBILIERE	100 000 000	100%	99 999 500	98 493 358	31/12/2008	23 493 850,37	275 853,95	
OUED NEGRICO IMMOBILIER	PROMOTION IMMOBILIERE	2 019 000	100%	124 661 735	124 661 735	31/12/2008	32 496 274,51	42 144 424,85	
TIFALINT	PROMOTION IMMOBILIERE	100 000	100%	99 500	99 500	31/12/2008			
TOTAL		**384 527 671**		**707 182 966,00**	**701 813 487,96**		**584 291 932,44**	**189 690 002,29**	**0,00**

II.12.Tableau des provisions (B5) des deux derniers exercices

Tableau des provisions de l'exercice 2009

NATURE	Montant début exercice	Dotations			Reprises			Montant fin exercice
		d'exploitation	financières	non courantes	d'exploitation	financières	non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	5 369 478,04		12 317 905,76			12 044 520,95		5 642 862,85
2. Provisions réglementées								
3. Provisions durables pour risques et charges								
SOUT TOTAL (A)	**5 369 478,04**	**0,00**	**12 317 905,76**	**0,00**	**0,00**	**12 044 520,95**	**0,00**	**5 642 862,85**
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant *(hors trésorerie)*	3 518 828,09	56 897,37	332 349,00		104 000,00			3 804 074,46
5. Autres provisions pour risques et charges	60 337,77		78 126,79			119 239,29		19 225,27
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTA (B)	**3 579 165,86**	**56 897,37**	**410 475,79**	**0,00**	**104 000,00**	**119 239,29**	**0,00**	**3 823 299,73**
TOTAL (A + B)	**8 948 643,90**	**56 897,37**	**12 728 381,55**	**0,00**	**104 000,00**	**12 163 760,24**	**0,00**	**9 466 162,58**

Tableau des provisions de l'exercice 2008

NATURE	Montant début exercice	Dotations			Reprises			Montant fin exercice
		d'exploitation	financières	non courantes	d'exploitation	financières	non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	7 157 892,93		8 797 480,95			10 585 895,84		5 369 478,04
2. Provisions réglementées	1 520 942,24						1 520 942,24	0,00
3. Provisions durables pour risques et charges								
SOUT TOTAL (A)	**8 678 835,17**	**0,00**	**8 797 480,95**	**0,00**	**0,00**	**10 585 895,84**	**1 520 942,24**	**5 369 478,04**
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant *(hors trésorerie)*	2 997 828,09	521 000,00			-			3 518 828,09
5. Autres provisions pour risques et charges	13 164,63		192 868,69			145 694,95		60 338,37
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTA (B)	**3 010 992,72**	**521 000,00**	**192 868,69**	**0,00**	**0,00**	**145 694,95**	**0,00**	**3 579 166,46**
TOTAL (A + B)	**11 689 827,89**	**521 000,00**	**8 990 349,64**	**0,00**	**0,00**	**10 731 590,79**	**1 520 942,24**	**8 948 644,50**

II.13.Tableau des créances (B6) des deux derniers exercices

Tableau des créances de l'exercice 2009

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRE ANALYSE			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et et organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par des effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE	**7 579 236,45**	**7 579 236,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
*** Prêts immobilisés**	940 547,07	940 547,07						
*** Autres créances financières**	6 638 689,38	6 638 689,38						
DE L'ACTIF CIRCULANT	**2 357 749 086,42**	**945 835 926,26**	**1 411 913 160,16**	**0,00**	**0,00**	**173 628 633,08**	**1697152476,35**	**0,00**
*** Fournisseurs débiteurs**	93 526 163,41	42 782 630,66	50 743 532,75				567 708,54	
*** Clients et comptes rattachés**	876 358 946,48	390 198 241,24	486 160 705,24				488 133 074,34	
*** Personnel**	2 525 155,64		2 525 155,64					
*** Etat**	173 628 633,08		173 628 633,08			173 628 633,08		
*** Comptes d'associés**	713 193 199,43	236 126 890,00	477 066 309,43				713 193 199,43	
*** Autres débiteurs**	492 294 755,79	276 728 164,36	215 566 591,43				490 277 506,54	
*** Comptes de régul. Actif**	6 222 232,59		6 222 232,59				4 980 987,50	

Tableau des créances de l'exercice 2008

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRE ANALYSE			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et et organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par des effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE	**858 146,73**	**354 695,42**	**503 451,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
*** Prêts immobilisés**	819 457,35	316 006,04	503 451,31					
*** Autres créance financières**	38 689,38	38 689,38						
DE L'ACTIF CIRCULANT	**1 338 884 809,96**	**153 776 347,40**	**1 185 108 462,56**	**0,00**	**0,00**	**84 160 393,32**	**1 001 069 130,90**	**0,00**
*** Fournisseurs débiteurs**	356 927 554,41	37 905 896,95	319 021 657,46				287 885 962,37	
*** Clients et comptes rattachés**	496 726 352,20	44 474 989,11	452 251 363,09				369 067 034,15	
*** Personnel**	2 148 723,47	21 957,66	2 126 765,81					
*** Etat**	84 160 393,32	29 077 759,51	55 082 633,81			84 160 393,32	21 319 739,07	
*** Comptes d'associés**	54 332 510,00	13 784 000,00	40 548 510,00				54 287 900,00	
*** Autres débiteurs**	334 791 190,62	28 511 077,50	306 280 113,12				268 508 495,31	
*** Comptes de régul. Actif**	9 798 085,94	666,67	9 797 419,27					

II.14.Tableau des dettes (B7) des deux derniers exercices

Tableau des dettes de l'exercice 2009

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			Autres analyse			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et et organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par des effets
DE FINANCMENT	**580 719 746,72**	**412 493 166,14**	**168 226 580,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
*** Emprunts obligataires**								
*** Autres dettes de financement**	580 719 746,72	412 493 166,14	168 226 580,58					
DU PASSIF CIRCULANT	**961 086 016,45**	**469 996 292,88**	**491 089 723,57**	**0,00**	**0,00**	**29 952 995,88**	**260 149 375,61**	**0,00**
*** Fournisseurs**	300 405 022,07	131 161 659,67	169 243 362,40				6 629 354,19	
*** Clients créditeurs**	620 295 433,05	338 640 000,65	281 655 432,40				253 262 247,30	
*** Personnel**	1 755 573,86		1 755 573,86					
*** Organismes sociaux**	3 567 253,32		3 567 253,32			3 567 253,32		
*** Etat**	26 385 742,56		26 385 742,56			26 385 742,56		
*** Comptes d'associés**	115 226,21	5 970,00	109 256,21					
*** Autres créanciers**	446 436,68	188 662,56	257 774,12				257 774,12	
*** Comptes de régular. Passif**	8 115 328,70		8 115 328,70					

Tableau des dettes de l'exercice 2008

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			Autres analyse			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et et organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par des effets
DE FINANCMENT	**156 200 721,86**	**156 200 721,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
*** Emprunts obligataires**								
*** Autres dettes de financement**	156 200 721,86	156 200 721,86						
DU PASSIF CIRCULANT	**677 651 611,31**	**280 570 537,64**	**397 081 073,67**	**0,00**	**5 719 922,33**	**24 928 457,63**	**172 709 716,42**	**0,00**
*** Fournisseurs**	242 260 304,83	20 399 339,38	221 860 965,45		5 719 922,33		3 098 512,16	
*** Clients créditeurs**	395 153 549,57	255 700 652,62	139 452 896,95				162 009 973,85	
*** Personnel**	1 571 958,02		1 571 958,02					
*** Organismes sociaux**	2 644 146,43	17 426,50	2 626 719,93			423 723,00		
*** Etat**	24 504 734,63	4 168 366,89	20 336 367,74			24 504 734,63	7 601 230,41	
*** Comptes d'associés**	645 478,30	105 670,00	539 808,30					
*** Autres créanciers**	6 438 237,13	178 662,56	6 259 574,57					
*** Comptes de régular. Passif**	4 433 202,40	419,69	4 432 782,71					

II.15.Tableau des sûretés réelles données ou reçues (B8) de l'exercice 2009

TIERS CREDITEURS OU DEBITEURS	MONTANT COUVERT PAR LA SURETE	NATURE (1)	DATE ET LIEU D'INSCRIPTION	OBJET (2) (3)	VALEUR COMPTABLE NETTE DE LA SURETE DONNEE A LA DATE DE CLOTURE
*** Sûretés données**					
Hôtel OUARZAZATE	15 600 000,00	Hypothèque	en septembre 2004 à casablanca	Crédit	6 375 781,91
Fond du commerce	1 000 000,00			Nantissement	
Immeuble N ALTAG	13 500 000,00	Hypothèque	en 15 janvier 2007 à casablanca	Crédit	2 054 113,43
Nantissement action PMH	400 000 000,00	Nantissement	en 14 juillet 2009 à casablanca	Nantissement	400 000 000,00
Nantissement action SPL	400 000 000,00	Nantissement	en 14 juillet 2009 à casablanca	Nantissement	400 000 000,00
*** Sûretés reçues**					

(1) Gage : 1- Hypothèque : 2- Nantissement : 3- Warrant : 4- Autres : 5- (à préciser)

(2) préciser si la sûreté est données au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données)
(entreprises liées, associés, membres du personnel)

(3) préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)

II.16.Tableau des engagements financiers reçus ou donnés hors opérations de crédit-bail (B9) de l'exercice 2009

ENGAGEMENTS DONNES	MONTANTS EXERCICE	MONTANTS EXERCICE PRECEDENT
*** Avals et cautions**		
ATTIJARI WAFABANK	195 000 000,00	30 000 000,00
SGMB	15 000 000,00	6 000 000,00
CREDIT AGRICOLE	50 000 000,00	
*** Autres engagements donnés**		
Délégation des indémnités d'assurance Hôtel mercure OUARZAZATE (ATTIJARI WAFABANK)	15 600 000,00	15 600 000,00
Hypothèque de 1ier rang Hôtel mercure OUARZAZATE (ATTIJARI WAFABANK)		15 600 000,00
Délégation des indémnités d'assurance immeuble N (SGMB)	13 500 000,00	13 500 000,00
Hypothèque de 1ier rang immeuble N (SGMB)		13 500 000,00
Nantissement de fonds de commerce (ATTIJARI WAFABANK)		1 000 000,00
Cautions provisoires (attijari wafabank)	2 756 650,00	1 720 000,00
Signature billet à ordre (BCP)	400 000 000,00	
Caution marché (crédit agricole)	3 000 000,00	
Cautions bancaire (crédit agricole)	1 000 000,00	
Total (1)	**695 856 650,00**	**96 920 000,00**

ENGAGEMENTS RECUS	MONTANTS EXERCICE	MONTANTS EXERCICE PRECEDENT
*** Avals et cautions**	**NEANT**	**NEANT**
*** Autres engagements donnés**		
Total	**0,00**	**0,00**

II.17.Tableau des biens en crédit-bail (B10) de l'exercice 2009

Rubriques	Date de la 1ère échéance	Durée du contrat en mois	Valeur estimée du bien à la date du contrat	Durée théorique d'amortissement du bien	Cumul des exercices précédents des redevances	Montant des redevances de l'exercice	Redevance restant à payer		Prix d'achat résiduel en fin de contrat
							A mois d'un an	A plus d'un an	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
2 TOYOTA	30/04/2005	48	579 586,00	4	549 266,37	29 603,37			3 231,68
TOYOTA	27/06/2005	48	196 064,86	4	201 497,49	25 035,90			1 639,84
LOGAN DACIA	28/03/2006	48	115 215,94	4	97 305,50	39 694,08	16 539,16		963,64
TOYOTA COROLLA	03/07/2006	48	198 848,00	4	135 081,54	56 876,40	33 177,94		1 663,84
HONDA JAZZ	02/10/2006	48	156 904,00	4	96 388,53	44 918,88	33 689,23		1 314,04
AUDI A6	10/10/2006	48	632 000,00	4	386 942,70	180 322,80	135 242,12		5 275,09
ALFA ROMEO	10/10/2006	48	350 754,00	4	207 529,10	100 282,44	83 568,76		2 933,62
AUDI A6	31/01/2007	48	629 000,00	4	343 997,04	179 476,68	179 476,70		5 250,34
SEAT LEON	10/02/2007	48	255 000,00	4	133 679,02	72 640,68	72 640,66	6 053,39	2 125,00
HONDA TYPE JAZZ	20/03/2007	48	154 774,00	4	78 176,90	44 320,80	44 320,75	7 386,79	1 296,54
MERCEDES CLASSE S	15/05/2007	48	1 219 594,05	4	581 546,72	360 960,00	360 960,05	120 320,02	10 172,74
PEUGEOT 307	30/09/2007	48	219 924,00	4	81 996,20	62 805,60	62 805,60	41 870,40	1 837,29
PEUGEOT 407	30/09/2007	48	267 374,00	4	99 825,52	76 462,08	76 462,13	50 974,75	2 236,79
LOGAN DACIA	20/09/2007	48	234 148,00	4	97 661,68	74 804,64	74 804,69	49 869,79	2 188,31
CITROEN C4	20/10/2007	48	255 624,00	4	89 698,86	72 975,36	72 975,31	54 731,48	2 134,79
PEUGEOT 307	31/10/2007	48	203 780,00	4	71 545,89	58 206,84	58 206,82	43 655,11	1 702,76
LAGUNA II	15/10/2007	48	263 779,01	4	92 646,06	75 373,08	75 373,06	56 529,79	2 204,93
RENAULT MEGANE	15/12/2007	48	207 274,01	4	59 265,96	59 265,96	59 265,94	58 854,37	1 733,74
TOYOTA AURIS	10/03/2008	40	161 583,33	4	33 099,11	36 108,12	36 108,14	15 045,06	
LIXUS	20/03/2009	48	1 550 000,00	4		439 467,60	527 361,12	1 142 615,76	15 500,00
TOTAUX			**7 851 227,20**		**3 437 150,19**	**2 089 601,31**	**2 002 978,17**	**1 647 906,72**	**65 404,98**

II.18.Tableau d'affectation des résultats intervenue au cours des trois derniers exercices (C2)

Tableau d'affectation des résultats intervenue au cours de l'exercice 2009

A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER	Montant	B.AFFECTATION DES RESULTATS	Montant
(Décision AGO du 15 Juin 2009**)**		* Réserve légale	**5 275 659,43**
* Report à nouveau	**26 796 833,23**	* Autres réserves	**0,00**
* Résultats nets en instance d'affectation	**0,00**	* Tantièmes	0,00
* Résultat net de l'exercice	**105 513 188,74**	* Dividendes	**72 600 000,00**
* Prélèvements sur les réserves	0,00	* Autres affectations	0,00
* Autres prélèvements	0,00	* Report à nouveau	**54 434 362,54**
TOTAL A	**132 310 021,97**	**TOTAL B**	**132 310 021,97**

Tableau d'affectation des résultats intervenue au cours de l'exercice 2008

A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER	Montant	B.AFFECTATION DES RESULTATS	Montant
(Décision AGO du 09 Juin 2008**)**		* Réserve légale	**3 313 974,98**
* Report à nouveau	**13 831 308,56**	* Autres réserves	**0,00**
* Résultats nets en instance d'affectation	**0,00**	* Tantièmes	0,00
* Résultat net de l'exercice	**66 279 499,65**	* Dividendes	**50 000 000,00**
* Prélèvements sur les réserves	0,00	* Autres affectations	0,00
* Autres prélèvements	0,00	* Report à nouveau	**26 796 833,23**
TOTAL A	**80 110 808,21**	**TOTAL B**	**80 110 808,21**

Tableau d'affectation des résultats intervenue au cours de l'exercice 2007

A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER	Montant	B.AFFECTATION DES RESULTATS	Montant
(Décision du **20 juin 2007**)		. Réserve légale	
. Report à nouveau	14 770 323,74	. Autres réserves	
. Résultats nets en instance d'affectation	39 060 984,82	. Tantièmes	
. Résultat net de l'exercice		. Dividendes	
. Prélèvements sur les réserves		. Autres affectations	
. Autres prélèvements		. Report à nouveau	53 831 308,56
TOTAL A	**53 831 308,56**	**TOTAL B**	**53 831 308,56**

II.19.Datation et évènements postérieurs (C5) au dernier exercice clos

I. DATATION

* Date de clôture

31 décembre 2009

* Date d'établissement des états de synthèse (2)

27 mars 2010

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ère COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE.

Dates	Indications des évènements
	* Favorables **NEANT** * Défavorables **NEANT**

III. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES – COMPTES CONSOLIDES

III.1.Principes et méthodes comptables d'évaluation

Les comptes consolidés du Groupe Alliances Développement Immobilier (« le Groupe ») sont établis conformément aux normes nationales prescrites par la méthodologie adoptée par le Conseil National de Comptabilité (CNC) dans son avis n°5 du 26 mai 2005.
Les comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2009 et 2008 des sociétés faisant partie du périmètre de consolidation ont servi de base pour l'établissement des comptes consolidés. Ces comptes ont été établis suivant les règles et pratiques comptables applicables au Maroc.

Les principales règles et méthodes du Groupe sont les suivantes :

III.2.Principes et méthodes de consolidation

Périmètre et méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Celui-ci est présumé pour les sociétés contrôlées à plus de 50% ou celles où le groupe est majoritaire au Conseil d'Administration et dont le pourcentage de contrôle dépasse 40%.

Les sociétés sous influence notable, dont le pourcentage de contrôle est au moins égal à 20%, sont mises en équivalence.
Les sociétés ATLAS NAKHIL et RMILA détenues à hauteur de 38% par le groupe ont été intégrées globalement du fait de l'existence d'un contrôle réel sur les politiques stratégiques et financière de cette filiale.

Le périmètre de consolidation de l'exercice 2009 a été marqué par les acquisitions suivantes :

- Pôle construction : EMT et SOMADIAZ ;
- Pôle Golfique : PMH, SPL, HEM, SALIXUS, PTP, SAEMOG et VALLEE AUX GOLFS.

Par ailleurs, la participation de la société Alliances DARNA dans la société MAREMCO a connu une augmentation de participation au cours de l'exercice, passant de 66% à 100%.

Dates de clôture

Toutes les sociétés consolidées clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Autocontrôle

La société Alliance Développement Immobilier (ADI) ne détient pas d'actions propres au 31 décembre 2009 et 2008.

Ecarts d'acquisition

L'écart d'acquisition constaté correspond à la différence entre le prix d'acquisition des sociétés et la situation nette retraitée. la réévakuation des actifs ainsi que l'affectation des prix d'acquisition aux sociétés entrant dans le périmètre de consolidation en 2009 sera finalisée au cours du premeir semestre 2010.

Ainsi, l'écart d'acquisition constaté est amorti sur une période de 20 ans pour la société ALTADEC , pour laquelle il est amorti sur une période de 10 ans.acquises.

Conversion des filiales en monnaies étrangères

Les comptes de la filiale dont la comptabilité est tenue en monnaie étrangère ont été convertis selon la méthode du cours de clôture. En effet,

- les comptes d'actif et de passif sont convertis au cours de change de clôture ;
- les comptes de produits et de charges sont convertis au cours moyen de la période.

Les écarts de conversion constatés, tant sur les éléments de bilan d'ouverture que sur le résultat, sont portés dans les capitaux propres.

Il est à noter qu'aucun retraitement d'homogénéisation n'a été effectué concernant la filiale Alliances International du fait de l'absence de différences significatives entre les méthodes comptables et d'évaluation de la filiale et celles du groupe.

III.2.1. Méthodes d'évaluation

Immobilisations en non valeur

Les immobilisations en non valeur, constituées des frais préliminaires et des charges à répartir, sont annulées en consolidation. Les frais d'augmentation de capital sont annulés par les capitaux propres et non par les charges.

Immobilisations incorporelles

Mises à part écarts de conversion constatés sur les unités acquises par le groupe, les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des logiciels informatiques amortis sur une durée de 6 ans et 8 mois.

Immobilisations corporelles

Celles-ci figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production, diminué des amortissements, calculés selon la méthode linéaire, en fonction de la durée de vie estimée des actifs concernés. Les durées de vie retenues sont les suivantes :

- constructions : 20 ans
- aménagements : 10 ans
- matériel et outillage : 10 ans
- matériel de transport : 5 ans
- matériel et mobilier de bureau : 10 ans
- matériel informatique : 6 ans et 8 mois

Les opérations recensées de crédit-bail sont retraitées comme des acquisitions d'immobilisations par la contrepartie d'un financement à long terme. Ensuite, les immobilisations résultant de ce retraitement sont amorties conformément aux taux d'amortissement économiques appliqués par le groupe.

Les impacts de cessions intragroupes sont annulées en consolidation.

Immobilisations financières

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à la valeur d'usage, si celle-ci est inférieure.

Impôts différés

Les impôts différés résultant de la neutralisation des différences temporaires introduites par les règles fiscales et les retraitements de consolidation sont calculés société par société selon la méthode du report variable, en tenant compte de la conception étendue.

Par ailleurs, les impôts différés sur les déficits fiscaux des filiales dont les perspectives de résultat sont estimées positives sont constatés en consolidation.

Stocks

S'agissant des activités immobilières et de services, les stocks et travaux en cours sont évalués au coût de production, incluant les charges finacières, sans que celui-ci puisse excéder la valeur nette de réalisation.

Les stocks de marchandises (cas de la société ALTADEC) sont évalués au coût moyen pondéré.

Les marges sur les stocks intragroupes sont annulées en consolidation. Il s'agit essentiellement des prestations de Maîtrise d'ouvrage déléguée facturées par les sociétés Alliances Développement Immobilier et Alliances DARNA et les travaux d'aménagement facturés par la filiale ALTADEC.

Les marges sur stock sont calculées sur la base d'un coût de revient incluant les charges directes et une quote part des frais généraux attribuable aux prestations facturées sur la base du chiffre d'affaires..

Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Elles font l'objet d'une dépréciation en fonction du risque de non recouvrement.

Les créances et dettes libellées en monnaies étrangères sont évaluées sur la base du cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les différences de change sont comptabilisées au niveau des comptes de charges ou de produits financiers selon le cas.

Titres et valeurs de placement

Les titres et valeurs mobilières de placement constitués d'actions cotées et OPCVM sont enregistrés au coût historique. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure au prix d'acquisition.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées à caractère fiscal sont annulées en consolidation. Il s'agit essentiellement des provisions pour amortissements dérogatoires et provisions pour investissements.

Reconnaissance des revenus

La société Alliances Développement Immobilier utilise la méthode d'avancement des travaux pour la comptabilisation de son chiffre d'affaires relatif aux prestations de services (MOD, contractant général,…).

Concernant les activités de promotion immobilière, le chiffre d'affaires est comptabilisé selon la méthode de l'achèvement

Provisions pour risques et charges

Les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et que des événements survenus ou en cours rendent probables, entraînent la constitution de provisions pour risques et charges. Les montants à provsionner sont appréciés compte tenu des circonstances et du principe de prudence.

IV. ETAT DE SYNTHESE DES COMPTES CONSOLIDES DE ALLIANCES DEVELOPPEMENT IMMOBILIER

IV.1.Bilan des exercices 2008, 2009 et du premier semestre 2010

Bilan au 30 juin 2010

ACTIF	JUIN 2010	DEC 2009
Ecart d'acquisition	598 050	768 776
Immobilisations incorporelles	3 683	2 035
Immobilisations corporelles	443 888	335 329
Immobilisations financières	84 134	81 835
Titres mis en équivalence	3 914	75 473
Impôts différés actifs	35 630	26 295
Actif immobilisé	**1 169 299**	**1 289 743**
Stocks	4 574 111	3 446 670
Fournisseurs avances et acomptes	515 793	146 793
Clients	2 048 770	994 196
Personnel	1 546	2 813
Etat Débiteur	772 079	619 170
Comptes d'associés	141 079	57 448
Autres débiteurs	253 937	165 972
Comptes de régularisation – actif	29 946	23 417
Titres et valeurs de placement	12 023	9 738
Actif circulant	**8 349 284**	**5 466 217**
Disponibilités	**166 880**	**508 609**
Total actif	**9 685 463**	**7 264 569**

PASSIF	JUIN 2010	DEC 2009
Capitaux propres du Groupe	**2 536 548**	**2 492 073**
Capital	1 210 000	1 210 000
Primes d'émission	643 500	643 500
Réserves consolidées	459 651	274 908
Ecart de conversion sur conversion des filiales en monnaies étrangères	2	3
Résultat net de l'exercice (part du Groupe)	223 395	363 662
Intérêts minoritaires	**108 049**	**173 686**
Réserves minoritaires	106 167	137 551
Résultat des minoritaires	1 882	36 135
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	**2 644 597**	**2 665 759**
Dettes financières	**2 527 033**	**1 249 466**
Impôt diffères passif	**220 416**	**81 834**
Provision durables pour risque et charges	**43 150**	**10 212**
Fournisseurs	1 264 376	772 458
Clients avances et acomptes	1 132 327	810 751
Personnel et organismes sociaux	20 955	19 690
Etat Créditeur	259 609	253 468
Compte de régularisation – passif	106 022	80 845
Autres provisions pour risques et charges	108 773	62 105
Comptes courants associés créditeurs	240 632	199 432
Autres dettes	213 420	31 779
Passif circulant	**3 346 113**	**2 230 528**
Trésorerie – passif	**904 154**	**1 026 770**
Total passif	**9 685 463**	**7 264 569**

Bilan de l'exercice 2009

ACTIF	31.12.2009		31.12.2008
Ecart d'acquisition	768 776		253 378
Immobilisations incorporelles	2 035		1 014
Immobilisations corporelles	335 329		77 700
Immobilisations financières	81 835		12 409
Titres mis en équivalence	75 473		352
Impôts différés actifs	26 295		26 049
Actif immobilisé	**1 289 743**		**370 902**
Stocks	3 446 670		2 481 891
Fournisseurs avances et acomptes	146 793		125 055
Clients	994 196		252 056
Personnel	2 813		2 356
Etat Débiteur	619 170		201 551
Comptes d'associés	57 448		28 255
Autres débiteurs	165 972		73 085
Comptes de régularisation – actif	23 417		17 140
Titres et valeurs de placement	9 738		603 134
Actif circulant	**5 466 217**		**3 784 523**
Disponibilités	**508 609**		**120 185**
Total actif	**7 264 569**		**4 275 610**

PASSIF	31.12.2009		31.12.2008
Capitaux propres du Groupe	**2 492 073**		**2 201 274**
Capital	1 210 000		1 210 000
Primes d'émission	643 500		643 500
Réserves consolidées	274 908		98 034
Ecart de conversion sur conversion des filiales en monnaies étrangères	3		(4)
Résultat net de l'exercice (part du Groupe)	363 662		249 744
Intérêts minoritaires	**173 686**		**102 491**
Réserves minoritaires	137 551		86 564
Résultat des minoritaires	36 135		15 927
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	**2 665 759**		**2 303 765**
Dettes financières	**1 249 466**		**506 906**
Impôt diffères passif	**81 834**		**54 283**
Provision durables pour risque et charges	**10 212**		-
Fournisseurs	772 458		369 506
Clients avances et acomptes	810 751		377 861
Personnel et organismes sociaux	19 690		6 148
Etat Créditeur	253 468		85 853
Compte de régularisation – passif	80 845		55 018
Autres provisions pour risques et charges	62 105		6 997
Comptes courants associés créditeurs	199 432		60 954
Autres dettes	31 779		14 132
Passif circulant	**2 230 528**		**976 469**
Trésorerie – passif	**1 026 770**		**434 187**
Total passif	**7 264 569**		**4 275 610**

Bilan de l'exercice 2008

ACTIF (En milliers de dirhams)	31.12.2008	31.12.2007
Ecart d'acquisition	253 378	2.050
Immobilisations incorporelles	1 014	745
Immobilisations corporelles	77 700	74.806
Immobilisations financières	12 409	12.020
Titres mis en équivalence	352	400
Impôts différés actifs	26 049	15.448
Actif immobilisé	**370 902**	**105.469**
Stocks	2 481 891	710.972
Fournisseurs avances et acomptes	125 055	210.527
Clients	252 056	256.851
Personnel	2 356	120
Etat Débiteur	201 551	102.180
Comptes d'associés	28 255	27.478
Autres débiteurs	73 085	63.548
Comptes de régularisation – actif	17 140	3.585
Titres et valeurs de placement	603 134	2.226
Actif circulant	**3 784 523**	**1.377.487**
Disponibilités	**120 185**	**71.595**
Total actif	**4 275 610**	**1.554.551**

PASSIF (En milliers de dirhams)	31.12.2008	31.12.2007
Capitaux propres du Groupe	2 201 274	**223.935**
Capital	1 210 000	50.000
Prime d'émission	643 500	0
Réserves consolidées	98 034	15.545
Ecart de conversion sur conversion des filiales en monnaies étrangères	-4	-2
Résultat net de l'exercice (part du Groupe)	249 744	158.392
Intérêts minoritaires	102 491	**154.591**
Réserves minoritaires	86 564	57.595
Résultat des minoritaires	15 927	96.996
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	**2 303 765**	**378.526**
Dettes financières	**506 906**	**251.736**
Impôts différés passif	**54 283**	**19**
Provisions durables pour risques et charges	-	-
Fournisseurs	369 506	269.638
Clients avances et acomptes	377 861	212.074
Personnel et organismes sociaux	6 148	3.184
Etat Créditeur	85 853	176.772
Compte de régularisation – passif	55 018	36.653
Comptes courants associés créditeurs	60 954	71.475
Autres dettes	21 129	15.026
Passif circulant	**976 469**	**784.822**
Trésorerie – passif	**434 187**	**139.448**
Total passif	**4 275 610**	**1.554.551**

IV.2.Comptes de produits et charges des trois derniers exercices

Comptes de produits et charges au 30 juin 2010

	JUIN 2010	JUIN 2009
Produits d'exploitation	**1 808 104**	**1 258 512**
Chiffre d'affaires	1 570 909	961 385
Variations de stock	235 085	289 238
Production immobilisée	0	0
Autres produits d'exploitation	336	-395
Reprises d'exploitation	1 774	8 284
Charges d'exploitation	**-1 416 724**	**-898 085**
Achats consommées de matières	-1 072 055	-574 028
Autres charges externes	-124 243	-115 806
Impôts et taxes	-5 210	-15 520
Charges de personnel	-126 355	-97 627
Autres charges d'exploitation	-7 097	-9 384
Dotation d'exploitation	-81 764	-85 720
Résultat d'exploitation	**391 380**	**360 427**
Produits financiers	11 511	21 393
Charges financières	-105 879	-50 964
Résultat financier	**-94 368**	**-29 571**
Produits non courants	116 712	64 264
Charges non courantes	-87 123	-21 301
Résultat non courant	**29 589**	**42 963**
Résultat avant impôt	**326 601**	**373 819**
Impôt sur les sociétés	106 124	104 274
Impôts différés	-10 897	11 503
Dotation à l'amort E.A	7 552	21 123
Reprise Ecarts Acquisition	248	
Résultat après impôt /sociétés integrées	**224 070**	**236 919**
Résultat des sociétés mises en équivalence	1 207	5 585
Résultat Net de l'ensemble Consolidé	**225 277**	**242 504**
RNPG	**223 395**	**210 782**
Part des minoritaires	1 882	31 722

Comptes de produits et charges pour l'exercice 2009

-	31.12.2009	31.12.2008
Produits d'exploitation	**2 688 471**	**2 135 991**
Chiffre d'affaires	2 264 766	596 711
Variations de stock	420 375	1 536 776
Production immobilisée	0	2 504
Autres produits d'exploitation	2 991	0
Reprises d'exploitation	339	0
Charges d'exploitation	**(2 048 189)**	**(1 804 398)**
Achats consommées de matières	(1 437 294)	(1 652 775)
Autres charges externes	(262 266)	(54 316)
Impôts et taxes	(23 140)	(22 579)
Charges de personnel	(219 705)	(56 825)
Autres charges d'exploitation	(7 857)	(8 318)
Dotation d'exploitation	(97 927)	(9 585)
Résultat d'exploitation	**640 282**	**331 593**
Produits financiers	34 176	33 283
Charges financières	(126 725)	(44 854)
Résultat financier	**(92 549)**	**(11 571)**
Produits non courants	123 835	85 244
Charges non courantes	(36 553)	(1 446)
Résultat non courant	**87 282**	**83 798**
Résultat avant impôt	**635 015**	**403 820**
Impôt sur les sociétés	173 451	123 832
Impôts différés	19 399	771
Dotation à l'amortissement de l'écart d'acquisition	41 334	13 498
Résultat après impôt des sociétés intergrées	**400 831**	**265 719**
Résultat des sociétés mises en équivalence	(1 034)	(48)
Résultat Net de l'ensemble Consolidé	**399 797**	**265 671**
Part groupe	363 662	249 744
Part des minoritaires	36 135	15 927

Comptes de produits et charges pour l'exercice 2008

En milliers de dirhams	31.12.2008	31.12.2007
Produits d'exploitation	**2 135 991**	**1.070.790**
Chiffre d'affaires	596 711	743.267
Variations de stock	1 536 776	307.099
Production immobilisée	2 504	20.722
Autres produits d'exploitation	0	-742
Reprises d'exploitation	0	444
Charges d'exploitation	**-1 804 398**	**(653.577)**
Achats consommées de matières	-1 652 775	(560.596)
Autres charges externes	-54 316	(28.931)
Autres charges d'exploitation	-8 318	(11.485)
Charges de personnel	-56 825	(43.645)
Dotation d'exploitation	-9 585	(8.920)
Résultat d'exploitation	**331 593**	**417.213**
Produits financiers	33 283	1.744
Charges financières	-44 854	(22.259)
Résultat financier	**-11 571**	**(20.515)**
Produits non courants	85 244	413
Charges non courantes	-1 446	(1.085)
Résultat non courant	**83 798**	**-672**
Résultat avant impôt	**403 820**	**396.026**
Impôt sur les sociétés	-123 832	(149.243)
Impôts différés	-771	8.860
Dotation à l'amortissement de l'écart d'acquisition	-13 498	-256
Résultat après impôt	**265 719**	**255.387**
Résultat des sociétés mises en équivalence	**-48**	-
Résultat consolidé	**265 671**	**255.387**
Part groupe	249 744	158.391
Part des minoritaires	15 927	96.996

IV.3.Tableau de flux de trésorerie des deux derniers exercices

(En milliers de dirhams)	31.12.2009	31.12.2008
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	399 797	265 671
Dotations aux amortissements et provisions	83 413	23 348
QP des sociétés mises en équivalence	-1 034	48
Résultats de cession	-87 127	-10
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net d'impôt	**395 049**	**289 057**
Elimination du Coût de l'endettement financier net	106 294	38 217
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net d'impôt	**501 343**	**327 274**
Incidence Variation du BFR lié à l'activité	-97 336	-2 092 992
Variation des impôts Différés	19 399	771
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	**423 405**	**-1 764 947**
Incidence de variation de périmètre	-969 779	-390 569
Acquisition d'immobilisations incorporelles	-917	-461
Acquisition d'immobilisations corporelles	122 507	-10 603
Acquisition de titres non consolidés	-3 800	-100
Cessions d'immobilisations	111 689	135
Dividendes reçus		
Flux de trésorerie nette des prêts à long terme	-44 881	-95
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	**-1 030 194**	**-401 693**
Augmentation de capital		1 781 406
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice	-161 590	-62 009
Emission de nouveaux emprunts	888 380	461 326
Remboursements d'emprunts	-217 865	-222 014
Intérêts financiers nets versés	-106 294	-38 217
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	**402 630**	**1 920 492**
Variation de trésorerie nette	**-204 159**	**-246 148**
Trésorerie nette ouverture	**-314 002**	**-67 854**
Trésorerie nette clôture	**-518 161**	**-314 001**

IV.4.Tableau des variations de capitaux propres des deux derniers exercices

Tableau des variations de capitaux propres pour l'exercice 2009

	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidés part Groupe	Actions auto-détenues	Résultat consolidé part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres au 01 décembre 2009	**1 210 000**	**643 500**	**98 030**		**249 744**	**102 491**	**2 303 765**
Augmentation de capital							
Acquisitions et cessions de titres d'autocontrôle							
Effet des changements de méthodes comptables							
Effet de variation de périmètre			- 266			35 186	34 919
Produits et charges inscrits directement en capitaux propres							
Mouvement : imputation Résultat net de l'exercice					- 249 744		- 249 744
Dividendes			- 72 600			- 125	- 72 725
Résultat consolidé de l'exercice			249 744		363 662	36 135	649 541
Ecarts de conversion			3				3
Capitaux propres au 31 décembre 2009	**1 210 000**	**643 500**	**274 911**		**363 662**	**173 686**	**2 665 759**

Tableau des variations de capitaux propres pour l'exercice 2008

	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidés part Groupe	Actions auto-détenues	Résultat consolidé part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres au 01 décembre 2008	**50 000**		**15 546**		**158 391**	**154 391**	**378 528**
Augmentation de capital	1 160 000	643 500	4 633			24 330	1 832 463
Acquisitions et cessions de titres d'autocontrôle							
Effet des changements de méthodes comptables							
Effet de variation de périmètre			1 318			- 80 138	- 78 820
Produits et charges inscrits directement en capitaux propres			- 31 853			- 209	- 32 062
Mouvement : imputation Résultat net de l'exercice							
Dividendes			- 50 000			- 12 010	- 62 010
Résultat consolidé de l'exercice			158 391		91 353	15 927	265 671
Ecarts de conversion			-4				-4
Capitaux propres au 31 décembre 2008	**1 210 000**	**643 500**	**98 030**		**249 744**	**102 491**	**2 303 765**

IV.5.Tableau des créances des deux derniers exercices

Créances	Total	Total	Analyse par échéances			Autre analyse			
	2008	2009	Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montant sur l'Etat et organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par des effets
De l'actif immobilisé	**1 109**	**76 423**	**75 855**	**569**					
Prêts immobilisés	982	7 011	6 665	346					
Autres crénaces financières	127	69 412	69 190	222					
De l'actif circulant	**682 358**	**1 986 393**	**906 249**	**1 080 144**		**12 417**	**619 170**		
Fournisseurs débiteurs	125 055	146 793	25 820	120 973		6 819			
Clients et comptes rattachés	252 056	994 196	651 611	342 585		5 598			
Personnel	2 356	2 813	68	2 746					
Etat	201 551	619 170	193 317	425 853			619 170		
Comptes d'associés	28 255	57 448	31 485	25 963					
Autres débiteurs	73 085	165 972	3 949	162 023					
Compte de régularisation Actifs	17 140	23 417		23 417					

IV.6.Tableaux des dettes des deux derniers exercices

	Total	Total	Analyse par échéances			Autre analyse			
	2008	**2009**	**Plus d'un an**	**Moins d'un an**	**Echues et non recouvrées**	**Montants en devises**	**Montant sur l'Etat et organismes publics**	**Montants sur les entreprises liées**	**Montants représentés par des effets**
Dettes de financement	**506 906**	**1 249 466**	**796 483**	**452 983**					
Emprunts obligataires									
Autres dettes de financement	506 906	1 249 466	796 483	452 983					
Du passif circulant	**914 183**	**2 087 579**	**949 351**	**1 138 228**		**12 322**	**253 468**		
Fournisseurs	369 506	772 459	298 400	474 060		4 325			
Clients créditeurs	377 861	810 751	482 816	327 935		7 998			
Personnel	2 022	6 562	582	5 979					
Organismes sociaux	4 125	13 128	1 400	11 729					
Etat	85 583	253 468	51 038	202 430			253 468		
Comptes d'associés	60 954	199 432	93 073	106 359					
Autres créanciers	14 132	31 779	22 043	9 736					
Compte de régularisation Passif	55 018	80 845		80 845					

IV.7.Tableaux des provisions des deux derniers exercices

NATURE	Montant début exercice	Montant à l'entrées dans le le périmètre des sociétés nouvellement acquises	Dotations			Reprises			Montant fin exercice
			d'exploitation	financières	non courantes	d'exploitation	financières	non courantes	
1. Provisions dépréciation de l'actif immobilisé	1 187	670		8 819			9 264		1 412
2. Provisions réglementées									
3. Provisions durables pour risques et charges		9 360	512		410			70	10 212
SOUT TOTAL (A)	**1 187**	**10 030**	**512**	**8 819**	**410**		**9 264**	70	11 624
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant	6 037	10 675	8 625			104		1 790	23 444
(hors trésorerie)									
5. Autres provisions pour risques et charges	6 998	14 255	47 506	12	962	120	508	7 000	62 105
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie				332					332
SOUS TOTAL (B)	**13 035**	**24 931**	**56 131**	**344**	**962**	**224**	**508**	**8 790**	**85 881**
TOTAL (A + B)	**14 222**	**34 960**	**56 643**	**9 163**	**1 372**	**224**	**9 772**	**8 860**	**97 505**

IV.8. Liste des sociétés consolidées

IV.8.1. Liste des filiales consolidées au 30 juin 2010

Société	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt	Méthode de consolidation
ALVI	99,83%	99,83%	Intégration Globale
Alliances MOD	99,87%	99,87%	Intégration Globale
Alliances International	100,00%	100,00%	Intégration Globale
ALGEST	99,99%	99,99%	Intégration Globale
ALTAG	59,99%	59,99%	Intégration Globale
Golf Resort Palace	99,80%	99,80%	Intégration Globale
Aghouatim	99,95%	99,95%	Intégration Globale
Menzeh Ennakhil	99,96%	59,97%	Intégration Globale
Riad Soltan	45,00%	45,00%	Intégration Globale
Zerkaouia	100,00%	100,00%	Intégration Globale
ZIDAL	49,00%	49,00%	Intégration Globale
ALTADEC	65,00%	65,00%	Intégration Globale
Atlas Nakhil	100,00%	100,00%	Intégration Globale
ALDARNA	100,00%	100,00%	Intégration Globale
MAREMCO	100,00%	99,99%	Intégration Globale
Dar Al Mourad	60,00%	59,88%	Intégration Globale
DHD	20,00%	19,96%	Mise en Equivalence
BELYA	100,00%	100,00%	Intégration Globale
ONI	99,98%	99,98%	Intégration Globale
RMILA	100,00%	100,00%	Intégration Globale
Oued Draa Resort	99,87%	99,87%	Intégration Globale
Golf Argana Resort	99,87%	99,87%	Intégration Globale
Tanger Resort	100,00%	100,00%	Intégration Globale
M'Deq Développement	99,80%	99,80%	Intégration Globale
ZFF	99,96%	99,94%	Intégration Globale
Holding Essaouira Mogador	100,00%	99,97%	Intégration Globale
Palmeraie Thomas Piron	33,33%	33,32%	Mise en Equivalence
Société d'aménagement Lixus	100,00%	99,95%	Intégration Globale
Alpha Palace	100,00%	99,80%	Intégration Globale
Al Golf Gestion	99,90%	99,70%	Intégration Globale
Société de Participation Lixus	99,93%	99,93%	Intégration Globale
Piron Maroc Holding	100,00%	99,95%	Intégration Globale
ALMES	72,58%	72,58%	Intégration Globale
Entreprise Marocaine des Travaux	95,33%	68,07%	Intégration Globale
SOMADIAZ	95,00%	68,59%	Intégration Globale
La Vallée aux Golfs	100,00%	59,88%	Intégration Globale
COGEDIM	99,87%	99,87%	Intégration Globale
Jardins du Littoral	70,00%	70,00%	Intégration Globale
NAJILA	38,37%	38,37%	Intégration Proportionnelle
EXPERENCIA	100,00%	100,00%	Intégration Globale
Alliances Sud Développement	100,00%	100,00%	Intégration Globale
EMT Bâtiment	100,00%	100,00%	Intégration Globale
ALHIF Management	34,00%	34,00%	Mise en Equivalence

IV.8.2. Liste des filiales consolidées au 30 juin 2009

Société	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt	Méthode de consolidation
ALVI	99,83%	99,83%	Intégration Globale
Khmissat Nord Immobilier *	95,00%	95,00%	Non consolidés
Alliances MOD	99,87%	99,87%	Intégration Globale
Alliances International	100,00%	100,00%	Intégration Globale
ALGEST	99,99%	99,99%	Intégration Globale
ALTAG	59,99%	59,99%	Intégration Globale
Golf Palace Resort	99,95%	99,95%	Intégration Globale
Aghouatim Al Baraka	99,95%	99,95%	Intégration Globale
Menzeh Ennakhil	99,96%	59,97%	Intégration Globale
Riad Soltan	45,00%	45,00%	Intégration Globale
Zerkaouia	95,00%	95,00%	Intégration Globale
ZIDAL**	49,00%	49,00%	Intégration Globale
ALTADEC	65,00%	65,00%	Intégration Globale
Atlas Nakhil	40,00%	38,00%	Intégration Globale
ALDARNA	100,00%	100,00%	Intégration Globale
MAREMCO	99,99%	99,99%	Intégration Globale
Dar Al Mourad	59,97%	59,97%	Intégration Globale
DHD	20,00%	20,00%	Mise en Equivalence
BELYA	45,00%	45,00%	Intégration Globale
ONI	99,98%	99,98%	Intégration Globale
RMILA	38,00%	38,00%	Intégration Globale
Oued Draa Resort	99,87%	99,87%	Intégration Globale
Golf Argana Resort	99,87%	99,87%	Intégration Globale
Tanger Resort	100,00%	100,00%	Intégration Globale
M'Deq Développement	99,80%	99,80%	Intégration Globale
ZFF	99,94%	99,94%	Intégration Globale
Holding Essaouira Mogador	67,00%	67,00%	Intégration Globale
Palmeraie Thomas Piron	33,33%	22,33%	Mise en Equivalence
Société d'aménagement Lixus	100.00%	83,46%	Intégration Globale
Alpha Palace	99,95%	99,95%	Intégration Globale
Al Golf Gestion	99,85%	99,85%	Intégration Globale
Société de Participation Lixus	99,93%	99,93%	Intégration Globale
Piron Maroc Holding	100,00%	100,00%	Intégration Globale
SAEMOG	20,00%	13,40%	Mise en Equivalence
ALMES	72,58%	72,58%	Intégration Globale
Entreprise Marocaine des Travaux	95,35%	68,43%	Intégration Globale
SOMADIAZ	95,00%	68,95%	Intégration Globale
Tifalint	99,50%	99,50%	Intégration Globale

IV.8.3. Liste des filiales consolidées pour l'exercice 2009

Société	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt	Méthode de consolidation
ALVI	99,83%	99,83%	Intégration Globale
Alliances MOD	99,87%	99,87%	Intégration Globale
Alliances International	100,00%	100,00%	Intégration Globale
ALGEST	99,99%	99,99%	Intégration Globale
ALTAG	59,99%	59,99%	Intégration Globale
Golf Resort Palace	99,80%	99,80%	Intégration Globale
Aghouatim Al Baraka	99,95%	99,95%	Intégration Globale
Menzeh Ennakhil	99,96%	59,97%	Intégration Globale
Riad Soltan	45,00%	45,00%	Intégration Globale
Zerkaouia	95,00%	95,00%	Intégration Globale
ZIDAL	49,00%	49,00%	Intégration Globale
ALTADEC	65,00%	65,00%	Intégration Globale
Atlas Nakhil	40,00%	38,00%	Intégration Globale
ALDARNA	100,00%	100,00%	Intégration Globale
MAREMCO	100,00%	99,99%	Intégration Globale
Dar Al Mourad	60,00%	59,88%	Intégration Globale
DHD	20,00%	19,96%	Mise en Equivalence
BELYA	45,00%	45,00%	Intégration Globale
ONI	99,98%	99,98%	Intégration Globale
RMILA	38,00%	38,00%	Intégration Globale
Oued Draa Resort	99,87%	99,87%	Intégration Globale
Golf Argana Resort	99,87%	99,87%	Intégration Globale
Tanger Resort	100,00%	100,00%	Intégration Globale
M'Deq Développement	99,80%	99,80%	Intégration Globale
ZFF	99,96%	99,94%	Intégration Globale
Holding Essaouira Mogador	67,00%	67,00%	Intégration Globale
Palmeraie Thomas Piron	33,33%	22,33%	Mise en Equivalence
Société d'aménagement Lixus	100.00%	83,46%	Intégration Globale
Alpha Palace	100,00%	99,80%	Intégration Globale
Al Golf Gestion	99,90%	99,70%	Intégration Globale
Société de Participation Lixus	99,93%	99,93%	Intégration Globale
Piron Maroc Holding	100,00%	100,00%	Intégration Globale
SAEMOG	20,00%	13,40%	Mise en Equivalence
ALMES	72,58%	72,58%	Intégration Globale
Entreprise Marocaine des Travaux	95,33%	68,42%	Intégration Globale
SOMADIAZ	95,00%	68,95%	Intégration Globale
La Vallée aux Golfs	100,00%	59,88%	Intégration Globale

IV.8.4. Liste des filiales consolidées pour l'exercice 2008

Société	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt	Méthode de consolidation
ALVI	99,83%	99,83%	Intégration Globale
Alliances MOD	99,87%	99,87%	Intégration Globale
Alliances International	100,00%	100,00%	Intégration Globale
ALGEST	99,99%	99,99%	Intégration Globale
ALTAG	59,99%	59,99%	Intégration Globale
Golf Palace Resort	99,95%	99,95%	Intégration Globale
Aghouatim Al Baraka	99,95%	99,95%	Intégration Globale
Menzeh Ennakhil	99,96%	59,97%	Intégration Globale
Riad Soltan	45,00%	45,00%	Intégration Globale
Zerkaouia	95,00%	95,00%	Intégration Globale
ZIDAL*	49,00%	49,00%	Intégration Globale
ALTADEC	65,00%	65,00%	Intégration Globale
Atlas Nakhil	40,00%	40,00%	Intégration Globale
ALDARNA	100,00%	100,00%	Intégration Globale
MAREMCO	66,00%	66,00%	Intégration Globale
Dar Al Mourad	60,00%	60,00%	Intégration Globale
DHD	20,00%	20,00%	Mise en Equivalence
BELYA	45,00%	45,00%	Intégration Globale
ONI	99,98%	99,98%	Intégration Globale
RMILA	38,00%	38,00%	Intégration Globale
Oued Draa Resort	99,87%	99,87%	Intégration Globale
Golf Argana Resort	99,87%	99,87%	Intégration Globale
Tanger Resort	100,00%	100,00%	Intégration Globale
M'Deq Développement	99,80%	99,80%	Intégration Globale
ZFF	99,96%	99,96%	Intégration Globale